

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LA
RESPONSABILITÉ DES COAUTEURS
DE
DÉLITS OU QUASI-DÉLITS CIVILS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
le 5 mai 1902

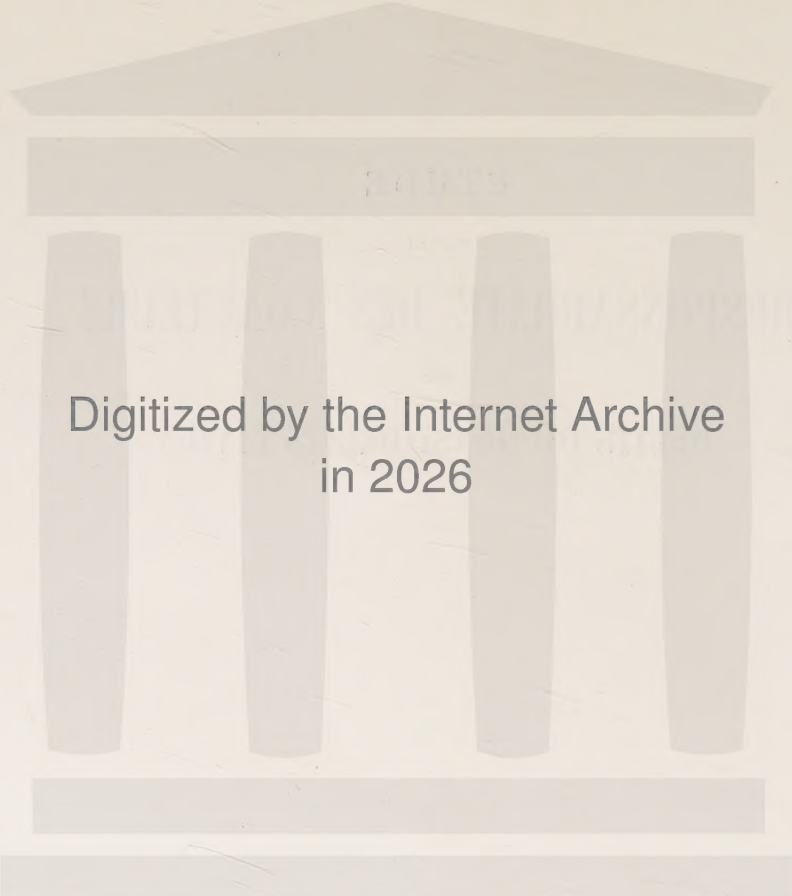
PAR
Wilhelm LAFAY
Lauréat de la Faculté de droit de Lyon



LYON

A. REY & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS DE L'UNIVERSITÉ
4, RUE GENTIL, 4

—
1902



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553415_0007

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LA
RESPONSABILITÉ DES COAUTEURS

DE
DÉLITS OU QUASI-DÉLITS CIVILS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 5 mai 1902

PAR

Wilhelm LAFAY

Lauréat de la Faculté de droit de Lyon



LYON

A. REY & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1902

BIBLIOGRAPHIE

- ACCARIAS, *Précis de Droit romain*.
- AUBRY ET RAU, *Cours de Droit civil français*, 4^e et 5^e éditions.
- BAUDRY-LACANTINERIE, *Précis de Droit civil*, 6^e édition.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET BARDE, *Traité théorique et pratique de Droit civil : Des obligations*, 2^e édition.
- BIOCHE, *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, 5^e édition.
- BLANCHE, *Etudes pratiques sur le Code pénal*, 2^e édition.
- BOISTEL, De l'indivisibilité solutione (*Revue historique de Droit français et étranger*, 1868).
- Notes dans Dalloz, 1879, I, 282 et 1892, II, 33.
- BONCENNE, *Procédure civile*.
- COHENDY, Note dans Dalloz, 1892, I, 177.
- COLMET DE SANTERRE, *Cours analytique de Droit civil*.
- COTELLE, Rapport dans Dalloz, 1895, I, 175.
- DALLOZ, *Répertoire et Supplément*, voir surtout Responsabilité et Obligations.
- DELVIN COURT, *Cours de Code civil*.
- DEMANGEAT, *Des Obligations solidaires*.
- DEMOLOMBE, *Traité des Contrats*.
- DURANTON, *Cours de Droit français suivant le Code civil*.
- EXNER, *la Notion de la force majeure; Théorie de la responsabilité dans le Contrat de transport*, traduit par Seligmann, 1892.
- FROMAGEOT, *la Faute comme source de la responsabilité en Droit privé*.
- FENET, *Travaux préparatoires du Code civil*.
- GARRAUD, *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*, 2^e édition.
- GÉRARDIN, *Etude sur la solidarité (Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger, 1884 et 1885)*.
- GIRARD, *Manuel élémentaire de Droit romain*, 2^e édition.

- GRANDMOULIN, *De l'unité de la responsabilité* (thèse, 1892).
- HAURIU, *Traité de Droit administratif*.
- HOUPIN, *Traité des Sociétés civiles et commerciales*.
- HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*.
- IHÉRING, *l'Esprit du Droit romain*, trad. de Meulenaère, 3^e édition.
— *De la faute en Droit privé*, traduction de Meulenaère.
- JOSSERAND, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*.
Notes dans Dalloz, 1899, II, 329, et 1900, II, 289.
- LABBÉ, Note dans Sirey, 1890, IV, 17.
- LAROMBIÈRE, *Théorie des obligations*.
- LAURENT, *Principes du Droit civil français*.
- LEVILLAIN, Notes dans Dalloz, 1890, II, 321; 1894, I, 513 et 562.
- LOCRÉ, *la Législation de la France*.
- LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de Droit commercial*, 2^e édition.
- MARCADÉ, *Explication théorique et pratique du Code civil*.
- MARTIN (A.), *Etude des lois fédérales suisses sur la responsabilité civile*.
- MERLIN, *Questions de Droit, voir Solidarité*.
- MONDET, *le Recours des personnes responsables du fait d'autrui* (thèse, 1897).
- PIC, Note dans Dalloz, 1893, II, 249.
- PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*.
- POTHIER, *Traité des Obligations*, 2^e édition Bugnet.
- RAUTER, *Traité théorique et pratique du Droit criminel français*.
- RIBBENTROP, *Zur Lehre von den Korreal-Obligationen*.
- RODIÈRE, *De la Solidarité et de l'Indivisibilité*.
- SAINCTELETTE, *De la Responsabilité et de la Garantie*.
- SALEILLES, *les Accidents de travail et la Responsabilité civile*, 1897.
— Le risque professionnel dans le Code civil (*Réforme sociale de 1898*).
— Note dans Dalloz, 1897, I, 433.
— *Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de Code civil pour l'Empire Allemand*, 2^e édition.
- SARRUT, Note dans Dalloz, 1899, I, 65
- SAVIGNY, *Droit des obligations*, traduction Gérardin et Jozon, 2^e édition.
- SOURDAT, *Traité général de la Responsabilité*, 3^e édition.
- THALLER, *Droit commercial*, 2^e édition.
- TISSIER, Note dans Sirey, 1893, I, 81.
- TOULLIER ET DUVERGIER, *le Droit civil français*, 6^e édition.
- WILLEMS, *Essai sur la responsabilité* (*Revue générale de Droit*, 1895).
- ZACCHARIÉ, *le Droit civil français*, annoté et rétabli par Massé et Vergé.

ÉTUDE
SUR LA
RESPONSABILITÉ DES COAUTEURS
DE
DÉLITS OU QUASI-DÉLITS CIVILS

INTRODUCTION

C'est une vérité aujourd'hui universellement admise que, dans les législations primitives, le domaine civil et le domaine pénal étaient confondus. Toute lésion d'un droit, volontaire ou involontaire, est pour les peuples jeunes un délit punissable et se traduit par une réaction violente de celui qui en a souffert contre la cause, même inconsciente, de son malheur. Il ne se préoccupe pas de la culpabilité subjective de l'auteur du dommage, de sa bonne ou mauvaise foi, de son dol ou de sa faute ; il a souffert, il se venge, comme l'enfant frappe la pierre contre laquelle il s'est heurté. La composition pécuniaire, qui se substitue de bonne heure à la vindicte physique, ne se mesure pas davantage à la faute subjective de l'offenseur, mais au degré de passion et de ressentiment de la victime. C'est l'ère de la responsabilité objective ; c'est en même temps celle de la

défense privée ¹, car l'offensé poursuit lui-même le châtiment du coupable et cherche ainsi à se rendre la justice que le pouvoir social est encore impuissant à lui procurer.

Plus tard, avec les progrès de la civilisation, l'adoucissement des mœurs et le développement de l'esprit d'analyse, la pénalité perd ce caractère aveugle et impulsif. On distingue l'injustice inconsciente de l'injustice consciente et cette dernière seule est réprimée. La notion subjective de la faute se fait jour et devient la mesure générale de la responsabilité : ce n'est plus le fait extérieur, mais l'action voulue qui oblige ; les enfants, les fous, les animaux et tous ceux qui agissent sous l'empire de la nécessité ne répondent pas du dommage qu'ils causent. Mais cet élément subjectif a envahi tout à la fois le domaine civil et le domaine pénal ; ceux-ci restent confondus : l'idée de réparation n'est pas distinguée de l'idée de peine ; et c'est encore pour la plupart des délits à la victime elle-même qu'est laissé le soin de se faire justice. Le fondement de son action a seul changé : c'est la confusion dans la subjectivité de la faute après la confusion dans l'objectivité de la lésion.

Ce n'est que par une évolution insensible que le droit pénal s'est séparé du droit civil. Peu à peu l'Etat a pris conscience du droit exclusif de punir que nous lui reconnaissons aujourd'hui ; peu à peu la vindicte publique s'est substituée à la défense personnelle et, à

¹ Voir Ihéring, *l'Esprit du Droit romain*. t. I, § 2, p. 119, trad. de Meulenaère, 3^e édit., et *la Faute en Droit privé*, p. 10 et suiv.

côté des délits privés, sont apparus les délits publics dont la liste est allée sans cesse en grandissant. En même temps on a distingué l'idée de réparation de l'idée de répression. Pour cette dernière, c'est de plus en plus le principe de la personnalité et l'élément subjectif de culpabilité qui prédomine ; grâce à l'extension des pouvoirs du juge, la peine s'individualise, tandis que la matérialité du fait s'atténue jusqu'au point de disparaître presque entièrement. La première au contraire n'a d'autre objectif que l'intérêt du patrimoine et trouve non plus dans la faute, mais dans le dommage sinon sa mesure, tout au moins sa limite extrême. Peut-être même n'est-elle pas très éloignée aujourd'hui d'y trouver son fondement, et ce serait là sans doute le terme logique de ce long travail de séparation qui tend de plus en plus à réserver au droit pénal le vaste domaine de l'analyse subjective, et à cantonner le droit civil sur le terrain tout objectif du dommage et du risque.

Il était indispensable de rappeler ces origines communes et de retracer au moins brièvement cette évolution, pour permettre de comprendre les solutions si diverses qu'a reçues, suivant les époques et selon la prédominance du point de vue pénal ou du point de vue civil, le problème dont nous nous sommes proposé l'étude. Deux ou plusieurs personnes ont, par leur concours voulu ou fortuit, causé à autrui un dommage ; des individus se sont réunis pour commettre un vol ; des enfants jouant avec le feu ont provoqué un incendie ; deux voitures ou deux navires se sont rencontrés dans leur route ; des voyageurs ont été blessés et des

marchandises transportées ont été détruites. Comment régler les rapports des coupables avec la victime ?

Cette dernière pourra-t-elle exiger cumulativement de chacun d'eux la réparation du préjudice qu'elle a souffert ? Ou ne touchera-t-elle au contraire qu'une seule fois l'indemnité à laquelle elle a droit ? Devra-t-elle en ce cas diviser son action entre tous ou lui sera-t-il permis d'agir pour le tout contre chacun des délinquants ? Et quelle est alors la nature de l'obligation qui pèse sur ces derniers et des rapports qui les unissent ? Celui qui a payé l'intégralité des dommages-intérêts doit-il supporter seul et définitivement la perte, ou peut-il se retourner contre ses codébiteurs pour leur réclamer la restitution de leur part dans la dette commune ?

Il s'agit donc d'un problème d'ordre purement civil, d'une question de réparation et non de pénalité. Mais précisément à l'origine ces deux idées n'étaient pas distinctes, et il en est résulté une confusion dont les traces ont subsisté jusqu'à nos jours.

Dans le droit romain, la seule législation ancienne sur laquelle nous ayons, en matière de délit collectif, des indications précises, c'est la conception subjective qui a dominé. L'amende née du délit n'était qu'une composition légale mise par l'autorité publique à la place du droit de vengeance ; elle représentait bien plutôt une peine qu'une indemnité à raison du dommage subi.

On conçoit dès lors que, lorsqu'il y a pluralité de délinquants, tous soient tenus de se racheter ; « la paix faite avec l'un ne profitera qu'à lui ; les autres devront

aussi la rançon. Tous les auteurs d'un fait dommageable sont constitués débiteurs *in solidum* de l'amen-
de : la *pæna* est due autant de fois qu'il y a de cou-
pables. Le paiement émané de l'un n'a pas et ne
peut pas avoir pour effet de libérer les autres, car il y
a autant d'offenses à racheter qu'il y a d'auteurs ¹. »
C'est le système que l'on trouve consacré par la loi
Aquiliana en ce qui concerne le *damnum injuria datum* :
« *Si cum uno agatur*, dit Ulpien, *cæteri non liberan-*
tur : nam ex lege Aquilia, quod alius præstitit,
aliud non relevat : cum sit pæna ². » Il en était de
même pour l'*actio furti*, elle était donnée cumulative-
ment contre tous les coupables ³; chaque voleur ou
complice ⁴ était réputé avoir, à lui seul, commis le
délit en totalité, « *quamvis id contrectare nec tollere*
solus posset ; neque enim potest dicere pro parte fur-
tum fecisse singulos, sed totius rei universos : sic fiet,
singulos furti teneri ⁵ ». Et le paiement effectué par
l'un d'eux ne libérait pas les autres : « *Et quamvis*
unus duplum præstiterit, nihilominus etiam alii
teneantur ⁶ ». Telle semblait d'ailleurs être la règle
générale en matière de délit : « *Cum ex delicto conve-*
niantur, exemplo furti, nullus eorum liberetur, etsi
unus conventus præstiterit ⁷ ».

¹ Gérardin, Etude sur la solidarité (*Nouvelle revue historique de Droit*, 1885, p. 387).

² Ulpien, Loi 11, § 2, *Ad legem Aquilianam*, D., IX, 2.

³ Girard, *Manuel élémentaire de Droit romain*, 2^e éd., p. 399 ; Gérardin, *op. cit.*, p. 388.

⁴ *Cpr.* Girard, *op. cit.*, p. 399.

⁵ Ulpien, L. XXI, § 9, *De Furtis*, D., XLVII, 2.

⁶ L. LV, § 1, *De administratione et periculo tutorum*, D., XXVI, 7.

⁷ L. I, § 19, *Si is qui testamento*, D., XLVII, 4.

Cette règle cependant n'allait pas sans comporter quelques exceptions. A côté de ces actions que les commentateurs dénomment pénales bilatérales ou mixtes, on en rencontre d'autres dites « pénales unilatérales » qui n'admettent pas le cumul des indemnités; dans ce cas, « lorsque le délit est commis par plusieurs, l'acte de chaque individu est bien considéré comme indépendant, sans rapport avec les autres agents, de sorte que chacun d'eux est obligé de payer toute l'indemnité et non pas seulement une quote-part; mais quand l'un d'eux a payé cette indemnité, les autres sont par là-même libérés, parce que le fait du paiement a complètement anéanti l'idée de dommage qui était la condition de cette obligation, de sorte que désormais l'obligation n'a plus d'objet ¹ ». Ainsi en était-il pour les actions *quod metus causa* ² et de dol ³ et pour l'action paulienne ⁴. Ce sont pourtant des actions pénales ⁵ au sens large, noxales sauf la dernière, intransmissibles en tous cas contre les héritiers au delà de leur enrichissement. Ainsi en était-il pareillement de la *condictio furtiva*: « *Si ab uno satisfactum fuerit, cæteros liberari* ⁶ ». La raison de cette différence avec l'*actio furti* est historique; c'est un premier pas dans la voie de la distinc-

¹ Savigny, *Droit des obligations*, trad. Gérardin et Jozon, § 20, p. 219, 2^e édit., t. I.

² Girard, *op. cit.*, p. 410. — L. XIV, § 15 et L. XV, *quod metus causa*, D., IV, 2.

³ L. XVII, *De dolo*, D., IV, 3. — *Cpr.*, L. I, § 4, *De eo per quem factum erit*, D., II, 10. — *Cpr.* Girard, *op. cit.*, p. 413.

⁴ *Cpr.* Girard, *op. cit.*, p. 419.

⁵ *Cpr.* Gérard, *op. cit.*, p. 410, 413, 419 et Gérardin, *op. cit.*, p. 390.

⁶ L. I, *De condictione furtiva*, C., IV, 8.

tion de la peine et des dommages-intérêts¹ ; la *condictio furtiva* est en effet purement répersécutoire.

Mais en définitive et même pour cette dernière action, c'est une idée subjective qui sert de base à la responsabilité des coauteurs du délit. Cette responsabilité collective, comme le dit M. Gérardin, existe dans tous les cas où un dommage a été injustement causé à une personne par la faute commune de deux ou plusieurs autres ; elle découle d'un principe de raison, de la pluralité de fautes qui engendre pluralité d'obligations : « étant donné la communauté de fautes, il y aurait méconnaissance du principe de justice à ne pas admettre la communauté de responsabilité² ». Ce n'est pas le dommage commun, indivisible qui constitue le fondement de la solidarité entre codélinquants, c'est uniquement le concours à l'acte délictueux ; tous ceux qui y ont participé sont tenus, quand bien même ils n'ont exercé sur le préjudice qu'une influence partielle : « *quamvis id contrectare nec tollere solus posset* » ; quand bien même quelques-uns d'entre eux n'ont certainement exercé sur lui aucune influence. Ainsi un objet est tombé d'un appartement sur la voie publique et a tué ou a blessé un passant : tous les habitants de ce local sont tenus *in solidum* ; on présume la faute commune à raison de l'impossibilité où l'on se trouve de savoir qui a jeté l'objet, « *cum sane impossibile est scire quis dejecisset, vel effu-*

¹ *Cpr.* Girardin, *op. cit.*, p. 390. Cependant M. Demangeat n'admet pas cette différence ; pour lui le fragment de texte que nous citons constitue une interpolation (*Des Obligations solidaires*, p. 214).

² Gérardin, *op. cit.*, p. 395.

disset ¹ » ; mais il n'en est pas moins évident que le dommage n'a pu être l'œuvre de tous. Il n'est peut-être pas impossible, cependant, de voir dans cette loi romaine le germe d'une idée nouvelle que l'on trouvera formulée dans plusieurs législations modernes et dans notre jurisprudence française, mais d'une manière très générale et avec une portée toute différente. Elle ne constitue à Rome, en tous cas, qu'une solution particulière, et qui pourrait sembler disparate si l'on oubliait que jamais les Romains n'ont songé à édifier une théorie d'ensemble des délits.

Quoi qu'il en soit sur ce point, leur législation dans ses grandes lignes accuse nettement la prédominance de la conception pénale. C'est de toute évidence en ce qui concerne les actions qui comportent le cumul des indemnités ; ce n'est pas moins vrai pour les autres, car même dans ce dernier cas chaque délinquant reste en principe tenu de supporter la peine de son délit, et le droit du créancier n'est pas éteint par la *litis contestatio* faite avec l'un des débiteurs : « *si cum altero fuerit actum, alter non liberabitur* » ² ; il n'est pas même anéanti *ipso jure* par le paiement qu'il en aura reçu, c'est seulement *exceptionis ope*, par le moyen de l'exception de dol qu'il pourra parfois se trouver paralysé ³.

Dans ces hypothèses que M. Accarias qualifie d'ailleurs de rares et d'exceptionnelles ⁴, c'est une obliga-

¹ Gaius, L. II, *De his qui effuderint*, D., IX, 3.

² Julien, L. XVIII, § 1, *De administratione et periculo tutorum*, D., XXVI, 7. *Cpr.*, L. III et IV, *De his qui effud.*, D. IX, 3.

³ *Cpr.* Gérardin, *op. cit.*, p. 401. — Ihéring, *De la faute en droit privé*, p. 72 et 73. — Savigny, *Traité de Droit romain*, t. V, p. 236.

⁴ Accarias, *Précis de Droit romain*, t. II, p. 162. — *Cpr.* Ribbentrop, *Zur Lehre von den Korreal obligationen*, p. 89 et suiv.

tion d'une nature spéciale, obligation *in solidum* ou solidarité imparfaite, ne ressemblant que d'assez loin à la solidarité véritable, à la corréalité découlant des contrats, qui pèse sur les codélinquants, et dans laquelle la chose jugée, l'interruption de prescription, le serment prêté ne produisent que des effets relatifs¹ ; pareillement la novation faite avec l'un des débiteurs, l'acceptilation faite à l'un d'eux n'ont pas pour conséquence de libérer les autres² ; enfin, dans tous les cas au moins où il y a dol, le délinquant qui a payé le tout, ne jouit d'aucun recours contre ses codélinquants, car il n'a fait qu'acquitter sa propre dette³. Toutes ces solutions s'expliquent par le caractère originairement et généralement cumulatif de la responsabilité collective.

La double confusion que nous avons signalée en droit romain, se retrouve dans les premiers temps de notre histoire ; confusion entre les délits pénaux et les délits civils, confusion entre l'idée de peine et l'idée de réparation. Ce n'est guère qu'au ^{xiii}e siècle que l'on commença à distinguer les deux domaines, et la séparation n'en fut nettement formulée que sous le règne de Louis IX : c'est à partir de cette époque que l'on rencontre le terme de vindicte publique et que la vengeance privée se trouve absorbée dans l'action publique, sous la réserve seulement de l'action en dommages-intérêts. Notre droit, il est vrai, conserva longtemps des traces de

¹ *Cpr.* Girardin, *op. cit.*, p. 402.

² *Cpr.* Girardin, *op. cit.*, p. 402 et 403 et Girard, *op. cit.*, p. 730.

³ *Cpr.* Girard, *op. cit.*, p. 730. — L. I, § 14 *De tutelae et rationibus distrahendis*, D., XXVII, 3. — L. XXXV, § 2, *De contrahenda emptione*, D., XVIII, 1. — L. VI, § 3, *Mandati*, D., XVII, 1.

cette origine commune, et Pothier, traitant la question de responsabilité civile des coauteurs d'un même délit, ne distingue pas à ce point de vue les délits de droit civil des délits pénaux. Mais, déjà la condamnation à des dommages-intérêts a perdu, partiellement tout au moins, son caractère répressif, et l'idée de peine tend à devenir indépendante de l'idée de réparation. Aussi ne songe-t-on plus à frapper chaque auteur du préjudice ; chacun est bien tenu de l'indemnité qui en est la représentation, mais le paiement fait par l'un libère tous les autres, et celui qui a payé peut exercer un recours contre ses débiteurs, à la différence de ce que l'on admettait en droit romain. « Notre pratique française plus indulgente, dit Pothier, accorde en ce cas une action à celui qui a payé le total, contre chacun de ses codébiteurs, pour répéter de lui sa part. Cette action ne naît pas du délit qu'ils ont commis ensemble : « *nemo enim ex delicto consequi potest actionem* » ; elle naît du paiement qu'il a fait d'une dette, qui lui était commune avec ses codébiteurs, et de l'équité qui ne permet pas que ses codébiteurs profitent à ses dépens de la libération d'une dette dont ils étaient tenus comme lui¹. » Et, toujours d'après Pothier, la division de la dette entre les condamnés s'effectuait par portions viriles : « Si la dette solidaire, dit-il, procède d'un délit commis par quatre particuliers, chacun est bien débiteur solidaire vis-à-vis de la personne contre qui le délit a été commis, mais entre eux chacun est débiteur pour la part qu'il a eue au délit, c'est-à-dire chacun pour son

¹ Pothier, *Traité des obligations*, 2^e édit, Buguet, t. II, n^o 282.

quart ¹. » C'est en définitive une solidarité véritable qui pèse sur les codélinquants, et non comme en droit romain une simple obligation *in solidum*, dont notre ancienne jurisprudence d'ailleurs ne reconnaissait pas l'existence. Pothier le déclare implicitement par le rapprochement qu'il établit entre l'obligation solidaire dérivant d'un contrat et celle découlant d'un délit. Il y a, dit-il, certains cas dans lesquels la solidarité entre plusieurs débiteurs d'une même chose a lieu quoiqu'elle n'ait pas été expressément stipulée... Le troisième cas est à l'égard de ceux qui ont concouru à un délit ². »

Les législateurs du début du xix^e siècle tout en poursuivant l'œuvre commencée de séparation des deux éléments, répressif et civil, et en renfermant les délits pénaux dans le cadre limitatif d'un code, n'ont, chose singulière, reproduit qu'en ce qui les concerne, la solution donnée par Pothier, d'une manière très générale, relativement à la réparation d'un dommage causé par plusieurs délinquants. L'article 55 du Code pénal prononce bien la solidarité à l'égard de tous les individus condamnés pour un même crime ou un même délit, mais on ne rencontre aucun texte analogue dans la loi civile.

Et, pourtant, avec les progrès de la civilisation, le

¹ Pothier, n^o 264. — *Cpr.* Rodière, *De la solidarité et de l'indivisibilité* p. 245, 246, n^o 315. Pour M. Demolombe, au contraire, Pothier veut dire par là que chacun est débiteur, non pour sa portion, virile, mais pour la part qu'il a eue au délit.

² Pothier, n^o 266-268. *Cpr.*, toutefois Cujas, édit. de Naples, t. XXVI, cap. xxvi, col. 751 et Doneau, édit., de Florence, t. IX, col. 1354, cités par Gérardin, *Nouvelle revue historique de Droit*, 1885, p. 396.

développement du machinisme, de l'industrie, des moyens de transports, avec les risques toujours croissants d'une vie sociale plus intense et plus agitée, la question, au point de vue civil, ne pouvait que prendre une importance plus considérable. Ce n'est pas comme autrefois, en matière de délits intentionnels, de meurtres, de vols, d'injures ou de fraudes que son intérêt apparaîtra ordinairement, mais bien plutôt dans le cas de dommage involontaire résultant d'une imprudence ou d'une négligence commune, et surtout du concours fortuit d'éléments jusqu'alors indépendants et n'ayant entre eux d'autres liens que la communauté du préjudice dont ils ont été individuellement et séparément la cause. Ce seront des manufactures voisines dont les vapeurs corrosives détruiront toutes les récoltes dans un certain rayon ; ce seront des abordages de vaisseaux, des tamponnements de trains, des rencontres de voitures ou d'automobiles. Dans notre siècle de circulation à outrance, des accidents de ce genre, ne peuvent que devenir chaque jour plus nombreux.

Convient-il, au moment où les risques s'accroissent, de diminuer les garanties accordées à la partie lésée par les législations anciennes, de refuser à la victime d'un délit la plus modeste des faveurs dont on comble le créancier contractuel ? Celui-ci peut choisir ses débiteurs, s'entourer de renseignements de toute nature sur leur honorabilité et leur solvabilité et, s'il conserve sur elles quelques doutes, stipuler les sûretés qui lui conviennent, hypothèque ou gage, solidarité ou cautionnement ; celle-là n'a pu se renseigner ni choisir, elle subit des débiteurs qui se sont imposés à elle en dehors de sa

volonté et échappe à tout reproche de légèreté ou d'imprudence. D'autre part, tandis que le créancier volontaire n'agit pas ordinairement dans un but désintéressé, la victime, créancier forcé, loin de chercher à réaliser un profit, se borne à poursuivre la stricte réparation du dommage qu'elle a subi. Ne mérite-t-elle pas tout autant, sinon plus d'intérêt? et serait-il équitable de la priver de la seule garantie qui s'offre à elle, du bénéfice d'une condamnation solidaire contre ceux qui lui ont porté préjudice ?

La plupart des législations étrangères ne l'ont pas pensé, et les codes les plus récents, par un texte formel ont consacré la responsabilité solidaire des coauteurs d'un même délit civil. Mais, en même temps que la question changeait de terrain, que l'obligation aux dommages-intérêts devenait de plus en plus indépendante de l'élément subjectif traditionnel d'intention ou de faute, il devenait nécessaire de trouver à la solidarité un fondement nouveau. Ce n'est plus seulement dans le concert des coauteurs, dans la communauté d'intention ou d'action qu'il faudra le placer, car souvent cet élément fera défaut, mais bien dans l'idée toute objective de la communauté du dommage. Seul, croyons-nous, le Code civil italien, le rattache encore uniquement à l'élément subjectif d'imputabilité : « Si le délit ou le quasi-délit, dit-il dans son article 1156, est imputable à plusieurs personnes, elles sont tenues solidairement du dommage causé »¹. Et M. Giorgi commentant cette disposition, ajoute qu'elle est applica-

¹ Traduction Orsier, p. 248.

ble « toutes les fois que le fait dommageable est unique et a pour cause une délibération prise en commun ou le concours matériel de plusieurs auteurs¹ ». Elle laisse donc en dehors de ses termes toutes les hypothèses où le dommage résulte de faits indépendants, personnels à chaque délinquant.

Mais la grande majorité des autres législations a introduit, à côté de cette base subjective, une disposition d'un ordre tout différent, permettant au juge de prononcer dans ces hypothèses une condamnation solidaire. Le Code civil allemand² dans son article 830 dispose : « Lorsque par une action illicite commise en commun, plusieurs personnes ont causé un dommage, chacune d'elles en est responsable » ; c'est le fondement subjectif ancien, — puis il ajoute — : « Il en est de même lorsqu'il est impossible de reconnaître lequel de plusieurs intéressés a causé le dommage par son fait³ ». Voilà l'idée nouvelle dont on ne peut qu'à peine voir le germe dans la loi romaine, *De his qui effuderint vel dejicerint*. Enfin, dans son article 840, il précise la nature de cette responsabilité : « Lorsque plusieurs sont responsables conjointement du dommage résultant d'une action illicite, ils sont tenus... comme débiteurs solidaires⁴. » Le Code civil japonais contient une disposition presque identique : « Lorsque plusieurs personnes, dit l'article 719, ont

¹ *Teoria delle obbligazioni*, 4^e édit., 1, n° 132.

² Déjà le Code Prussien (art. 29 à 35) et le Code Autrichien (art. 1302) contenaient des dispositions analogues. *Cpr.* Dalloz, *Répertoire*, V^o Responsabilité, n° 21.

³ Traduction de Meulenaère, p. 220.

⁴ Traduction de Meulenaère, p. 224.

causé un dommage à une autre, par un acte illicite commis en commun, elles sont tenues solidairement à la réparation de ce dommage. Il en est de même, lorsqu'il est impossible de reconnaître lequel des auteurs de l'acte a causé le dommage ¹. »

On rencontre enfin des solutions analogues dans le Code fédéral Suisse des obligations et dans le Code général des biens pour la principauté de Monténégro. Ces derniers, cependant, ne distinguent pas nettement les deux fondements de la responsabilité collective, mais ils sont rédigés en termes assez larges pour les contenir à la fois l'un et l'autre ; ils se contentent en effet, pour autoriser une condamnation solidaire, de la communauté de dommage, sans exiger le lien subjectif de la communauté d'action : « Lorsqu'il y a eu plusieurs auteurs du dommage, tous en sont solidairement responsables ² » ; « Lorsque plusieurs individus ont causé ensemble un dommage, ils sont tenus solidairement de le réparer ³. »

A l'exception du Code civil italien, les Codes récents s'inspirent donc manifestement de considérations objectives qu'on ne rencontre pas dans les législations anciennes. C'est l'évolution normale de la tendance séparatiste, dont nous avons brièvement retracé la marche, entre l'idée civile et l'idée pénale. Ils conservent toutefois encore des traces nombreuses de cette dernière conception. Le concours à un même acte, s'il

¹ *Code de l'Empire du Japon*, traduction, Motono et Tomii, p. 170.

² *Code général des biens pour la principauté de Monténégro*, traduction Dareste et Rivière, art. 572, p. 152.

³ *Code fédéral des obligations*, art. 60, al. 1.

n'est plus une condition nécessaire de la solidarité, reste une base suffisante à son existence ; l'instigateur, le complice, parfois même le receleur, sont assimilés sans réserves à l'auteur principal¹. Seul le Code fédéral fait une restriction de nature objective, en exigeant la participation au même *résultat* dommageable du fauteur du délit perpétré qui « n'est tenu du dommage qu'autant qu'il a reçu une part du gain ou causé un préjudice par le fait de sa coopération. » (Art. 60, al. 3.)

La responsabilité civile des co-délinquants, tout en s'écartant ainsi de la responsabilité pénale subjective, tend de plus en plus, par une évolution inverse, à se rapprocher de celle dérivant des contrats. Ce n'est plus, en effet, comme en droit romain, une obligation d'une nature spéciale qui pèse sur les coauteurs d'un dommage, c'est une solidarité véritable, la même précisément dont bénéficie le créancier contractuel qui l'a stipulée.

Toutes les législations nouvelles, celle même de

¹ *Code civil allemand*, art. 830, *in fine* : « Les instigateurs et les complices sont assimilés aux auteurs ». — *Code japonais*, art. 719, *in fine* : « L'instigateur et le complice sont considérés comme coauteurs. » — *Code fédéral des obligations*, art. 60 : « Sans qu'il y ait lieu de distinguer entre l'instigateur, l'auteur principal et le complice. » — *Code Monténégrin*, art. 572 : « Sans qu'il y ait lieu de distinguer celui qui a inspiré l'idée, celui qui a commencé, celui qui a dirigé, celui qui a exécuté, celui qui a prêté son aide. D'autre part, celui qui, après l'accomplissement de l'acte illicite qui a causé le dommage, a procuré ou favorisé le recel des coupables, ou qui s'est appliqué par un moyen quelconque et dans son propre intérêt, à empêcher la victime d'obtenir la réparation du dommage ou à rendre cette réparation difficile, sera responsable solidairement avec l'auteur ou les auteurs du dommage. »

l'Italie ne la distinguent pas de cette dernière, dont le cadre paraît ainsi toujours aller en s'élargissant. Il est vrai que, pour plusieurs d'entre elles, les effets en sont restreints, la rigueur atténuée ; mais dans toutes il n'en subsiste pas moins la conséquence la plus importante et la plus caractéristique, c'est-à-dire le recours du débiteur qui a payé l'intégralité des dommages-intérêts contre ses codébiteurs. Deux codes cependant, tout en consacrant ce principe, lui apportent certains tempéraments, qui constituent d'ailleurs bien moins un progrès qu'un recul vers les idées anciennes.

Pour le Code fédéral des obligations, la question du recours se réduit à une simple question de fait ; « c'est au juge qu'il appartient d'apprécier si et dans quelles limites, celui qui a payé doit pouvoir exercer un recours contre ses co-obligés ¹ ». C'est là une idée subjective qui fait dépendre la quote-part à fournir par chaque délinquant, de la gravité de sa faute et peut aboutir, si l'indemnité tout entière est laissée à la charge d'un seul, à frapper celui-là d'une véritable pénalité.

Le Code Monténégrin résout le problème par une distinction : « Quand, dit-il, l'une des personnes, responsables par suite de la solidarité, contribue au delà de sa part à la réparation du dommage, elle peut demander aux autres de l'indemniser si elle a agi sans intention. Lorsqu'au contraire elle a agi avec intention, elle ne peut obtenir cette indemnité que si le Tribunal, pour des raisons particulières, juge à propos de la lui accorder. Dans le cas contraire, chacun des coauteurs

¹ *Code fédéral des obligations*, art. 60, al. 2.

qui a agi de mauvaise fois, est tenu de verser la part qui lui incombe dans la caisse de l'église du lieu où a été commis le fait illicite, au lieu de la remettre à celui qui a payé. » (Art. 573). Cette distinction qui repose sur une analyse toute subjective de culpabilité, consacre un véritable retour au système admis par le droit romain en matière d'actions pénales. La victime ne cumulera pas, il est vrai, les indemnités, mais chaque auteur n'en sera pas moins, lorsque le juge le croira utile, frappé d'une peine, et d'une peine qui n'aura pas même le mérite d'être équitable et proportionnée soit à la faute soit au dommage ; d'une peine dont l'importance dépendra uniquement du hasard ou de la fantaisie du créancier, car, tandis que le débiteur poursuivi par ce dernier devra payer toute la dette, les autres n'en supporteront qu'une part seulement, bénéficiant ainsi d'un avantage injustifiable.

En présence de ce double courant qui a pénétré plus ou moins toutes les législations étrangères et qui tend chaque jour davantage à dégager la responsabilité civile de tout élément pénal et à la rapprocher de la responsabilité contractuelle ¹ ; en présence aussi des solutions si diverses qu'a reçues suivant les lieux et suivant les époques le problème toujours plus important de la responsabilité collective, il n'est pas inutile de rechercher la place qu'occupe à ce point de vue notre législation française et d'examiner les résultats auxquels doivent nous conduire, à défaut de texte formel, les règles générales de notre droit.

¹ *Cpr.* Grandmoulin, *De l'unité de la responsabilité*, (thèse 1892).

Cependant, nous n'envisagerons pas le problème dans toute son étendue. Il n'offre pas d'intérêt en ce qui concerne les crimes et délits punis par la loi répressive, pour lesquels l'article 55 du Code pénal a tranché la difficulté, et qui, d'ailleurs, mettent en jeu des principes d'un ordre tout différent. Nous laisserons donc en dehors de cette étude tous les cas d'application de cet article pour nous occuper uniquement des dommages résultant de délits ou de quasi-délits civils et des rapports qu'ils engendrent entre ceux qui les ont causés et la victime qui en a souffert. Sur cette question la doctrine est divisée, la jurisprudence le fut aussi au début du siècle, mais depuis longtemps elle admet sans hésitation le principe d'une obligation pour le tout à la charge de chaque coauteur. C'est l'exposé général de cette jurisprudence que nous nous proposons de faire dans un premier chapitre, en étudiant son fondement et son étendue ; puis nous essaierons, dans un deuxième chapitre, de dégager de notre Code civil un fondement juridique et d'en déduire les conséquences logiques ; enfin l'obligation pour le tout étant admise en principe, nous rechercherons dans un troisième chapitre quelle est sa nature et quels sont ses effets.

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION ET ÉTENDUE DE LA JURISPRUDENCE CLASSIFICATION DES ARRÊTS

La jurisprudence relative à la question qui nous occupe est très abondante et très confuse, et si le but poursuivi par elle s'entrevoit nettement, le fondement juridique sur lequel elle a cherché à asseoir ses décisions a varié au cours du siècle, entraînant par voie de conséquence diverses modifications dans son étendue et dans ses conditions d'application. Aujourd'hui cependant elle paraît à peu près fixée.

Nous nous proposons dans ce chapitre d'en faire l'exposé et d'en retracer l'évolution. Ce n'est pas là chose facile, car, à quelque époque que nous nous placions, nous pouvons rencontrer des décisions disparates, se rattachant à une conception toute différente de celle de leur temps : on trouve parfois de très bonne heure des arrêts précurseurs d'un mouvement qui ne se généralisera que beaucoup plus tard et, inversement, il en est d'autres qui, bien qu'intervenues à une date récente, ne seraient pas déplacés dans un recueil de la première moitié du siècle. Cependant, lorsqu'on examine cette jurisprudence dans son ensemble, on est

bien forcé de reconnaître une transformation profonde, transformation qui a porté à la fois sur le principe même de la responsabilité collective, sur l'étendue de ce principe et sur ses conditions d'application. Ainsi les Tribunaux, dans la première moitié du siècle, ont hésité à prononcer une condamnation au tout contre chacun des coauteurs d'un même délit ou quasi-délit civil, et, dans cette période, on trouve un certain nombre d'arrêts décidant qu'en ce cas il ne peut y avoir lieu à solidarité. Peu à peu cependant cette idée de solidarité s'est répandue et les Tribunaux en ont proclamé le principe lorsqu'ils se trouvaient en présence d'un véritable délit, lorsqu'ils constataient un « concert frauduleux », une « intention commune de nuire ». Puis elle a été étendue aux quasi délits, c'est-à-dire aux faits dommageables accomplis sans intention de nuire, d'abord lorsque les juges constataient une entente entre les coauteurs du quasi-délit, un « concert », une « action commune », et même plus tard, alors que cet élément commun faisant défaut, le dommage provenait de faits différents, personnels, sans liens subjectifs d'aucune sorte, rattachés seulement les uns aux autres par l'unité de résultat, par cette circonstance que tous ces faits isolés avaient concouru à causer un même préjudice.

Cette évolution qui tend ainsi à une extension toujours plus grande de l'obligation solidaire, peut donc se décomposer en quatre phases caractérisées respectivement par l'absence de solidarité, par l'admission de la solidarité en matière de délits civils, puis de quasi-délits où l'on peut relever une action commune, puis enfin de quasi-délits indépendants de toute commu-

nauté d'action, — et qui nous serviront de point de départ pour répartir les arrêts en quatre groupes correspondants. Cette classification, imparfaite sans doute, car il est impossible de réunir rationnellement en divisions scientifiques des éléments de fait tels que des décisions de jurisprudence, n'est cependant pas arbitraire, car elle ne procède pas seulement d'une transformation historique, mais encore et surtout du caractère des actes dommageables accomplis et du fondement sur lequel les Tribunaux ont cherché à asseoir leurs décisions.

Nous constaterons que c'est par extension de l'article 55 du Code pénal que la jurisprudence a cherché à justifier les arrêts du deuxième groupe qui se rapportent à de véritables délits, assez voisins parfois de ceux réprimés par la loi pénale ; en ce qui concerne les espèces du quatrième groupe, trop éloignées du véritable délit, nous verrons que la jurisprudence, ne pouvant plus raisonner par voie d'analogie et d'extension, a dû chercher une base toute différente et a cru trouver le motif d'une condamnation au tout dans ce qu'elle appelle « l'indivisibilité du dommage ». Quant aux arrêts du troisième groupe qui forme en quelque sorte la transition entre les deux autres, ils sont assez souvent basés sur les deux idées et motivés à la fois par la communauté d'action et par l'indivisibilité du préjudice.

Ce travail de classification ne consistera donc pas seulement dans une exposition des diverses espèces sur lesquelles les Tribunaux ont été appelés à se prononcer, mais encore et surtout dans la recherche des

principes qui ont servi de base aux juges, et des conditions qui furent exigées par eux, soit dans la nature des fautes commises, soit dans la nature du préjudice subi, pour prononcer une condamnation au tout contre chacun des coauteurs. A ce point de vue, le quatrième groupe surtout fournira l'objet de constatations intéressantes, car, appelés à statuer sur les espèces qui s'y rattachent, les Tribunaux n'ont pu arriver à dégager un principe bien net; ils ont varié dans les conditions qu'ils exigeaient, ont cherché des limitations et encore aujourd'hui sont souvent hésitants et incertains.

SECTION I. — PREMIER GROUPE.

Arrêts

rejetant le principe même d'une condamnation solidaire

Historiquement ces arrêts se placent parmi les plus anciens. On trouve en effet de très bonne heure des décisions rejetant le principe même d'une condamnation solidaire. Le 21 messidor an IV¹, la Cour de Cassation décidait déjà qu'il est impossible d'étendre la solidarité hors des cas strictement délimités par la loi; le 15 mai 1811², elle confirmait cette solution et l'appuyait sur les

¹ Dans cet arrêt rapporté au tome I^{er} du *Journal des audiences de la Cour de Cassation*, publié par Denevers, p. 82, la Cour s'exprime ainsi: « Attendu qu'en règle générale les dépens sont personnels et que, dans l'espèce, ils ont été prononcés solidairement pour un cas à l'égard duquel aucune loi n'a permis la solidarité de leur condamnation; — Casse. »

² Même journal, année 1811, p. 282. On trouve dans cet arrêt le

termes formels de l'article 1202 du Code civil. Ces décisions, bien qu'intervenues en matière de dépens, posaient le principe, et la jurisprudence ne devait pas tarder à en faire l'application à notre matière. En 1827, la Cour de Cassation proclamait la divisibilité de la condamnation dans un cas de véritable délit. Il s'agissait de deux individus, un sieur Bondier-Lange et un sieur Mermet, détenteurs à titre précaire de terrains appartenant à la commune de la Rixouse. Ces terrains ayant été vendus par la commune à une Société qui s'empressa d'y élever des constructions, Bondier-Lange et Mermet s'opposèrent à ces travaux et causèrent par cette résistance injuste de graves dommages à la Société acquéreur. Ils furent condamnés en première instance et en appel solidairement à réparer le préjudice. Sur pourvoi formé par les condamnés, la Cour suprême cassa sur le chef de la solidarité par ce motif que « Bondier-Lange et Mermet plaidaient chacun en son nom personnel et n'étaient point solidaires », et que les dommages-intérêts comme les dépens « sont divisibles entre eux par moitié¹ ».

Deux ans plus tard, la Cour de Bordeaux², dans une espèce analogue, mais encore plus caractéristique, donnait la même solution. La Cour, tout en constatant

motif suivant : « Vu l'article 1202 du Code civil. — Et attendu que la loi n'accorde pas la solidarité à l'égard des dépens faits en matière civile ; d'où il suit qu'en condamnant Vignon et Guillaume solidairement aux dépens, cet arrêt a tout ensemble commis un excès de pouvoir et violé, par suite, cet article 1202 ; — Casse. »

¹ Cassation, 3 décembre 1827, D., 1828, I, 41.

² Bordeaux, 12 février 1829, D., Répertoire au mot *Prescription*, n° 261.

les « voies de fait commises par les appelants » sur le terrain d'autrui, et en reconnaissant par suite se trouver en présence d'un véritable délit, refusait cependant de prononcer une condamnation solidaire contre eux : « Attendu, dit-elle, que, si les voies de fait qui ont donné lieu à l'instance actuelle avaient été poursuivies par la voie correctionnelle, elles auraient pu entraîner la solidarité, mais que Tournier ayant préféré prendre la voie civile, sa demande en dommages-intérêts est rentrée dès lors dans les termes du droit civil, suivant lequel la solidarité ne se présume pas. »

Il convient de rapprocher de ces deux décisions un arrêt de rejet de la Chambre des requêtes, en date du 4 juin 1822¹, d'où se dégage encore la même doctrine. « Attendu, dit cet arrêt, que quand l'article 55 du Code pénal condamne solidairement à des amendes, restitutions, dommages-intérêts, plusieurs individus, c'est qu'il statue contre les auteurs et complices de crimes et délits qui troublent violemment l'ordre public, en même temps qu'ils blessent l'intérêt particulier. Attendu que la banalité légale étant abolie, il ne peut plus en exister, et il n'en existe plus que par l'effet de conventions entre particuliers ; que, dès lors, les contraventions à la banalité, rentrant dans la classe des actes qui blessent simplement l'intérêt particulier, les auteurs ne peuvent être poursuivis que par l'action civile ; qu'il suit de là que la solidarité ne pouvait être prononcée contre eux qu'autant qu'une loi l'aurait établie ; attendu qu'aucune loi ne pronçait la solidarité dans l'espèce. »

¹ Cass., 4 juin 1822, Dalloz, *Répertoire* au mot *Obligations*, n° 1486.

Bien que cet arrêt statue pour un cas de violation de convention ¹, il a une portée beaucoup plus grande, car la Cour s'élève au-dessus de la question qui lui était soumise et pose des principes généraux ; et il n'est pas déplacé de l'indiquer ici, surtout si l'on admet la théorie nouvelle d'après laquelle toute contravention à un contrat constituerait une faute délictuelle qui prend sa source dans l'article 1382 du Code civil ².

A citer encore un arrêt de la Cour de Paris du 29 août 1846 ³, refusant de prononcer une condamnation solidaire contre des détenteurs de mauvaise foi, qui, après la cessation de leur mandat et la mort connue du mandant, s'étaient maintenus indûment en possession de biens laissés par celui-ci.

Tous ces arrêts rejettent la solidarité dans des cas particulièrement favorables, où il s'agit incontestablement de véritables délits, où l'intention de nuire apparaît clairement. Beaucoup d'autres qui statuent en matière de quasi-délits se rattachent à la même idée et refusent de prononcer la solidarité, notamment : entre le propriétaire et le locataire d'une maison de tolérance dont l'exploitation cause un dommage aux voisins ⁴ ; entre copropriétaires d'un mur mitoyen qui s'écroule, bien qu'ils aient commis « la faute commune de laisser

¹ *Cpr.* Rennes, 21 août 1811, Dalloz, *Répertoire* au mot *Vente*, n° 917.

² Voir article de Lefebvre. Responsabilité délictuelle et contractuelle (*Revue critique* de 1886, p. 485). Thèse de Grandmoulin, *De l'unité de la responsabilité*.

³ Paris, 29 août 1846, rapporté avec un arrêt de Cass. du 29 décembre 1852, D., 1853, I, 49.

⁴ Besançon, 3 août 1859, D., 60, II, 4.

subsister un mur menaçant pour la sécurité des personnes¹ » ; entre un avoué et son successeur qui, par leur négligence à produire dans un ordre, ont causé un dommage à un créancier, leur client² ; entre les membres d'un Conseil de surveillance, coupables d'une « faute lourde commune³ ».

Ce dernier arrêt est de 1896 ; on voit donc la persistance du principe proclamé par la jurisprudence au début du siècle. Peut-être serait-on tenté de dire que ces derniers arrêts, relatifs à des cas de responsabilité quasi-délectuelle, ne prouvent pas la résistance au principe même de la solidarité, mais simplement le refus de l'étendre de la matière des délits à celle des quasi-délits. Cette objection ne serait pas fondée, car les motifs de tous les arrêts que nous avons cités ont une portée absolument générale. Dans tous on trouve le même argument : « Attendu, dit la Cour de Besançon, dans son arrêt du 3 août 1859, que la solidarité, aux termes de l'article 1202 du Code civil, n'a lieu qu'en vertu d'une disposition de la loi et que l'article 55 du Code pénal la prononce pour les seuls faits qualifiés crimes ou délits » ; — « Attendu, déclare la Cour de Bourges⁴, en ce qui touche la solidarité, qu'elle ne se présume pas et que dans l'espèce elle ne résulte, ni d'une convention, ni d'aucun texte de loi » ; — « Attendu, répète à son tour la Cour de Douai⁵, que la

¹ Lyon, 21 mai 1855, D., 1856, II, 35.

² Bourges, 16 mai 1870, D., 1871, II, 98.

³ Douai, 9 juin 1896, D., 1898, II, 206.

⁴ Bourges, 16 mai 1870, D., 1871, II, 98.

⁵ Douai, 9 juin 1896, D., 1898, II, 206.

solidarité ne se présume pas ; qu'elle n'a pas été stipulée dans la cause¹ » :

Ainsi, dans tous ces cas, c'est un argument de texte qui a prévalu dans l'esprit des juges. N'insistons pas sur sa valeur, nous y reviendrons dans une autre partie de cette étude. Bornons-nous pour l'instant à le constater ; il se résume en deux mots : impossibilité d'étendre un texte spécial comme l'article 55 du Code pénal ; impossibilité d'échapper à la généralité de l'article 1202 du Code civil.

Cet argument n'a pas cependant convaincu la jurisprudence, et la très grande majorité, aujourd'hui l'unanimité même des arrêts ne se laissent pas arrêter par lui. C'est l'étude de ces arrêts que nous allons aborder maintenant, en observant la classification que nous avons adoptée.

SECTION II. — DEUXIÈME GROUPE

Arrêts admettant la solidarité dans le cas de délits civils proprement dits.

Avec ce groupe, nous arrivons à une nouvelle phase de l'évolution de la jurisprudence. Celle-ci va abandonner tous les principes posés par elle et entrer franchement dans une voie nouvelle. Ce mouvement de réaction contre la théorie de stricte interprétation que nous venons de voir, se dessina, dès le début du siècle ;

¹ Le même argument se trouve encore dans un arrêt de Cassation du 12 février 1879, D., 1879, I, 281.

et la jurisprudence venait à peine de le formuler que, déjà l'argument de texte tiré des articles 1202 du Code civil et 55 du Code pénal se trouvait écarté par plusieurs arrêts.

En 1813, la Cour de Cassation¹ déclarait, en effet, que la condamnation solidaire aux dommages-intérêts et aux dépens², considérés comme supplément de la réparation civile du délit, n'est contraire, ni à l'article 1202 ni à aucune loi. C'était dire que l'article 1202 ne constitue pas un obstacle à la solidarité en matière délictuelle. Cet arrêt contenait ainsi en germe l'idée que l'on retrouvera développée et présentée sous sa forme définitive dans un arrêt de la même Cour du 29 novembre 1836 : « Attendu, y est-il dit, que l'article 1202 du Code civil qui statue que la solidarité ne

¹ Cass., 6 septembre 1813, *Journal des audiences de Denevers*, 1813, I, 529. Il s'agissait dans cette espèce d'un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Besançon qui avait condamné solidairement les sieurs Pasteur père et fils à 20 francs de dommages-intérêts, pour injures envers un sieur Desbiez. Le pourvoi invoquait précisément la violation de l'article 1202.

² La jurisprudence est bien fixée en ce sens que la condamnation aux dépens peut être prononcée solidairement contre plusieurs personnes quand elle a lieu comme supplément de dommages-intérêts : Cass., 26 novembre 1816, 22 avril 1835, D., *Répertoire*, V^o *Frais et dépens*, n^o 99 ; Cass., 11 juin 1839, S., 39, I, 501 ; Cass., 28 février 1848, S., 48, I, 311 ; Cass., 13 juillet 1857, D., 58, I, 348 ; Cass., 14 décembre 1859, D., 60, I, 191 ; Cass., 19 février 1867, D., 67, I, 306 ; Cass., 14 août 1867, D., *Supplément*, V^o *Obligations*, n^o 600 ; Cass., 3 mars 1868, D., 68, I, 155 ; Dijon, 21 janvier 1869, D., 74, V, 281 ; Bordeaux, 13 août 1872, D., 73, II, 209 ; — *Cpr.* Demolombe, *Traité des contrats*, t. III, n^o 269. — Boncenne, *Procédure*, t. II, p. 529. — Sourdat, *Traité de la responsabilité*, t. I, n^o 708. — Garsonnet, t. III, n^o 457. — Voir aussi le discours de M. l'avocat général Desjardins, D., 97, I, 19. — *Contra* Duranton, *Cours de Droit français suivant le Code civil*, t. XI n^o 192.

se présume pas, qu'il faut qu'elle soit expressément stipulée, indique manifestement par cette dernière expression que la règle posée par l'article 1202 ne gouverne que la solidarité contractuelle ; qu'elle ne saurait donc s'appliquer aux cas des délits et des quasi-délits, lesquels constituent des engagements qui, suivant la définition du Code lui-même, se forment sans convention¹. »

En même temps qu'elle rejetait l'argument tiré de l'article 1202 du Code civil, la jurisprudence décidait que l'article 55 du Code pénal est un texte susceptible d'extension. A la lettre, cet article ne prononce la solidarité que lorsqu'il y a eu condamnation prononcée par les juridictions répressives : « Tous les individus condamnés pour un même crime ou un même délit, dit-il, seront tenus solidairement ». Mais, les Tribunaux, mus par une pensée d'équité, ont estimé de bonne heure qu'il ne fallait pas interpréter trop strictement cette disposition, et que, lorsqu'on se trouvait en présence des éléments caractéristiques d'un délit, il ne fallait pas que la victime eût à souffrir de l'impuissance ou de l'indulgence des juges, et ils ont admis la solidarité, bien qu'aucune peine ne fut prononcée, alors même que l'affaire était portée directement devant les Tribunaux civils, sans poursuites correctionnelles préalables. Ainsi, en 1818, la Cour de cassation² rejeta un pourvoi formé contre un jugement rendu au Civil et condamnant solidairement plusieurs personnes à des

¹ Cass., 29 novembre 1836, D., 36, I, 131.

² Cass., 23 décembre 1818; *Journal des Audiences de Denevers*, 1819, I, 224.

dommages-intérêts pour réparation de dégâts causés en glanant avec des râteaux prohibés, et déclara que le jugement avait fait une juste application de l'article 55 du Code pénal. Pareillement, il a été jugé que, même dans un cas de réintégration, poursuivie par la voie civile, une condamnation solidaire pouvait être prononcée ¹ et ².

Il convient de rapprocher de ces décisions un arrêt de la Cour de Rennes du 9 mai 1825³, et un arrêt de la Cour de Cassation du 22 janvier 1830⁴, ainsi qu'un arrêt de cette dernière Cour rendu le 10 avril 1852⁵, décidant que les accusés du même crime réduit par le résultat des débats aux proportions d'un quasi-délit⁶, peuvent être condamnés solidairement aux dommages-intérêts dus à la partie lésée, par « application du principe posé dans l'article 55 du Code pénal ».

D'ailleurs, de même qu'elle avait écarté d'une manière générale l'argument tiré de l'article 1202 du Code civil, et précisément à la même époque, la Cour de

¹ Voir Dalloz, *Répertoire*, V^o *Obligations*, n^o 1469 et *Action possessoire*, n^o 133. On sait que la personne, sur la propriété de laquelle il a été commis des voies de fait, peut en poursuivre les auteurs à son choix devant le juge de paix par la réintégration ou devant les Tribunaux de répression par la voie criminelle. Ici il s'agit de l'action exercée devant les Tribunaux civils.

² Voir dans le même sens, Cass., 11 juin 1839, Dalloz, *Répertoire* au mot *Obligations*, n^o 1469.

³ Dalloz, *Répertoire* au mot *Obligations*, n^o 1471. *Id.* Cass., 15 février 1843, Dalloz, *Répertoire* au mot *Responsabilité* n^o 73.

⁴ Dalloz, *Répertoire*, V^o *Obligations*, n^o 1471.

⁵ Cass., 10 avril 1852, D., 1852, V, 483.

⁶ Il s'agit ici non de quasi-délit, mais bien de délit, car l'intention de nuire subsiste.

Cassation devait affirmer en termes généraux la possibilité d'étendre l'article 55 du Code pénal : « Il faut reconnaître, dit-elle, que l'article 55 du Code pénal n'est pas une disposition pénale qu'on ne puisse étendre par analogie à d'autres cas que ceux qu'il prévoit ; qu'il n'est que l'application du principe de droit et d'équité d'après lequel la volonté commune de causer un préjudice entraîne l'obligation de le réparer solidairement, ce qui doit avoir lieu quel que soit le caractère légal des faits par lesquels cette volonté s'est réalisée ¹. »

Partie de ces deux idées concordantes, limitation de l'article 1202 du Code civil, extension de l'article 55 du Code pénal, la jurisprudence devait, semble-t-il, logiquement admettre la solidarité en matière de délits civils.

Puisqu'en effet, pour elle, l'article 1202 n'est applicable qu'à la matière des contrats ; puisque, d'autre part, l'article 55 n'est pas spécial au droit pénal, mais concerne tous les cas où se rencontre simplement une volonté commune de nuire, il était naturel qu'elle étendît la même solidarité qu'édicte ce texte, à des actes non réprimés par la loi pénale, mais intentionnellement nuisibles et présentant un caractère frauduleux.

De très bonne heure, en effet, elle entra dans cette voie nouvelle et proclama la solidarité toutes les fois qu'elle put constater un concert frauduleux, une entente dans le but de nuire, sans chercher d'ailleurs à motiver ses décisions autrement que par cette constatation.

¹ Cass., 3 décembre 1836, Dalloz, *Répertoire* au mot *Responsabilité*, n° 72. — *Cpr.* Cass., 15 février 1843, Dalloz, *Répertoire*, V° *Responsabilité*, n° 73.

Dès l'année 1817, la Cour de Cassation décide que, lorsqu'une vente faite à plusieurs personnes est résolue pour cause de dol et de fraude, ces acquéreurs peuvent être condamnés solidairement au rapport des fruits, bien qu'ils ne soient pas obligés de cette manière à payer le prix de leurs acquisitions : « Attendu, déclare la Cour, que la condamnation solidaire au paiement des fruits ou intérêts, est une conséquence légale du concert frauduleux déclaré entre Hysneaux et les demandeurs ¹ ».

En 1818, même solution dans une espèce analogue².

Pareillement en 1827, la Cour de Nancy³ prononça une condamnation solidaire contre les coauteurs d'un même délit civil. en ordonnant la restitution, à titre de dommages-intérêts, d'une somme assez importante qu'ils avaient, grâce à des « manœuvres frauduleuses et de dol », obtenue du receveur général de la Meurthe, entre les mains duquel elle avait été originairement déposée à titre de consignation : « Attendu qu'il est conforme aux vrais principes sur la matière de faire résulter la solidarité de cet acte de mauvaise foi rangé dans la classe des quasi-délits par les articles 1382 et

¹ Cass., 3 juillet 1817, S., 1818, I, 338, et *Journal des Audiences*, 1819, I, 398.

² Cass., 12 février 1818, Dalloz, *Répertoire*, V^o *Responsabilité*, n^o 249. « Attendu. dit cet arrêt, que les demandeurs ayant joui des fruits contentieux par l'effet du dol et de la fraude dont ils se sont rendus complices, et ayant par là causé des dommages à leurs sœurs, l'arrêt s'est conformé aux vrais principes en prononçant une condamnation solidaire. »

³ Nancy, 18 mai 1827, Dalloz, *Répertoire*, V^o *Contrainte par corps* n^o 247.

1383 du Code civil, et placé sur la même ligne que les délits pour la réparation du dommage ; qu'il doit donc entraîner la même solidarité. » Le fait dommageable constituait à n'en pas douter, un véritable délit civil, et la Cour, bien que s'étant servie d'expressions erronées ¹, proclame ainsi l'analogie entre le cas de délit civil et de délit pénal et, par suite, se fonde sur l'article 55 du Code pénal pour prononcer une condamnation solidaire ².

Il existe de nombreuses décisions de ce genre en matière testamentaire ou de succession. Voici, par exemple, deux époux qui entreprennent de concert des machinations frauduleuses pour obtenir d'une tierce personne un testament à leur profit ; la Cour de Rouen et après elle la Cour de Cassation ³ n'hésitèrent pas à les condamner solidairement aux dommages-intérêts, en se basant sur ce que la femme « avait pris une part très active aux machinations par lesquelles son mari s'était rendu coupable de dol et de fraude ». De même, des héritiers naturels qui, pour s'emparer de la succession, dissimulent un testament, peuvent être condamnés solidairement à des dommages-intérêts envers les légataires ⁴, en réparation du préjudice qu'ils « ont conjoin-

¹ Ainsi que le remarque M. Planiol, les Tribunaux se servent, et fort improprement d'ailleurs, du mot quasi-délits, pour exprimer tout délit civil, le mot délit étant réservé par elle aux délits pénaux.

² Voir dans le même sens, Paris 26 février 1829, S., 1829, II, 136, et 7 août 1837, S., 37, I, 889.

³ Cass., 27 février 1839, Dalloz, *Répertoire*, V^o *Contrat de mariage*, n^o 1125.

⁴ Montpellier, 23 mai 1832, Dalloz, *Répertoire*, V^o *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n^o 2531.

tement causé ». De même encore la solidarité peut-être prononcée contre plusieurs individus qui ont détourné un testament, « à raison d'actes frauduleux qu'ils ont très visiblement concertés en vue de cette soustraction ¹ ». Enfin, par deux arrêts du 14 décembre 1859 ² et du 24 avril 1865 ³, la Cour de Cassation a reconnu qu'une condamnation solidaire à des dommages-intérêts pouvait être rendue contre les héritiers qui ont conjointement diverti, au préjudice de leurs cohéritiers, des effets dépendant d'une succession, et contre les tiers qui y ont « participé frauduleusement comme complices », en se fondant sur ce que l'arrêt attaqué a considéré « comme dolosifs » les actes simulés auxquels ils avaient participé.

Dans beaucoup d'autres circonstances les Tribunaux ont reconnu un concert frauduleux et se sont basés sur cette constatation pour prononcer une condamnation solidaire contre tous ceux qui y avaient participé. Nous ne pouvons songer ici à étudier tous les cas particuliers

¹ Poitiers, 2 décembre 1852, D., 1855, II, 332.

² Cass., 14 décembre 1859, D., 60, I, 191, et S., 60, I, 253. Dans cet arrêt, la Cour se sert improprement de l'expression de quasi-délit; il y a un véritable délit dans le recel, et la Cour déclare elle-même qu'il « implique l'idée de dol et de fraude ». Voir dans le même sens arrêts des 6 et 13 novembre 1855, D., 55, I, 433 et 434. Voir aussi Aubry et Rau, 4^e édit., t. V, § 517, p. 422, note 37 et Demolombe, *Successions*, t. II, n^o 476.

³ Cass., 24 avril 1865, D., 65, I, 291. — Adde, Cass., 22 août, 1865, D., 65, I, 358, et Cass., 6 mai 1873, D., 74, I, 81. Il s'agit dans ce dernier arrêt de recel au préjudice de créanciers.

Cpr. aussi Amiens, 2 juin 1869, D., 69, II, 181, bien que dans cette espèce il s'agisse, au moins en ce qui concerne deux des coauteurs, de quasi-délit plutôt que de délit.

sur lesquels il a été statué. Bornons-nous à énumérer brièvement les principales solutions.

Il a été jugé ainsi, en ce qui concerne : 1° Les personnes qui, dans le but illicite de soustraire les biens d'un débiteur aux poursuites de ses créanciers, s'en rendent acquéreurs apparents : « Attendu, dit la Cour, que le préjudice ayant été causé par la fraude, tous ceux qui y ont participé sont passibles d'une réparation solidaire.¹ » ; 2° Les héritiers qui ont procédé à une acquisition déclarée nulle pour avoir été faite en fraude d'autres cohéritiers² ; 3° les personnes associées pour l'acquisition et la revente d'immeubles qui ont vendu de mauvaise foi la chose d'autrui³ ; 4° un failli qui a vendu frauduleusement des objets au préjudice de ses créanciers, l'acquéreur et le détenteur actuel de ces objets « lorsque les faits de fraude sont reconnus constants⁴ » ; 5° ceux qui, par suite de manœuvres frauduleuses, se sont fait céder à vil prix une créance qu'ils ont fait passer pour mauvaise, alors qu'ils avaient pu constater auparavant, étant mandataires de leur vendeur, la sûreté de cette créance⁵ ; 6° deux avoués qui, grâce à des « démarches abusives, inavouables et des conventions illicites », obtiennent de deux huissiers, qu'ils consentent, au préjudice des droits de leur corporation, à opérer à prix réduit des significations d'actes⁶.

¹ Bordeaux, 16 mars 1832, D., 32, II, 164 ; S., 32, II, 630.

² Cass., 12 février 1818, Dalloz, *Répertoire*, V° *Responsabilité*, n° 249.

³ Cass., 20 juillet 1852, D., 1852, I, 247.

⁴ Cass., 3 février 1829, Dalloz, *Répertoire*, V° *Faillite*, n° 318.

⁵ Cass., 12 janvier 1863, D., 1863, I, 302.

⁶ Cass., 25 juillet 1870, D., 1872, I, 25.

De même, il y a lieu à solidarité entre l'acheteur d'un domaine dont il a vendu différentes parcelles, un notaire et un tiers subrogé, qui se sont concertés pour détruire la preuve de ces ventes, et partager ensemble le bénéfice qui doit résulter d'une revente publique en détail¹ ; entre la personne qui vend un immeuble déjà vendu verbalement par elle et le notaire qui se rend complice de ce stellionnat² ; entre les habitants d'un village, retenus comme otages en 1870, et qui, sur l'injonction de l'ennemi désignent, d'un commun accord et par vote, trois d'entre eux pour être fusillés³ ; entre collatéraux, qui, par une contestation d'état, intentée « de mauvaise foi, dans une pensée de spéculation et par suite d'un concert arrêté », ont causé à l'enfant un préjudice moral et matériel⁴ ; entre le tireur et le dépositaire d'une lettre de change qui, par fraude, créent une nouvelle lettre de change, en remplacement de la première dont le tiers porteur restait régulièrement saisi⁵ ; entre participants qui, dans l'exécution « commune » d'un marché passé avec l'État, commettent des raudes⁶ ; entre ceux qui commettent dans un intérêt

¹ Cass., 24 juin 1872, D., 73, I, 19.

² Rennes, 21 mars 1870, D., 72, II, 87 ; Adde Cass., 29 janvier 1840, S., 1840, I, 369, et 20 juillet 1852 ; S., 52, I, 689.

³ Nancy, 7 mars 1874, D., 74, II, 184.

⁴ Poitiers, 1^{er} décembre 1869, D., 1871, II, 17.

⁵ Cass., 20 mars 1883, D., 1883, I, 202.

⁶ Cass., 12 janvier 1881, D., 81, I, 248. La participation n'étant point une personne morale, il n'y a pas de solidarité de plein droit entre coparticipants ; elle ne peut résulter que d'un délit. Voir Dalloz, *Répertoire*, V^o *Sociétés*, n^o 1668. La Cour proclame d'ailleurs dans cet arrêt que la solidarité résulte des principes « qui régissent la responsabilité naissant des délits »,

commun des faits de concurrence illicite¹ ; entre l'auteur d'un ouvrage et le libraire qui a mis en vente cet ouvrage, à l'égard des tiers lésés par les indications contenues dans l'œuvre² ; entre la maison de banque et les administrateurs d'une Société qui ont collaboré à la rédaction d'un prospectus mensonger, en vue d'assurer le succès d'une émission d'obligations³ ; entre personnages politiques et journalistes qui, « par manœuvres frauduleuses, concert organisé, discours et publications », ont poussé des ouvriers à quitter leur patron⁴ ; entre un syndicat de mouleurs et un journal qui, d'un « commun » accord et dans le but de nuire, ont mis une fabrique à l'index^{5 et 6}.

On peut voir par ces exemples la généralité du système de la jurisprudence. Quelles que soient les circonstances de fait de l'espèce sur laquelle elle est appelée à statuer, dès qu'elle relève ces deux caractères : communauté d'action et intention de nuire, c'est-à-dire dès qu'elle se trouve en présence d'un vrai délit civil commis par plusieurs, elle prononce la solidarité, qu'il s'agisse d'un seul et même acte, comme dans le cas d'une

¹ Cass., 29 juillet 1873, D., 1875, I, 69.

² Tribunal civil de la Seine, 11 mai 1891 (*Gazette du Palais*, 91, I, 376).

³ Cass., 18 mars 1891, D., 91, I, 401. — *Cpr.* Cass., 12 décembre 1893, D., 96, I, 481. La responsabilité des administrateurs à l'égard des obligataires est purement délictuelle. Voir la note de M. Pic sous ce dernier arrêt.

⁴ Toulouse, 20 juillet 1896, D., 1897, I, 542.

⁵ Paris, 5 février 1901, D., 1901, II, 427.

⁶ Adde Cass., 26 juin 1894, D., 94, I, 439 ; Cass., 14 février 1898, D., 1900, I, 73 ; Tribunal civil de Lyon, 17 juin 1898 (*Revue des Sociétés*, février 1899) ; Tribunal civil de la Seine, 10 août 1899 (*Moniteur judiciaire de Lyon*, 26 septembre 1899).

action en contestation d'état introduite conjointement par plusieurs, de la vente conjointement faite de la chose d'autrui, du détournement opéré en commun d'un testament, ou, qu'il s'agisse au contraire d'actes différents, comme dans les derniers exemples que nous avons cités plus haut, relatifs à des publications préjudiciables à quelqu'un, au désembauchage d'ouvriers, à la mise à l'index d'un établissement industriel. Dans ce dernier cas notamment, la Cour de Paris distingua très nettement les agissements dont s'était rendu coupable chacun des appelants ; le syndicat des mouleurs ayant décrété la mise à l'index, et le journal *le Réveil des Mouleurs* ayant, par sa publicité, donné à cette mise à l'index toute sa portée et sa gravité. Il a même été décidé d'une façon formelle, et non plus implicite, qu'il importe peu qu'il y ait fautes distinctes, pourvu que les auteurs du délit aient agi par suite d'un concert ¹.

Il n'importe pas davantage que les actes délictueux aient été simultanés ou successifs ². Il peut y avoir des modes d'action différents, pourvu que le but dommageable poursuivi soit le même, et que l'intention de nuire reste commune. L'intention frauduleuse suffit à créer un lien entre ces divers actes.

Toutes ces solutions sont d'ailleurs logiques, dès l'instant que la jurisprudence base la solidarité en matière de délits civils sur l'article 55 et que, d'autre part, elle applique cet article en matière pénale, non

¹ Cass., 26 mars 1874, S., 74, I, 230.

² Cass., 29 février 1836, S., 1836, I, 293.

seulement aux coauteurs d'un même délit, mais encore aux auteurs de délits connexes¹.

En définitive, dès que les Tribunaux se trouvent en présence d'un fait délictuel et constatent un élément intentionnel commun, ils prononcent contre les délinquants une condamnation solidaire, sans chercher d'ailleurs à motiver autrement leurs décisions.

« Attendu, dit, par exemple, la Cour de Cassation, que l'arrêt attaqué a motivé la condamnation solidaire des époux Sausset aux dommages-intérêts, sur leur mauvaise foi constatée et sur leur complicité dans les manœuvres frauduleuses pratiquées pour consommer la spoliation de leur débiteur ; d'où il suit qu'en prononçant ainsi, la Cour de Besançon n'a violé aucune loi ². »

Et ailleurs :

« Attendu que la solidarité a lieu de plein droit pour la réparation du dommage causé par des actes frauduleux et dolosifs... ; que, dans ce cas, la solidarité est la peine du quasi-délit ³ qui a été commis ⁴. »

Ainsi les juges du fait, lorsqu'ils ont constaté souverainement le concert frauduleux peuvent prononcer

¹ Cass., 23 avril 1841, S., 1842, I, 243 ; 30 janvier 1873, D., 74, I, 501 ; Cass., 19 mars 1889, Dalloz, *Supplément*, V^o Obligations, n^o 589. — Voir en ce sens Sourdat, *Traité de la Responsabilité*, t. I, n^o 148. — Blanche, *Code pénal*, t. I, n^o 419 et les arrêts qu'il cite. — Voir aussi Cass., 10 novembre 1855 (*Bullet. criminel*, n^o 355) ; 12 août 1859, *Id.* n^o 200 ; 16 août 1860, *Id.* n^o 196.

² Cass., 14 août 1867, voir Dalloz, *Supplément*, V^o Responsabilité, n^o 36.

³ Toujours la même erreur. Evidemment il s'agit ici de délit.

⁴ Cass., 12 janvier 1863, D., 1863, I, 302.

une condamnation solidaire contre les délinquants. Il ne semble pas cependant résulter du langage des arrêts qu'il y ait là une obligation pour eux et, s'ils omettaient de prononcer la solidarité, ils échapperaient à la censure de la Cour suprême¹.

Somme toute, c'est l'article 55 avec la plupart de ses conséquences que la jurisprudence transporte du domaine pénal à notre matière. Il y a certainement à la base de tous ces arrêts, comme d'ailleurs à la base de l'article 55 lui-même², une idée de peine, et la Cour de Cassation dans le motif que nous citions plus haut a pris le soin de nous le dire : « La solidarité est la peine du quasi-délit. » Pourquoi d'ailleurs dans l'ordre chronologique cette phase est-elle la première ; pourquoi a-t-il semblé plus naturel à la jurisprudence qui, nous le verrons bientôt, s'y est refusée longtemps en matière de quasi-délits, de prononcer la solidarité dans le cas de véritables délits civils, si ce n'est à cause d'une plus grande analogie de ces derniers avec les délits pénaux ? Et ces expressions de « complicité civile » que nous avons déjà rencontrées dans quelques arrêts³, et que tout récemment encore M. Rau, dans un rapport présenté à la Cour de Cassation⁴, a reproduites en les empruntant à un arrêt de la Cour de Paris du 19 mars

¹ Sourdât, t. I, p. 167.

² Voir Sourdât, t. I, n° 163 ; Laurent, *Principes de Droit civil*, t. XVII, n° 320 : « La disposition de l'article 55, dit ce dernier auteur, a certainement un caractère pénal, et cela est tout aussi certain de la solidarité que la jurisprudence admet pour les délits civils. »

³ Cass., 12 février 1818, Dalloz, *Répertoire*, V° *Responsabilité*, n° 249 et Cass., 24 avril 1865, D., 65, I, 291.

⁴ Cass., 14 février 1898, D., 1900, I, 73.

1895, ne démontrent-elles pas jusqu'à l'évidence la prédominance dans la jurisprudence de l'idée subjective qui fait résulter la solidarité de la faute commune, de la volonté commune de nuire, et non pas du dommage causé par chacun d'une manière indivisible¹ ?

Enfin si l'on pouvait conserver le moindre doute sur le fondement de cette jurisprudence, ce doute serait levé par le langage même des arrêts qui consacrent en termes formels l'application de l'article 55 du Code pénal à la matière des délits civils. Nous avons déjà signalé à ce point de vue l'arrêt de la Cour de Cassation du 3 décembre 1836². Il convient de rapprocher de cette décision un arrêt de la Cour de Paris du 30 avril 1838³ dont les expressions sont encore plus caractéristiques : « Attendu, dit-il, que les défendeurs doivent être condamnés solidairement aux dommages-intérêts encourus par application de l'article 55 du Code pénal. »

Il s'agissait bien dans cette espèce d'un véritable délit civil et la Cour de Cassation l'a implicitement reconnu lorsqu'elle a été appelée à statuer sur le pourvoi formé pour fausse application de l'article 55. L'article 55 du Code pénal, sur lequel la Cour s'est fondée, disaient les demandeurs, ne concerne que les matières criminelles et ne peut être appliqué que par des juges criminels ; pour justifier sa décision, il faudrait donc trouver dans la loi civile un texte qui autorise la solidarité pour le cas de l'espèce, mais, loin qu'il en existe aucun, l'arti-

¹ *Cpr.* Merlin, *Questions de droit*, V^o Solidarité, § XI, *in fine*.

² Cassation, 3 décembre 1836, D., 1836, I, 131.

³ Rapporté sous Cassation, 29 janvier 1840, D., 1840, I, 123 (2^e espèce).

cle 1202 du Code civil est tout à fait contraire à cette décision. Et la Cour suprême, tout en reconnaissant se trouver en matière civile, puisqu'elle éprouva le besoin d'écarter en ces termes l'argument tiré de l'article 1202 : « Attendu que si la solidarité doit être expressément stipulée dans les contrats, il ne peut en être de même dans les cas où elle dérive soit de la nature de l'obligation, soit du délit ou du quasi-délit de l'obligé » — confirma néanmoins la décision de la Cour de Paris en rejetant le pourvoi formé contre elle.

Cependant, si, pour la jurisprudence, l'article 55 du Code pénal reste le fondement primordial de la solidarité en matière de délits civils, ce ne fut pas toujours le seul. Une autre idée devait se faire jour, nécessitée par l'extension toujours plus grande que la jurisprudence donna à son système. Lorsqu'elle voulut admettre la solidarité en matière de quasi-délits, et surtout de quasi-délits accomplis sans aucune entente entre leurs auteurs, elle fut amenée à chercher une autre base que l'intention ou l'action commune qui faisaient ici défaut. Elle crut la trouver dans ce qu'elle appelle « l'indivisibilité du dommage ». Il faut insister un peu sur cette idée nouvelle, car la jurisprudence a commis bien des confusions grâce à ce mot d'indivisibilité. Il ne s'agit pas ici d'une indivisibilité de l'obligation, ni de l'indivisibilité de la faute commise, mais de l'indivisibilité du préjudice en résultant. C'est là une idée purement objective, qui, répudiant toute considération relative à la personne des auteurs du délit et, abstraction faite de toute communauté d'intention ou d'action, n'envisage que l'effet produit par leurs actes.

Est-il vraisemblable que la faute de chacun d'eux, considérée isolément, ait pu causer tout le préjudice, on les condamnera solidairement. Est-il possible, au contraire, de répartir le dommage, d'en attribuer telle fraction à la faute de l'un, telle partie à la faute de l'autre, on prononcera contre eux une condamnation divisée.

Cette idée se trouve en germe dans un arrêt de la Cour d'Aix du 14 mai 1825¹, qui voit la raison d'être de la solidarité dans « la manière indivisible dont le dommage s'effectue », et déclare qu'elle existe, même, sans qu'il y ait « concert prémédité et quel que soit d'ailleurs le degré de culpabilité respective et les circonstances qui modifient cette culpabilité ». Mais la Cour de Cassation, saisie du pourvoi, quelques mois plus tard, n'osa pas prêter l'appui de son autorité au système de la Cour d'Aix. Ce fut seulement en 1836² qu'elle sembla le consacrer en ces termes : « Attendu que le dommage avait été causé par deux personnes sans que l'on pût déterminer la part que chacun avait prise dans ce fait ; que cette réparation constituant un objet indivisible, le Tribunal a pu condamner solidairement les demandeurs en Cassation au paiement des dommages-intérêts. » En tout cas elle l'adopte franchement et par deux arrêts successifs en 1852³. Elle base la solidarité sur l'article 1382 du Code civil, sur ce principe que les auteurs d'un fait dommageable sont tenus de réparer tout le préjudice

¹ Sous Requêtes, 11 juillet 1826, D., 1826, I, 424.

² Cass., 8 novembre 1836, D., 1836, I, 411.

³ Cass., 20 juillet 1852, D., 1852, I, 247 et surtout Cass., 20 décembre 1853, D., 1853, I, 49.

causé par leur faute, et sur cette constatation que chacun d'eux est individuellement la cause du dommage qui peut-être n'aurait pas eu lieu sans sa participation. Dans ce cas, désormais, il y aura obligation pour les juges de la prononcer, et sera cassée pour violation de cet article 1382, toute décision fractionnant la condamnation entre les coauteurs d'un délit civil.

Ainsi, à côté de l'idée pénale, une nouvelle idée s'est fait jour et les arrêts de notre groupe devaient nécessairement en subir l'influence. Néanmoins ils conservèrent et ils conservent encore leur caractère propre en ce sens qu'à côté des nouveaux motifs l'ancien fondement persiste et continue à tenir la première place. On ne trouve pas un arrêt relatif à la matière des délits proprement dits, où la jurisprudence ne se préoccupe avant tout de la communauté d'intention frauduleuse. Témoin l'arrêt du 29 décembre 1852 dont nous venons de parler, et qui constate l'entente avant de rechercher si le dommage est indivisible. Témoin aussi un arrêt de Cassation du 14 août 1867¹, où la Cour, après avoir constaté le concert frauduleux et l'indivisibilité du préjudice, déclare en terminant que la solidarité est la peine du délit. Témoin surtout ce motif d'un arrêt tout récent de la même Cour qui met nettement en relief la combinaison des deux idées, leur importance relative, et la prépondérance du principe subjectif : « Attendu, est-il dit, que l'arrêt attaqué constate qu'un concert et une étroite complicité avaient existé entre Sellier et les autres défendeurs assignés avec lui en

¹ Dalloz, *Supplément*, V^o *Responsabilité*, n^o 36.

responsabilité; que les actes accomplis par les uns et les autres formaient un ensemble unique et indivisible, et que le préjudice subi par les obligataires était le résultat de cette œuvre commune¹. »

SECTION III — TROISIÈME GROUPE

Arrêts

**admettant la solidarité en matière de quasi-délits,
lorsqu'il y a eu
« communauté d'action » entre les délinquants.**

Il n'est pas douteux que la solidarité en matière de quasi-délits fut admise par la jurisprudence plus difficilement et à une époque plus récente qu'en matière de délits. Nous avons trouvé des arrêts en proclamant le principe dans ce dernier cas, antérieurement à 1820; la plus ancienne décision qui l'étende aux quasi-délits est postérieure de plusieurs années : c'est un arrêt de la Cour d'Aix du 14 mai 1825², qui déclare « que la solidarité est de droit dans les délits contre tous ceux qui, *même sans concert prémédité entre eux*, concourent à l'action, quel que soit d'ailleurs le degré de culpabilité respective et les circonstances qui modifient cette culpabilité », et qu' « en matière de quasi-délit, il doit en être de même qu'en matière de délit ».

Et encore à cette époque, cette extension ne fut-elle pas admise sans difficulté par la jurisprudence qui resta plusieurs années incertaine et flottante; la Cour

¹ Cass., 14 février 1898, D., 1900, I, 73.

² Rapporté sous Requête, 11 juillet 1826, D., 1826, I, 424.

de Cassation, sur le pourvoi formé contre l'arrêt précité maintint le principe, mais en se basant uniquement sur une nécessité de fait, en se refusant à statuer en droit, à reproduire les motifs de la Cour d'Aix. Le trois mai de l'année suivante, cependant, dans une espèce plus défavorable encore, sur laquelle nous aurons à revenir longuement¹, et qui conserve à beaucoup de titres un caractère exceptionnel, la Cour suprême prononçait une condamnation au tout, bien que le rapporteur, de Vatimesnil, eût reconnu que l'extension de la solidarité à la matière des quasi-délits était « une question fort douteuse. » La rédaction de cet arrêt porte la trace des hésitations de la jurisprudence, ainsi que le langage du rapporteur qui parle de cette question comme si elle se posait pour la première fois.

Il est donc difficile de faire état de ces solutions disparates que d'ailleurs la Cour de Cassation allait rejeter à peine quelques mois plus tard². Retenons-les seulement à titre documentaire et pour marquer les différentes phases de l'évolution jurisprudentielle.

Néanmoins l'idée, une fois lancée, devait faire son chemin, et peu d'années s'écoulèrent avant qu'elle fut reprise par les Cours d'appel. Successivement, les Cours de Caen³, de Lyon⁴, de Grenoble⁵, de Bordeaux⁶,

¹ Cass., 3 mai 1827, D., 1827, I, 230.

² Cass., 3 décembre 1827, D., 1828, I, 41.

³ Caen, 6 août 1829, sous Requêtes, 25 août 1831, Dalloz, *Répertoire*, V^o Responsabilité, n^o 317.

⁴ Lyon, 13 avril 1832, sous Cassation, 19 avril 1836, D., 1836, I, 183.

⁵ Grenoble, 3 janvier 1839, Dalloz, *Répertoire*, V^o Responsabilité, n^o 568, note 2.

⁶ Bordeaux, 9 février 1839, D., 1840, II, 7.

s'en emparèrent et prononcèrent des condamnations solidaires en matière quasi-délictuelle. La Cour de Cassation elle-même, par plusieurs arrêts du 29 février 1836¹, du 19 avril 1836², et surtout du 8 novembre 1836³, consacra définitivement cette extension. Dans ce dernier arrêt, elle condamnait solidairement deux riverains d'un bras du Thérain à réparer le préjudice causé par les travaux de curage entrepris conjointement par eux et dont l'effet avait été de dessécher presque entièrement l'autre bras de la même rivière qui alimentait l'usine du demandeur. Toute intention de nuire était évidemment absente et l'on se trouvait, à n'en pas douter, en présence d'un quasi-délit.

A partir de cette époque la jurisprudence est bien fixée en ce qui concerne la possibilité de prononcer une condamnation solidaire en matière de quasi-délits. Mais il en est ainsi, seulement lorsque les coauteurs de quasi-délit sont unis par une certaine entente, que la jurisprudence appelle la communauté d'action ; en ce qui concerne au contraire les faits dommageables qui n'offrent pas ce caractère, les résistances furent beaucoup plus vives et n'ont pas aujourd'hui encore entièrement cessé.

Il y a donc grand intérêt à distinguer soigneusement ces deux groupes d'arrêts, d'autant plus que le fondement sur lequel ils reposent est très différent.

Toutes les espèces relatives à notre troisième groupe présentent trois caractères communs :

¹ D., 1836, I, 131.

² D., 1836, I, 183.

³ D., 1836, I, 411.

Premier caractère.— Il s'agit de faits dommageables accomplis sans intention de nuire. L'élément intentionnel qui caractérisait le groupe précédent fait donc ici défaut.

Deuxième caractère. — Cependant, s'il n'y a pas à proprement parler d'élément intentionnel commun, la volonté du moins joue encore un certain rôle. Nous voulons dire par là que cette volonté s'exerce, non plus en vue d'un but que tous se proposent d'atteindre, au besoin par des moyens différents, mais dans l'accomplissement même d'un acte commun, abstraction faite de savoir quel sera son résultat. En un mot, il y a ici encore concert, entente entre les coauteurs du fait. Ils se sont intentionnellement réunis. Ils ont raisonné, combiné leur action. Ils ont volontairement participé à son exécution, mais sans en envisager les conséquences. S'il n'y a plus entre eux de lien commun intentionnel qui fasse de leurs actes personnels un faisceau convergent vers un même but, il existe au moins ce simple accord de volontés nécessaire pour qu'il y ait action commune¹. Ce caractère est particulièrement important à noter, car c'est lui qui nous permettra de

¹ Cette distinction n'est pas sans présenter quelque analogie avec celle admise aujourd'hui par la doctrine en matière pénale, entre la volonté et l'intention criminelle : la volonté qui s'applique à l'élément purement matériel de l'infraction, l'intention criminelle « qui met cet élément matériel en rapport avec la loi pénale, qui n'est autre chose que la volonté de transgresser cette loi. » Dans notre deuxième groupe il y avait communauté d'intention sinon criminelle du moins frauduleuse, ici il ne subsiste que la simple communauté de volonté. *Cpr.* M. Jossierand, note dans D., 1899, II, 329. — Garraud, *Traité de Droit pénal*, t. I, 2^e édition, n^{os} 277 et suiv.

distinguer les arrêts de ce groupe de ceux du groupe suivant. Voici, par exemple, deux voitures conduites par deux jeunes gens, qui partent du même lieu, dans la même direction. Soit par plaisanterie, soit par amour-propre, une lutte de vitesse s'établit entre elles, l'une voulant dépasser l'autre, et celle-ci voulant conserver les devants. Cette lutte se prolonge jusqu'à la ville voisine, et le résultat qu'il est facile de prévoir se produit. Une des voitures atteint une femme qui traversait la rue, la renverse et lui cause de graves blessures. Voilà un accident non intentionnel, mais résultant néanmoins de l'entente des deux cochers, de leur commune imprudence¹. Au contraire, deux voitures venant d'endroits différents se croisent en chemin ; mais l'une a commis la faute de tenir le milieu de la route, contrairement à l'article 9 du décret du 10 août 1852 sur le roulage ; l'autre s'est rendue coupable d'imprudence en allant à une allure exagérée. Ces deux voitures se heurtent et un voyageur est blessé. Bien que les deux fautes aient concouru à produire un résultat identique, elles n'en sont pas moins spéciales et séparées ; « il n'a existé aucun concours, aucune volonté commune de nuire, aucun lien entre les deux coupables². »

Troisième caractère. — Il faut enfin qu'il s'agisse de faits ou d'omissions de même nature et accomplis simultanément³. C'est la conséquence du caractère

¹ Bordeaux, 12 août 1859, D., 1859, II, 217.

² Jugement Tribunal de Dreux rapporté avec un arrêt de Cassation du 1^{er} décembre 1868, D., 1869, I, 131.

³ Bourges, 16 mai 1870, D., 1871, II, 98 ; *Cpr.* Paris, 27 août 1872, D., 1873, V, 402.

précédent. Puisque le lien entre les coauteurs consiste uniquement dans la communauté d'action, il est bien évident qu'il faut au moins que cette action soit concordante et concomitante. Le seul élément qui pourrait relier des actes divers et successifs, serait l'intention commune d'atteindre un même résultat. Cet élément fait ici défaut, et puisqu'il n'y a pas rapport dans le but poursuivi, il faut qu'il y ait rapport dans le fait accompli.

D'ailleurs un exemple emprunté à la jurisprudence¹ nous fera mieux comprendre. Trois enfants s'amusent près d'une voie ferrée à lancer des pierres dans la direction d'un train ; l'une d'elles par hasard pénètre dans un compartiment et blesse un voyageur. Poursuivis en correctionnelle pour blessures par imprudence, ils sont acquittés. Poursuivis au civil ils sont condamnés solidairement à réparer le préjudice causé.

Il n'est pas douteux que, dans cette espèce, il s'agisse de quasi-délit ; les blessures par imprudence sont précisément un de ces exemples que les auteurs citent de préférence pour démontrer qu'un délit pénal peut ne constituer parfois qu'un simple quasi-délit civil. Toute idée de culpabilité ayant été écartée par l'acquittement, lors des poursuites civiles ce fait ne pouvait que conserver son véritable caractère quasi-délictuel.

On relève d'autre part, dans cette espèce, l'entente volontaire dans l'accomplissement du fait, la communauté d'action, sans recherche d'un but à atteindre : ces enfants lançaient des pierres sans but, sans inten-

¹ Besançon, 19 mai 1882, D., 1882, II, 245.

tion, uniquement pour lancer des pierres ; mais ils ne s'en étaient pas moins associés pour l'exécution de cet acte. Chacun d'eux ne lançait pas des pierres de son côté, individuellement ; chacun n'agissait pas, pour ainsi dire, pour son propre compte ; il participait seulement à un jeu organisé au moins tacitement en commun, et l'abstention d'un seul aurait peut-être suffi à entraîner l'abstention de tous.

Enfin, il s'agissait évidemment de faits de même nature et simultanés.

Ces divers caractères ressortent de l'étude de la jurisprudence, bien que celle-ci n'ait jamais songé à les dégager nettement. Le plus souvent, dans les arrêts on trouve simplement ces expressions : « concours », « fautes communes », « action commune ¹ », « responsabilité commune ² », « coopération commune ³ ». D'autres fois il est question de « participation au même quasi-délit ⁴ », ou encore « de faits délictueux qui se relient entre eux ⁵ ». Enfin, c'est la même idée que certains arrêts expriment lorsqu'ils parlent de « fait ou d'action indivisible ⁶ ». On pourrait en douter

¹ Bordeaux, 12 août 1859, D., 1859, II, 217 ; Cassation, 30 juin 1869, D., 69, I, 336 ; Paris, 13 février 1882, D., 1883, II, 161 ; Cass., 14 mars 1882, D., 83, I, 403 ; Cass., 18 novembre 1885, D., 1886, I, 398 ; Tribunal civil du Havre, 7 novembre 1885, D., 1887, III, 128 ; Cass., 16 mai 1892, D., 1892, I, 348.

² Paris, 3 février 1872, D., 1874, V, 74.

³ Cass., 6 février 1883, D., 1883, I, 451.

⁴ Amiens, 2 juin 1869, D., 1869, II, 181.

⁵ Cass., 31 mars 1896, D., 1897, I, 21.

⁶ Bordeaux, 9 février 1839, D., *Répertoire*, V^o *Responsabilité*, n^o 568, note 2. — *Id.*, Cass., 4 mai 1859, D., 1859, I, 314. — *Id.*, Cass., 12 février 1879, D., 1879, I, 281, et 28 mai 1889, D., 1890, I, 415.

au premier abord, car la jurisprudence a pris ce mot dans beaucoup de sens différents ; mais plusieurs décisions l'ont défini en termes suffisamment explicites pour enlever toute hésitation : « Attendu, déclare notamment la Cour de Bordeaux ¹, qu'à l'égard de la solidarité, elle doit être admise ; que la responsabilité résulte d'un fait indivisible, Gauthier et Roussillon, ayant *ensemble et d'accord* préposé Jagou fils dans la conduite de leur voiture. »

D'autres arrêts ne se sont pas contentés de ces expressions trop larges et imprécises, mais se sont livrés à une véritable analyse de l'acte dommageable sur lequel ils avaient à se prononcer. Deux surtout nous paraissent particulièrement intéressants à signaler.

Le premier est un arrêt de Cassation du 13 juillet 1857 ², intervenu dans les circonstances suivantes : M. de Larochefoucauld avait fait donation aux pauvres de Crèvecœur d'une rente de 400 francs, avec réserve d'en distribuer lui-même les arrérages. La donation fut acceptée, mais le bureau de bienfaisance n'exécuta pas la condition. Actionnés par le donateur, les administrateurs de ce bureau furent condamnés à lui remettre le titre de rente, et à payer solidairement les dépens ³. La Cour de Cassation rejeta le pourvoi formé, en motivant ainsi sa décision : « Attendu que les torts et fautes reprochés aux administrateurs par

¹ Bordeaux, 9 février 1839, D., *Répertoire*, V^o *Responsabilité*, n^o 568, note 2.

² Cass., 13 juillet 1857, D., 1858, I, 348.

³ Tribunal de Clermont, 29 août 1855 et Cours d'Amiens. 7 janvier 1856, D., 1858, I, 348.

l'arrêt attaqué et qui ont compromis les intérêts du bureau de bienfaisance constituent un quasi-délit ; que les faits imputés aux administrateurs ont été simultanés, qu'ils sont indivisibles comme les actes de l'administration ; que les faits qui forment le quasi-délit sont l'œuvre de chacun d'eux ; que, par suite, la condamnation devait peser sur chacun d'eux pour la totalité ; qu'ainsi l'arrêt attaqué, en prononçant la condamnation solidaire à l'amende et aux dépens contre les administrateurs n'a violé aucune loi ; ...Rejette, etc. ».

Le second arrêt fut rendu par la Cour de Riom le 12 janvier 1885¹. L'espèce soumise à la Cour et les motifs adoptés par elle sont encore bien plus caractéristiques que ceux de l'arrêt que nous venons d'analyser. Le 14 juillet 1882, à Brioude, quelques jeunes gens organisèrent une promenade en voiture à travers les rues de la ville « afin de participer par le tir de pièces d'artifice qu'ils devaient lancer sur leur passage aux réjouissances publiques de la soirée ». Pour plus d'éclat, ils illuminèrent leur voiture, se coiffèrent de casquettes tricolores et s'adjoignirent un tambour et un cornet à pistons. Chacun d'eux faisait face à la foule et lançait des fusées un peu partout, dans les rues, sur les groupes, même dans les appartements et les magasins. « De la foule pressée sur le passage de la voiture et excitée par leur exemple, parlaient aussi des fusées ripostant aux leurs, au point, dit le dix-septième témoin de l'enquête, que c'était une vraie bataille. » Bref, une fusée lancée par l'un d'eux, le nommé

¹ Riom, 12 janvier 1885, D., 1886, II, 133,

Locussol, atteignit à l'œil une fillette de deux ans et demi ; l'œil touché fut perdu et l'autre compromis. Le Tribunal civil de Brioude, saisi par le père de l'enfant, condamna Locussol seul comme étant l'unique auteur de l'accident, à lui payer 500 francs en son nom personnel, et 7.000 francs comme administrateur légal des biens de sa fille.

Sur l'appel principal du père et incident de Locussol, la Cour de Riom reforma et prononça une condamnation solidaire contre tous les organisateurs de l'imprudente entreprise. Après avoir rappelé les faits, l'arrêt s'exprime ainsi :

« Considérant, en droit, qu'il est de principe que, lorsque plusieurs personnes ont concouru à un fait quasi-délictueux, chacune d'elles en est responsable comme auteur principal ou pour avoir participé sciemment comme coauteur, à la faute commise par imprudence ; que pour l'application de ce principe de haute moralité et d'exacte justice, il suffit que les quasi-délinquants soient convaincus de s'être concertés en vue d'une action commune et qu'ils se soient associés, par provocation ou assistance suffisamment caractérisée, à des actes manifestement imprudents et de nature à nuire à autrui, même en l'absence de toute intention ; — Qu'il doit surtout en être ainsi lorsque, comme dans l'espèce, le préjudice occasionné par l'un des coauteurs n'est que la résultante d'une succession et d'une réunion de fautes commises par tous, dans le même temps, au même lieu, dans la mise à exécution d'une entreprise périlleuse projetée et réalisée en commun ; — Considérant qu'il n'y avait donc pas, ainsi

qu'à tort l'ont dit les premiers juges, à distinguer entre le sieur Locussol dont la main a lancé la fusée qui a crevé l'œil de la mineure Rabarin et les autres défenseurs à la demande de Rabarin père ; — Qu'en effet, la faute de Locussol n'est pas une faute isolée, imputable à lui seul ; — Que les principaux auteurs responsables de l'accident sont les organisateurs de la folle promenade en voiture du 14 juillet, ceux qui se sont adjoints le tambour de ville pour attirer la foule, qui ont acheté et distribué les fusées et pétards, et qui ont décidé que les manifestants, montés sur cette voiture, les lanceraient sur le public ; — Qu'il était cependant de prévision facile qu'une course organisée dans de pareilles conditions et, surtout, que l'explosion de ces pièces d'artifice tombant au milieu des groupes de spectateurs, amènerait infailliblement quelque événement malheureux ; — Qu'au moment du départ, le dix-neuvième témoin de l'enquête directe, en avait fait la prudente observation à plusieurs des manifestants ; — Que l'un d'eux, le sieur de Tessan semble même en avoir eu le pressentiment ; — Or, considérant qu'il est établi que Martin, de Tessan, Maurat, ont organisé la manifestation ; que Martin a procuré les accessoires nécessaires ; que toutes les personnes montées dans la voiture lançaient des fusées ; qu'enfin Locussol, dans sa situation de subordonné, n'a fait que suivre l'impulsion et les exemples qu'il recevait des autres intimés ; — Considérant, en résumé, que les circonstances et les causes qui ont amené l'accident doivent être envisagées comme ne formant, en réalité, qu'un seul tout indivisible quant à la responsabilité de ses fâcheux

résultats ; — Que pour s'être volontairement associé à des actes d'une évidente imprudence, chacun des coparticipants a, par le fait, contribué autant qu'il était en lui, à l'événement qui a causé le préjudice ; que par suite, il en doit légalement répondre d'une manière non moins indivisible ; — Considérant que les articles 1382 et 1383 obligent quiconque a causé à autrui un dommage par son fait, sa négligence ou son imprudence, à le réparer ; — Qu'il appartient dès lors, au juge, pour assurer la réparation complète du préjudice souffert, de retenir dans les liens d'une condamnation solidaire tous les coauteurs d'une faute reconnue commune. »

Cet arrêt met nettement en lumière les éléments caractéristiques de notre troisième groupe. D'ailleurs, quelles que soient les expressions sous lesquelles les Tribunaux enveloppent leur pensée, il n'est pas douteux que toutes les fois qu'ils se sont trouvés en présence d'espèces réunissant les traits distinctifs que nous venons d'indiquer, ils ont prononcé une condamnation solidaire. Et leur unanimité en ce sens est, croyons nous, complète, si l'on en excepte le jugement du Tribunal de Brioude, du 13 février 1884, réformé d'ailleurs par la Cour de Riom dans les termes que nous connaissons, et un arrêt de la Cour de Besançon, du 3 août 1859¹, contraire d'ailleurs à la jurisprudence la plus récente sur la même matière^{2 et 3}.

¹ Besançon, 3 août 1859, D., 1860, II, 4.

² En sens contraire, Aix, 14 août 1861, D., 1862, II, 156 ; 11 janvier, 1873, D., 1874, II, 68 ; 19 novembre 1878, D., 1879, II, 219.

³ Nous ne parlons pas d'un arrêt de la Cour de Lyon du 21 mai

Et pourtant, la question s'est posée devant les Tribunaux dans des circonstances de fait très diverses. Sans parler des espèces précédemment indiquées, la solidarité a été admise : 1° entre un notaire et un tiers qui, par leurs assertions imprudentes sur la solvabilité de l'emprunteur ont été la cause d'un prêt malheureux¹ ; 2° entre copropriétaires d'une voiture qui ont, d'accord, préposé à sa conduite un jeune homme dont la maladresse ou l'imprudence est cause d'un accident² ; 3° entre un capitaine et son second, copropriétaires d'un navire perdu par leur faute commune³ ; 4° entre propriétaire et locataire d'une maison de tolérance⁴ ; 5° entre membres d'une communauté religieuse qui refusent de restituer à l'un d'eux qui se retire de la Société les sommes par lui versées⁵ ; 6° entre entrepreneurs chargés de réparer un monument dans un état de vétusté dangereux qui, par imprudence et manque de précautions, causent un dommage⁶ ; entre deux

1855 (D., 1856, II, 35,) car bien qu'il y soit question de faute commune, il ne s'applique pas au cas que nous envisageons, mais à la responsabilité édictée par l'article 1386 du Code civil. Il décide que deux copropriétaires d'un mur mitoyen qui s'écroule ne sont pas responsables solidairement. C'est là d'ailleurs une décision contraire à la plupart des arrêts sur la même matière. Voyez notamment Toulouse, 25 mai 1892, D., 1893, II, 14.

¹ Caen, 6 août 1829, sous Requête, 25 août 1831, D., *Répertoire*, V° *Responsabilité*, n° 317.

² Bordeaux, 9 février 1839, D., *Répertoire*, V° *Responsabilité*, n° 568.

³ Cass., 30 juin 1869, D., 1869, I, 336.

⁴ Aix, 14 août 1861, D., 1862, II, 156 et 11 janvier 1873, D., 1874, II, 68. Ces arrêts sont du quatrième groupe en ce qui concerne la solidarité prononcée contre propriétaires de maisons différentes.

⁵ Cass., 4 mai 1859, D., 1859, I, 314. *Cpr.* Cass., 30 décembre 1857, D., 1858, I, 21.

⁶ Dijon, 21 janvier 1869, D., 1874, V, 431.

Compagnies de chemins de fer exploitant en commun une ligne sur laquelle se produit un accident¹; entre une Compagnie de chemins de fer venderesse d'une portion de route déclassée et le tiers acquéreur qui, d'accord, opposent une résistance à l'exercice du droit de préemption du propriétaire voisin²; entre personnes cointéressées dans l'exploitation d'une usine à gaz dont les émanations, grâce à leur négligence commune, corrompent un puits voisin³; entre le propriétaire d'une maison où est installée une machine gênant les voisins et le locataire qui emploie la machine⁴; entre les gardiens d'objets saisis qui ont laissé ignorer la saisie-exécution faite entre leurs mains, ont négligé de prévenir le propriétaire du jour de la vente et qui, volontairement, sans protestations ni réserves, ont remis à l'huissier, pour les vendre, les objets dont ils avaient accepté la garde⁵; entre experts qui, par leur faute commune, ont causé l'annulation de l'expertise⁶; entre les administrateurs d'une Société et ceux d'une maison de banque même de bonne foi, qui rédigent, d'un commun accord, un prospectus mensonger⁷; entre fon-

¹ Paris, 3 février 1872, D., 1874, V, 74.

² Riom, 24 juillet 1876, D., 1877, II, 15.

³ Cass., 14 mars 1882, D., 1883, I, 403.

⁴ Tribunal civil de Poitiers, 11 août 1885 (*Gazette du Palais*, 1885, II, 490)

⁵ Cass., 6 février 1883, D., 1883, I, 451. Cet arrêt étend la solidarité à l'huissier qui a pratiqué à tort la saisie, mais à ce point de vue il se rattache au 4^e groupe d'arrêts.

⁶ Tribunal civil du Havre, 7 novembre 1885, D., 1887, III, 128.

⁷ Cass., 18 mars 1891, D., 1891, I, 401. Cet arrêt que nous avons déjà cité parmi ceux du 2^e groupe se rattache au 3^e en ce qui concerne les administrateurs de bonne foi, coupables seulement de négligence commune.

dateurs et administrateurs d'une Société qui ont causé sa faillite en négligeant de faire verser effectivement le premier quart dû sur chaque action¹; entre les membres du Conseil de surveillance d'une Société en commandite par actions qui, par leur négligence commune à contrôler et vérifier les comptes du gérant, se rendent coupables, en une certaine mesure, du préjudice subi par les actionnaires, « leur bonne foi d'ailleurs et leur honorabilité étant reconnues ²et³ »; entre administrateurs d'une Société qui, par des annonces, affiches et notices énonçant un bilan faux, des apports exagérés et la distribution de dividendes fictifs, ont déterminé une souscription d'actions, même à l'égard des administrateurs de bonne foi⁴, etc., etc.

Ainsi, la jurisprudence est bien fixée; elle voit dans le fait qu'il y a eu entente, concert entre les coauteurs du quasi-délit, dans ce qu'elle appelle la faute commune indivisible, un motif suffisant pour prononcer

¹ Cass., 16 mai 1892, D., 1892, I, 348.

² Cass., 28 mai 1889, D., 1890, I, 415. Adde, Bordeaux, 24 mai 1886, D., 1887, II, 115. *Cpr.* Cass., 12 février 1879, D., 1879, I, 281; En sens contraire, Angers, 10 mars 1875, D., 1976, II, 14 et 5 juillet 1876, D., 1877, II, 30.

³ Il s'agit bien là de solidarité en matière délictuelle. Depuis la loi de 1867 en effet (art. 9), la solidarité qu'édictait la loi de 1856 dans certains cas, n'existe plus. *Cpr.*, Limoges, 14 décembre 1900, D., 1901, II, 377 et la note sous l'arrêt. *Cpr.*, note de M. Boistel, D., 1892, II, 33 et 34.

⁴ Paris, 13 février 1882, D., 1883, II, 161; Paris, 31 janvier 1895, et Cass., 31 mars 1896, rapportés ensemble, D., 1897, I, 21; *Cpr.* espèce analogue, Cass., 5 mai 1896, D., 1897, I, 20. — Il s'agit ici encore de responsabilité délictuelle: voir sur ce point D., *Supplément*, V^o *Sociétés*, n^o 1528; Lyon-Caen et Renault, t. II, n^{os} 824 et 825; notes de MM. Cohendy dans D., 1892, I, 179 et Pic dans D., 1893, II, 249.

la solidarité. — « Attendu que la solidarité doit être admise puisqu'elle résulte d'un fait indivisible¹ » ; — « Attendu que la condamnation doit être prononcée solidairement contre les intimés, puisque la faute par eux commise est la même et que les faits qui y ont donné lieu sont les mêmes² » ; — « Attendu que tous ceux qui participent à un quasi-délit sont tenus des réparations imposées à l'auteur de ce quasi-délit et solidairement avec lui³ » ; — « Attendu que la solidarité doit être prononcée contre les coauteurs d'un quasi-délit lorsque le fait qui le caractérise a été concerté⁴. » — Tel est le langage habituel des Cours d'appel et, de toutes ces formules, il paraît se dégager nettement que, dans leur esprit, la constatation du concert entraîne l'obligation pour les juges de prononcer une condamnation solidaire. Cependant, la Cour de Cassation n'admet pas cette solidarité obligatoire : « Attendu, dit-elle, par exemple, que la condamnation prononcée est fondée sur une faute commune imputable à tous les défendeurs et dont la réparation *pouvait* être mise solidairement à leur charge⁵. » Il semble bien résulter de ces expressions, la faculté pour le juge d'admettre ou d'écarter la solidarité, bien qu'il ait constaté la communauté de faute ou d'action des coauteurs du quasi-délit. La Cour, d'ailleurs, a pris soin de le déclarer en termes précis dans un arrêt du

¹ Bordeaux, 9 février 1839, D., *Répertoire*, V^o *Responsabilité*, n^o 568. note n^o 2.

² Caen, 6 août 1829, D., *Répertoire*, V^o *Responsabilité*, n^o 317, note n^o 2.

³ Amiens, 2 juin 1869, D., 1869, II, 181.

⁴ Angers, 10 mars 1875, D., 1876, II, 14.

⁵ Cass., 14 mars 1882, D., 1883, I, 403.

12 février 1879 : « Attendu, dit-elle, que si, en raison de son indivisibilité, la faute commune peut rendre chacun de ceux qui l'ont commise responsable de la totalité du préjudice qui en est résulté, la loi n'en fait pas une règle absolue et ne met pas obstacle à ce que les juges du fait puissent, suivant les circonstances, diviser la responsabilité et la proportionner à la part que chacun des coauteurs a prise à la faute commune¹. »

Quoi qu'il en soit sur ce point, il n'est pas douteux que, même pour la Cour de Cassation, le concert constaté est un motif suffisant pour justifier une condamnation solidaire. Pourquoi cela, pourquoi la faute commune, indivisible, entraîne-t-elle la solidarité ? Qu'importent l'entente, l'accord de volontés ? Pour le comprendre, il n'est pas inutile de se souvenir de l'évolution historique qu'a subie la jurisprudence. Partie du principe posé par l'article 55 du Code pénal, elle n'a pas su, dans son système toujours plus compréhensif, s'abstraire complètement de son idée originaire. Sans doute en matière de quasi-délits, elle n'ose plus en général s'appuyer franchement sur ce texte, et s'en servir pour motiver ses décisions² ; sans doute elle comprend qu'un raisonnement par analogie tiré du Code pénal n'est plus admissible dans une matière où l'intention de nuire fait défaut. Mais, à raison de la longue habitude qu'elle avait d'appliquer ce texte, elle a conservé quelque chose de son esprit ; elle a continué

¹ Cass., 12 février 1879, D., 1879, I, 281.

² Voir cependant un arrêt de Besançon du 19 mai 1882, D., 1882, II, 245, qui prononce la solidarité en se basant sur l'article 55 du C. P.

de rechercher le lien intentionnel qui unit les coupables dans une commune responsabilité, pensant avec Toullier¹ que « c'est dans la volonté commune des délinquants que prend sa source la solidarité prononcée contre eux ». C'est la survivance de ce point de vue subjectif qui consiste à rechercher non pas l'influence de la faute sur le dommage, mais le plus ou moins de gravité de l'acte dommageable considéré en lui-même, abstraction faite de ses résultats, le plus ou moins de culpabilité des coauteurs de cet acte². Est-ce que cela ne ressort pas de toutes les décisions que nous avons analysées et en particulier de l'arrêt de la Cour de Riom du 12 janvier 1885 ? Comment expliquer autrement ce soin que la Cour apporte à relever toutes les circonstances susceptibles d'aggraver la responsabilité de chacun des coauteurs du quasi-délit ; à constater que chacun a participé *sciemment* à la faute commune ; qu'il était facile de prévoir le résultat malheureux de l'entreprise ; qu'un témoin l'avait même fait remarquer aux manifestants et qu'un de ces derniers semblait en avoir eu le pressentiment ? A quoi bon tout cela, à quoi bon rechercher ainsi l'état d'esprit des délinquants, si ce n'est pour rattacher la solidarité à cet élément subjectif, au lieu d'envisager l'acte accompli, objectivement, c'est-à-dire dans ses conséquences dommageables ? Si la Cour avait procédé de cette dernière

¹ Toullier, *le Droit civil français*, 6^e édition, t. VI, n^o 151.

² La Cour de Caen dans un arrêt déjà cité du 6 août 1829 (sous Requêtes, 25 août 1831, D., *Répertoire V^o Responsabilité*, n^o 317), déclare notamment que, bien qu'il n'y ait « dans la conduite des intimés ni fraude ni dol, cette conduite est néanmoins telle qu'elle doit être réprimée ». Voilà bien une idée pénale.

idée, elle aurait dû, connaissant l'auteur du dommage, condamner celui-là seul, les actes accomplis par les autres, bien que répréhensibles en eux-mêmes n'ayant été effectivement la source d'aucun préjudice. Et, loin de s'arrêter à cette considération, elle porte toute son attention sur la culpabilité des coauteurs, déclarant que la faute de Locussol n'est pas imputable à lui seul, que sa responsabilité est partagée par d'autres.

C'est donc l'élément subjectif qui, ici encore, sert de support à la jurisprudence. Nous avons vu cependant que, vers le milieu du siècle, le fondement objectif de l'indivisibilité du dommage, a fini par pénétrer dans les arrêts. Notre groupe n'a pas échappé à cette transformation générale, et son influence s'y fit même plus profondément sentir que sur le groupe précédent. Si, en effet, dans la majeure partie des cas, nous trouvons les deux idées réunies, et si nous voyons les coauteurs du quasi-délit condamnés solidairement « pour fautes communes dont l'effet n'est pas susceptible d'être apprécié divisément ¹ » ou pour leur « coopération commune, ayant concouru au préjudice sans qu'il soit possible de déterminer la part de chacun d'eux ² » ; si même, l'élément subjectif reste assez puissant pour détourner souvent les Tribunaux de toute condamnation solidaire lorsque cet élément fait défaut ³ ; du moins, à la différence de ce que nous

¹ Cass., 16 mai 1892, D., 1892, I, 348 ; *Cpr.* Besançon, 20 juillet 1884, S., 1885, II, 44.

² Cass., 6 février 1883, D., 1883, I, 451 ; *Addc.* Cass., 30 juin 1869, D., 1869, I, 336.

³ Nous verrons en effet bientôt, que la jurisprudence s'est long-

avons constaté pour le deuxième groupe, ce fondement servira parfois d'unique motif à des décisions jurisprudentielles¹. Et peut-être même n'est-il pas excessif de croire que l'ancienne base est appelée à disparaître et que nous sommes à la veille d'une nouvelle évolution tendant à son rejet complet. Déjà la Cour de Cassation, sans l'écarter absolument, proclame tout au moins son insuffisance : « Attendu, dit-elle en effet dans un arrêt récent, que, pour que la solidarité soit prononcée entre plusieurs individus, en matière de responsabilité provenant d'un quasi-délit, il ne suffit plus que la faute soit déclarée commune à ces personnes, il faut de plus qu'il soit constaté que cette faute est dans de telles conditions d'indivisibilité que toute répartition est impossible entre ceux qui l'ont commise². »

SECTION IV. — QUATRIÈME GROUPE

**Arrêts admettant la solidarité dans le cas de simple
« communauté de résultat »,
et même en l'absence de tout lien subjectif
entre les délinquants.**

Il ne saurait plus être question ici d'élément inten-

temps refusée et se refuse encore parfois à prononcer une condamnation solidaire, lorsqu'elle ne constate pas un lien quelconque entre les délinquants.

¹ Voir notamment Aix, 14 août 1861, D., 1862, II, 156 et voir précédemment page 65, note 4; *Id.*, Dijon, 21 janvier 1869, D., 1874, V, 431; *Cpr.* Aix, 11 janvier 1873, D., 1874, II, 68. Ce dernier arrêt à la différence de celui de la même Cour du 14 août 1861, rattache la solidarité prononcée entre propriétaire et locataire d'une même maison de tolérance à leur faute commune; au contraire, pour prononcer une condamnation solidaire entre propriétaires de maisons différentes, il se fonde sur l'indivisibilité du dommage.

² Cass., 15 juillet 1895, D., 1896, I, 31.

tionnel, point de volonté de nuire, plus de concert, d'entente, plus même de commune coopération. Il s'agit en effet de faits différents, successifs parfois, accomplis sans accord préalable, par des personnes ne se connaissant même pas et reliées entre elles seulement par cette circonstance qu'elles ont fortuitement concouru à un même résultat dommageable. Ce sont, par exemple, deux voitures qui se heurtent parce que l'une va à une vitesse exagérée et que l'autre n'a pas pris la droite de la route. Ou bien ce sont deux vaisseaux qui s'abordent parce que l'un n'avait pas allumé ses feux et que l'autre ne s'était pas tenu dans la route qu'il devait suivre. Ou bien encore ce sont des manufactures indépendantes qui, par les vapeurs qu'elles dégagent, rendent toute culture impossible dans la propriété voisine. Dans tous ces cas, aucun accord entre les auteurs du fait, un seul point de contact entre eux : l'unité du dommage provenant de leurs fautes particulières.

Ce n'est donc plus dans l'unité de faute, dans l'indivisibilité de la faute, mais bien dans l'unité, dans l'indivisibilité du préjudice qu'il faudra placer la base de la solidarité. Et la jurisprudence a longtemps hésité à le faire, la solidarité étant pour elle inséparable d'une certaine communauté d'intention. Lorsqu'au début, en effet, elle prononça des condamnations au tout dans des espèces de ce genre, ce fut le plus souvent en se basant, soit sur une impossibilité de fait de déterminer la proportion dans laquelle chaque coauteur devait être tenu des dommages¹, soit sur une idée de véri-

¹ Cass., 11 juillet 1826, D., 1826, I, 424.

table indivisibilité de l'obligation¹. Certains arrêts ont même été jusqu'à motiver la condamnation solidaire qu'ils prononçaient, par l'analogie avec l'article 55 du Code pénal, ou par la constatation d'une participation à la même faute, dans des espèces de notre groupe où il s'agit pourtant de faits personnels, indépendants de toute action commune. La Cour de Lyon, notamment, condamna solidairement à la réparation du dommage causé par la radiation faite à tort d'une inscription hypothécaire, un notaire coupable d'une erreur dans la désignation du numéro d'inscription, et le conservateur des hypothèques coupable de n'avoir pas reconnu l'erreur par la seule lecture de l'acte, en motivant ainsi sa décision : Attendu que le conservateur « partagea par sa propre faute l'erreur du notaire, ce qui doit faire peser sur tous deux une commune responsabilité² ». Et il y a peu de temps encore la Cour de Caen n'a pas craint d'invoquer l'article 55 du Code pénal, dans une affaire où il n'existait certainement aucun lien entre les délinquants³. Tout en le reconnaissant, et après avoir rappelé que l'article 55 s'applique alors même que le rôle de chacun des condamnés dans l'exécution d'un crime ou d'un délit a été très distinct et résulte d'actes séparés, pourvu qu'ils aient tous *concouru* plus ou moins à l'exécution d'un même crime ou délit, elle

¹ Cass., 3 mai 1827, D., 1827, I, 230.

² Lyon, 13 avril 1832, D., *Répertoire*, V^o *Privilèges*, n^o 2977.

³ Il s'agissait en effet, de solidarité prononcée contre un conducteur de bestiaux coupable d'avoir laissé échapper un taureau qui blessa un passant, et contre la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest coupable d'avoir placé le train à bestiaux dans un endroit dangereux

déclare : « que, par analogie, la même règle doit s'appliquer aux quasi-délits ¹ ».

Il devait donc être difficile à la jurisprudence, imbue à ce point de l'idée subjective, d'y renoncer complètement pour chercher une base à l'obligation au tout dans l'idée objective du dommage causé par chacun pour le tout. Elle l'avait bien admise, nous l'avons vu, comme corollaire à l'intention ou à l'action commune, comme motif accessoire dans les arrêts des deux groupes précédents, mais dans ce quatrième groupe, où il s'agit de faits absolument indépendants, cela ne pouvait suffire, il fallait en faire franchement le principe fondamental et unique de la solidarité.

Aussi les résistances furent nombreuses et bien des Cours et Tribunaux se refusèrent et se refusent encore aujourd'hui à prononcer une condamnation solidaire contre les coauteurs d'un même dommage lorsqu'ils ne peuvent l'étayer sur une faute commune. C'est ainsi que la Cour de Paris ², dans le cas déjà cité de deux voitures se heurtant par suite de fautes différentes de leurs conducteurs, a décidé : « que ces deux infractions quoique ayant produit un résultat identique, n'en sont pas moins spéciales et séparées; qu'il n'a existé aucun concours, aucune volonté commune de nuire, aucun lien qui puisse créer une solidarité entre

¹ Caen, 5 mars 1894, D., 1895, II, 329.

² Déjà le 18 avril 1836, la Cour de Paris avait jugé qu'il ne peut y avoir de solidarité entre le mandataire responsable de la nullité d'une surenchère et l'huissier coupable d'avoir procédé à la signification de cet acte malgré les nullités radicales dont il était entaché, parce qu'il s'agit de « faits particuliers et personnels à chacun ». D., *Répertoire*, *Nº Mandat*. nº 306,

les deux coupables ; que l'article 55 du Code pénal n'attache la solidarité qu'au fait même d'avoir commis un délit commun ; que cette disposition de loi ne trouve pas son application dans la présente espèce¹ ». Elle a donné une solution identique dans le cas d'un accident mortel survenu à un ouvrier par suite de la chute d'une échelle appuyée imprudemment sur la chaussée et renversée par une voiture, en se basant sur l'absence de concert entre celui qui a placé l'échelle et le voiturier, dont les fautes distinctes et successives ont causé l'accident². Et, tout récemment, elle a jugé de même dans une affaire célèbre, et refusé de prononcer une condamnation solidaire contre trois journaux de Paris reconnus responsables du préjudice causé à Lebaudy par des publications inexactes (ces journaux déclaraient que Lebaudy avait perdu la raison à la suite d'embarras financiers et de chagrins intimes), et toujours pour ce même motif : « que le dommage a été causé par des articles distincts, spéciaux, qui, sans entente préalable, ont été publiés dans des journaux différents sans relations entre eux³. »

Beaucoup d'autres Cours ont adopté cette théorie et estimé que la communauté de fautes est un élément nécessaire. Partant de là, elles ont décidé qu'il ne pouvait y avoir de solidarité — les fautes commises par chacun étant personnelles et indépendantes — : entre un avoué et son successeur coupables, l'un d'une

¹ Paris, 14 décembre 1867, rapporté avec Cass, 1^{er} décembre 1868, D., 1869, I, 131.

² Paris, 27 août 1872, D., 1873, V, 402.

³ Paris, 7 avril 1898, D., 98, II, 501.

omission dans une production à un ordre, l'autre de n'avoir pas réparé cet oubli ¹ ; entre l'avoué qui a requis une adjudication sur licitation et le notaire qui y a procédé, lorsque cette adjudication est ultérieurement annulée parce qu'un colicitant aliéné n'a pas été valablement représenté ² ; entre l'entrepreneur de nettoyage d'une ville qui, par sa négligence à enlever les immondices, laisse se créer un foyer d'infection, et la Compagnie de chemins de fer chargée par l'entrepreneur de transporter ces mêmes immondices, responsable du dommage résultant du stationnement prolongé des wagons ³ ; entre l'organisateur d'une battue dangereuse et le tireur maladroit qui blesse un rabatteur ⁴ ; entre membres d'un Conseil de surveillance lorsqu'ils ne se sont pas rendus coupables d'une faute commune⁵, etc.

¹ Bourges, 16 mai 1870, D., 71, II, 98.

² Douai, 4 mai 1891, D., 93, II, 39 : « Attendu, dit cet arrêt, qu'en dehors de toute disposition légale ou de stipulation conventionnelle la solidarité peut être proclamée lorsque deux ou plusieurs se rendent coupables d'une faute *commune* qui a causé un préjudice à autrui, sans qu'il soit possible de déterminer la part de responsabilité qui incombe à chacun ; mais attendu qu'il n'en est pas ainsi dans la cause ; que Dulertre et Membré ont commis des fautes particulières et distinctes qui laissent leur responsabilité complètement séparée. »

³ Alger, 19 décembre 1871, D., *Supplément V^o Responsabilité*, n^o 67 : « Attendu, dit la Cour à l'égard des conclusions de Riaz tendant à ce que la solidarité soit prononcée, qu'il n'y a lieu d'y faire droit, par le motif que c'est à raison de faits personnels à chacun d'eux qu'ils ont été déclarés responsables ».

⁴ Tribunal civil de Clermont, 23 novembre 1894 sous Amiens, 13 juillet 1895, D., 96, II, 451. Ce jugement s'exprime ainsi : « Attendu qu'il y a là deux faits distincts n'ayant pas de connexité ; que la garantie en matière de délits ne peut se produire que lorsqu'il y a *complicité* ou que les délinquants sont coauteurs, tandis qu'en la cause les deux faits sont indépendants et personnels. »

⁵ Limoges, 14 décembre 1900, D., 1901, II, 377.

La Cour de Cassation elle aussi a subi l'influence de ces doctrines ; en 1857 elle a même semblé les consacrer¹ et, vingt-cinq ans plus tard, le ministère public n'a pas craint de s'en faire l'écho, sans succès d'ailleurs, en associant étroitement la solidarité à l'existence d'un lien d'intention ou d'intérêt entre les coauteurs, et en concluant à la Cassation parce que ce lien ne ressortait d'aucune constatation du jugement attaqué². Enfin tout récemment elle a proclamé en termes formels la nécessité de la faute commune : « Attendu, dit-elle, que si chacun des administrateurs actionnés en responsabilité peut être condamné à la réparation du préjudice total causé à la Société, s'il peut même l'être pour les fautes commises après qu'il a cessé ses fonctions, c'est à la condition d'une part, qu'il y ait faute commune et impossibilité de diviser la responsabilité, d'autre part qu'il soit constaté entre les fautes commises par les premiers et les derniers administrateurs, un enchaînement tel qu'on n'en puisse séparer les conséquences, c'est-à-dire que le préjudice résultant des deuxièmes fautes ait un lien direct et nécessaire avec les premières... Attendu, que non seulement l'arrêt attaqué n'a pas constaté la communauté de fautes par un lien nécessaire existant entre les agissements de tous les administrateurs, à quelque instant qu'ils aient été en fonctions, mais que de ces constatations résulte le caractère personnel des fautes commises par les administrateurs³... »

¹ Cass., 26 décembre 1857, D., 58, I, 143.

² Note sous Cass., 14 mars 1882, D., 83, I, 403.

³ Cass., 5 mai 1896, D., 97, I, 20; *Cpr.*, p. 67, note 4 et les réfè-

Malgré le nombre et l'autorité de ces arrêts, nous ne croyons pas cependant qu'ils représentent l'opinion dominante de la jurisprudence moderne. Les décisions en sens contraire sont en effet très nombreuses et formulées en termes trop nets pour laisser place au plus léger doute. Et même, cet arrêt de la Cour de Cassation, le seul d'ailleurs en ce sens depuis le milieu du siècle, n'est peut-être pas aussi concluant que le laisseraient supposer au premier abord les expressions dont il se sert ; il est intervenu en effet dans des circonstances où la cassation s'imposait pour des raisons d'équité et pour des motifs de droit. La Cour de Paris avait déclaré solidairement responsables de la ruine d'une Société tous ses administrateurs, et parmi eux, ceux qui n'étaient en fonctions que depuis peu, et ceux-là même qui étaient décédés avant la consommation complète de la ruine. Il était bien certain que les uns et les autres n'avaient pu concourir au dommage total, alors surtout que les juges du fait constataient l'aggravation du préjudice résultant des fautes commises par les administrateurs nommés après le décès des premiers ; les anciens administrateurs n'avaient pu contribuer à ce supplément de dommage, et inversement les nouveaux administrateurs ne pouvaient être déclarés responsables du préjudice existant avant leur entrée en fonctions. Ces derniers se trouvaient dans une situation analogue à celle prévue par l'article 396 du Code civil ; le second mari, cotuteur de l'enfant de

rences citées ; voir aussi Paris, 18 juillet 1895, D., 96. II, 78, la note et les références.

sa femme, n'est responsable solidairement avec elle que de la gestion postérieure au mariage ¹.

La Cour de Cassation le reconnaît en exigeant entre les fautes un enchaînement tel qu'on n'en puisse séparer les conséquences, c'est-à-dire que le préjudice résultant des deuxièmes fautes ait un lien direct et nécessaire avec les premières. Ce raisonnement est très exact, il devait suffire; et la Cour n'a sans doute pas pesé ses termes quand elle a exigé en outre une faute commune, un lien nécessaire entre les agissements des délinquants. D'ailleurs, les arrêts mêmes de la Cour suprême ne sont pas toujours rédigés d'une manière impeccable, et il ne convient pas d'attacher une importance excessive aux motifs d'une décision, équitable en fait, surtout lorsqu'elle présente un caractère manifestement exceptionnel.

Et c'est bien le cas ici; il existe de nombreux arrêts de la Cour de Cassation et de diverses Cours d'appel, qui, malgré l'absence de tout lien entre les délinquants, prononcent une condamnation au tout contre chacun d'eux, simplement parce qu'ils ont tous concouru à un même résultat dommageable.

Déjà en 1825, la Cour d'Aix ² avait donné cette solu-

¹ *Cpr.* Fromageot, *De la faute comme source de la responsabilité en Droit privé*, 1891, p. 169 et 170.

² Sous Requêtes, 11 juillet 1826, D., 26, I, 424. Il convient de rappeler, ainsi que nous le disions au début de ce chapitre, que les phases de l'évolution jurisprudentielle ne sont pas toujours nettement délimitées, et que l'on trouve fréquemment des arrêts disparates. L'arrêt de la Cour d'Aix est un de ceux-ci; bien qu'intervenu de très bonne heure, il se rattache à une idée qui ne se généralisa que beaucoup plus tard.

tion en basant la solidarité sur « la manière indivisible dont le dommage s'effectue ». Ce dommage provenait de l'accumulation des vapeurs délétères dégagées par diverses usines n'ayant pas de rapports entre elles et réunies dans un même voisinage par l'effet du hasard ; et la Cour déclara évident « que s'il n'existait qu'un moindre nombre de fabriques ou une seule, le dommage serait moins important et peut être nul ; que le dommage est augmenté ou même s'opère seulement par la réunion des vapeurs des différentes fabriques. »

Cependant cet arrêt n'est pas absolument probant, car, bien qu'il s'agisse évidemment dans l'espèce de faits indépendants, il a cherché à étayer sa condamnation solidaire sur la communauté d'action. Il s'efforce pour cela, contre toute vraisemblance d'établir un lien entre les actes accomplis : « Considérant, dit-il, que si par le résultat d'une faute particulière et *commune*, le fait de chacun des fabricants devenant le fait de tous et le fait de tous étant le fait de chacun, la réparation est due par tous et par chacun, *per totum et totaliter* », et plus loin, « Considérant que la solidarité est de droit dans les délits contre tous ceux qui même sans concert prémédité entre eux concourent à l'action ». C'est là une erreur ; dans l'espèce, les défendeurs n'avaient pas concouru à l'action, mais seulement au dommage.

On pourrait en dire autant d'un arrêt de la Cour de Cassation du 15 janvier 1878¹ qui, en prononçant la solidarité entre un capitaine coupable de n'avoir pas

¹ Cass., 15 janvier 1878, D., 78, I, 152.

amarré convenablement son navire et l'entrepreneur coupable d'avoir commencé le chargement sans avoir vérifié l'amarrage, a basé sa décision sur « la communauté de négligences et d'imprudences ». La pensée est peut être exacte, mais exprimée de cette manière, elle laisse place à quelques doutes. Nous ferons les mêmes réserves pour un arrêt de Cassation du 6 février 1883¹ qui condamna solidairement un huissier pour avoir pratiqué indûment une saisie exécution, et les gardiens des objets saisis pour avoir négligé de prévenir le propriétaire et de s'opposer à la vente, « attendu que par leur *coopération commune*, ils ont concouru au préjudice éprouvé par Dupré sans qu'il fût possible de déterminer la part de chacun d'eux. »

Tous ces arrêts, quoiqu'ils rentrent incontestablement dans notre groupe, étant relatifs à des personnes ne se connaissant même pas, coupables de fautes entièrement personnelles et indépendantes, attestent donc encore la survivance de l'idée subjective.

C'est seulement au cours de ces dix dernières années que la jurisprudence s'en est entièrement dégagée, pour adopter sans réserves le principe objectif. Cette dernière phrase de l'évolution remonte à deux décisions du 11 janvier 1892, par lesquelles la Cour de Cassation a consacré nettement le fondement nouveau.

La première est particulièrement caractéristique². Le 9 avril 1887, un abordage se produisait à l'entrée de la Gironde entre le *Durley*, bâtiment anglais et le vaisseau hollandais, *Sirius*. Le *Durley*, abordé, coulait à pic,

¹ Cass., 6 février 1883, D., 83, I, 451.

² Cassation, 11 juillet 1892, D., 94, I, 561.

tandis que l'abordeur subissait de graves avaries. Il n'y avait, bien évidemment, aucune entente entre les deux capitaines dont les fautes étaient très différentes, l'un ne s'étant pas écarté de la route suivie par l'abordeur, ainsi que le prescrit l'article 16 du règlement international du 1^{er} septembre 1884, et l'autre n'ayant pas ralenti sa vitesse, conformément à l'article 18 du même règlement. La Cour de Bordeaux, par un arrêt du 30 juillet 1888, condamna solidairement les deux capitaines à réparer le dommage causé aux chargeurs, en motivant ainsi son arrêt : « Attendu qu'il n'est plus contesté en jurisprudence que les coauteurs d'un quasi-délit, sont solidairement responsables de ses conséquences envers les victimes de ce quasi-délit; que cette solidarité résulte de la force des choses, c'est-à-dire de l'impossibilité de séparer dans l'imputabilité d'un fait unique des agents multiples qui y ont simultanément concouru, et qui y sont rattachés par les liens de cause à effet; que cette raison n'est pas une simple abstraction juridique; qu'elle est justifiée en droit positif, soit par le texte formel de l'article 55 du Code pénal, soit virtuellement par la règle générale de l'article 1382; qu'en outre la solidarité résulte, ainsi que l'enseigne Larombière, de l'indivisibilité dans le fait, auquel tous ont participé par une faute commune; le fait de chacun étant réputé le fait de tous, la responsabilité qui en découle, multiplie contre tous individuellement la responsabilité civile dont ils sont tenus chacun en vertu d'un engagement personnel; que l'action ouverte au profit de la victime dérive d'une cause ou d'un fait également indivisible, soit qu'il s'agisse de fautes con-

jointes, mais inégales, soit qu'il s'agisse de faute unique ; qu'il ne pourrait en être autrement, que si les fautes pouvaient être séparées en des quasi-délits distincts et reconnaissables, quoique simultanés ; qu'il y aurait alors connexité, mais non communauté de fautes et par suite de responsabilités ; qu'enfin, dans la matière spéciale de l'abordage, loin de contrarier la doctrine de la solidarité, le législateur la confirme dans le paragraphe trois, de l'article 407 du Code de Commerce, où, dans le cas d'abordage douteux, il présume la faute commune des deux navires et édicte que le dommage sera supporté à frais communs. Attendu au surplus et dans l'espèce qu'il est impossible de déterminer l'influence que les fautes respectives des capitaines ont pu exercer sur l'accident, encore qu'il soit certain qu'elles n'aient pas la même gravité ; qu'il n'est pas invraisemblable d'admettre que, si le *Sirius* avait ralenti à temps la vitesse, l'abordage aurait pu être évité, ou tout au moins atténué dans ses conséquences. »

On le voit, cet arrêt, tout en se rattachant au fondement objectif, conserve encore des traces de l'ancienne idée. Il y est encore question de faute commune, de concours simultané ; il y est même fait allusion à l'article 55 du Code pénal. C'est dans ces conditions que la Cour de Cassation fut appelée à statuer ; elle rejeta le pourvoi, mais les motifs qu'elle adopta prennent, à raison des circonstances, où ils intervinrent, une importance toute particulière. « Attendu, dit la Cour, qu'en vertu des principes sur les engagements qui se forment sans convention, la réparation d'un fait dommageable, survenu par la faute de deux ou plusieurs personnes, doit

être ordonnée pour le tout, contre chacune au profit de la partie lésée, lorsqu'il y a entre chaque faute et la totalité du dommage une relation directe et nécessaire ; que tel était le cas dans l'espèce, puisque l'arrêt attaqué déclare qu'il est impossible de déterminer l'influence que les fautes des deux capitaines ont pu exercer sur l'accident, et qu'il n'est pas invraisemblable d'admettre que, si le *Sirius*, avait ralenti à temps sa vitesse, l'abordage aurait pu être évité ou tout au moins atténué dans ses conséquences ;.... que l'inégalité des fautes commises ne fait pas que chacune d'elles, prise séparément, n'ait pu produire tout le dommage. »

Ainsi, la Cour suprême, répudiant toute considération tirée de la communauté de faute, du concours des délinquants, s'approprie en les précisant, les seuls motifs inspirés directement par l'idée objective de dommage causé pour le tout par chacun, et que la Cour de Bordeaux avait rejetés au dernier plan de son argumentation.

Le même jour, la Cour de Cassation repoussait un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Alger du 15 mars 1890, dans une espèce et pour des motifs analogues ; il s'agissait ici encore d'un abordage entre deux transatlantiques et la Cour déclara que « d'après les principes du droit commun, quand il y a participation de plusieurs à un fait dommageable, la réparation doit en être ordonnée pour le tout contre chacun, s'il est impossible de déterminer la proportion dans laquelle chaque faute a concouru à produire le dommage subi par la partie lésée¹ ».

¹ Cass., 11 juillet 1892, D., 94, I, 513.

On rencontre la même solution dans deux arrêts du 8 juillet 1895¹ et du 10 novembre 1897². Dans cette dernière espèce, la Banque de France trompée par les manœuvres de trois individus, avait consenti imprudemment au transfert de valeurs appartenant à un mineur sur la seule réquisition du père administrateur légal, pourvu d'un conseil judiciaire, et non assisté de ce conseil. La Cour de Paris³ condamna solidairement le père, les deux intermédiaires et la Banque, bien que la faute de cette dernière eût été très différente et qu'il ne pût en ce qui la concernait être question de concert. La Cour de Cassation dans son arrêt constata parfaitement cette distinction de fautes et réserva des motifs différents pour chacune de ces deux situations : « Attendu, dit-elle, qu'il résulte des constatations des juges du fond, que le préjudice dont de Golstein fils a été victime, a été le résultat, d'une part de l'imprudence de la Banque de France et, d'autre part du concert frauduleux organisé par Pellorce, Roger et de Golstein père, concert frauduleux qui n'aurait pu aboutir sans l'imprudence de la Banque de France ; et, en outre, qu'il est impossible de déterminer la part exacte de chacun d'eux dans le dommage éprouvé par de Golstein fils.... Rejette. »

Pareillement encore, dans l'arrêt du 24 janvier 1898⁴ on trouve une condamnation solidaire basée sur « l'impossibilité de distinguer la part de responsabilité in-

¹ Cass., 8 juillet 1895, D., 96, I, 85.

² Cass., 10 novembre 1897, D., 98, I, 310.

³ Paris, 21 février 1896, D., 96, II, 190.

⁴ Cass., 24 janvier 1898, D., 99, I, 109.

combant à chacun », et dans les arrêts du 14 février 1898¹ et du 31 janvier 1899² des applications du même principe.

Beaucoup de Cours d'appel ont rendu des décisions dans le même sens. La Cour d'Aix a, par trois arrêts successifs, prononcé des condamnations au tout contre chacun des exploitants de maisons de tolérance qui, par leur réunion fortuite concourent à causer un même dommage, à raison de l'impossibilité « non seulement d'assigner à chacun une part distincte, mais encore de considérer l'un plutôt que l'autre comme auteur du dommage³ ». La Cour de Caen a jugé de même dans un cas d'accident occasionné par un taureau échappé, et résultant de l'imprudence de son conducteur et de la faute de la Compagnie de chemins de fer qui avait placé un train de bestiaux dans un endroit dangereux, car, bien que les fautes aient été « parfaitement distinctes, il n'en est pas moins certain qu'il a fallu leur concours pour produire un fait unique, c'est-à-dire l'accident⁴ ». Enfin dernièrement les Cours de Douai⁵ et de Rouen⁶ viennent d'adopter le même système.

En définitive, la jurisprudence⁷ nous semble donc

¹ Cass., 14 février 1898, D., 1900, I, 73.

² Cass., 31 janvier 1899, D., 99, I, 300. Cet arrêt refuse de prononcer la solidarité, mais uniquement parce qu'il était reconnu que chaque faute n'avait pu causer tout le dommage.

³ Aix, 14 août 1861, D., 62, II, 156; 11 janvier 1873, D., 74, II, 68; 19 septembre 1878, D., 79, II, 219.

⁴ Caen, 5 mars 1894, D., 95, II, 329.

⁵ Douai, 25 janvier 1897, D., 97, II, 319.

⁶ Rouen, 16 janvier 1895, D., 1900, I, 41.

⁷ La jurisprudence belge est dans le même sens. Voir sur ce point note de M. Levillain, D., 94, I, 513.

admettre aujourd'hui la solidarité indépendamment de tout concert entre les délinquants, alors qu'il s'agit de faits personnels à chacun d'eux, et placer le fondement de cette responsabilité solidaire non plus dans l'élément subjectif de l'intention ou de l'action commune, mais dans l'idée objective du rapport entre les fautes et le préjudice total. Autrement dit, elle reconnaît possible une condamnation pour le tout lorsque les deux conditions suivantes se trouvent réunies :

1° Il faut évidemment que chaque acte accompli ait concouru au même dommage. Puisque par hypothèse il n'y a ici aucun rapport dans les causes, aucun lien intentionnel, il faut au moins qu'il y ait communauté de résultat. C'est par application de ce principe que la Cour suprême, le 6 avril 1898, a cassé un arrêt de la Cour de Paris qui avait prononcé une condamnation solidaire, sans relever contre l'un des prétendus co-auteurs « aucun fait qui, constituant un délit ou un quasi-délit, le rattache à l'autre ¹ ».

2° Mais il ne suffit pas qu'il y ait communauté de résultat, il faut encore qu'il y ait « entre chaque faute et la totalité du dommage une relation directe et nécessaire ² », c'est-à-dire que « chacune des fautes ait été la cause directe et nécessaire de l'entier préjudice ³ ». D'autres arrêts, et c'est le plus grand nombre, exigent que le dommage soit indivisible ⁴ ou qu'il soit impossi-

¹ Cassation, 6 avril 1898, D., 98, I, 365; *Cpr.* Cass., 17 janvier 1873, D., 74, I, 501.

² Cassation, 11 juillet 1892, D., 94, I, 561.

³ Cassation, 8 juillet 1895, D., 96, I, 85.

⁴ Aix, 14 mai 1825, D., 26, I, 424; Cass., 3 mai 1827, S., 27, I,

ble de le répartir entre les délinquants¹. Parfois même ces diverses formules se trouvent réunies dans une même décision, expliquées les unes par les autres, et montrant ainsi qu'elles se rattachent bien à la même idée. Par exemple la Cour de Cassation a jugé qu'il y avait lieu à solidarité entre les délinquants, lorsque « par un ensemble de fautes dont le résultat est indivisible, ils ont tous contribué sans qu'il soit possible de déterminer la part de chacun d'eux, à amener le fait dommageable² ».

Quoi qu'il en soit, cette condition comme la précédente est nécessaire, et, pour que les juges puissent prononcer une condamnation solidaire, il faut qu'ils aient constaté la relation entre la faute de chaque délinquant et le dommage total; il faut, pour employer les expressions d'un arrêt, « que la faute soit dans de telles conditions d'indivisibilité que toute répartition soit impossible entre ceux qui l'ont commise³ ». Et, par application de ce principe la Cour suprême a cassé un arrêt

435; Cass., 8 nov. 1836, D., 36, I, 411; Cass., 4 mai 1859, D., 59, I, 314; Cass., 14 août 1867, D., *Suppl.*, V^o *Respons.*, n^o 36; Cass., 16 mai 1892, D., 92, I, 348; Cass., 15 juillet 1895, D., 96, I, 31; Cass., 31 mars 1896, D., 97, I, 21.

¹ Cass., 11 juillet 1826, D., 26, I, 424; Caen, 23 mai 1873, D., 75, II, 41; Aix, 11 janvier 1873, D., 74, II, 68; Angers, 10 mars 1875, D., 76, II, 14; Cass., 12 février 1879, D., 79, I, 281; Cass., 6 février 1883, D., 83, I, 451; Cass., 22 juillet 1892, D., 92, I, 335; Cass., 11 juillet 1892, D., 94, I, 310; Douai, 4 mai 1891, D., 93, II, 39; Cass., 15 juillet 1895, D., 96, I, 31; Cass., 31 mars 1896, D., 97, I, 21; Cass., 10 novembre 1897, D., 98, I, 310; Cass., 24 janvier 1898, D., 99, I, 109.

² Cass., 31 mars 1896, D., 97, I, 21.

³ Cass., 15 juillet 1895, D., 96, I, 31.

pour cette raison « que non seulement il n'établissait pas cette impossibilité, mais que, des termes par lui employés, il résultait qu'il avait considéré la responsabilité comme pouvant être divisée et proportionnée à la part que chacun des coauteurs avait prise à la faute commune¹ ».

Quand ces conditions se trouveront-elles remplies? Quand pourra-t-on dire qu'il y a concours de fautes à un même dommage et rapport entre chacune d'elles et la totalité de ce dommage? C'est là une question de fait laissée à l'appréciation des Tribunaux qui, d'une manière très générale, sont juges souverains de l'existence et de l'importance du préjudice causé par un acte ou une omission quelconques²; et, dans le cas particulier qui nous occupe, la Cour de Cassation a décidé que les juges du fond « peuvent, dès l'instant qu'ils se déclarent à même de préciser par une appréciation souveraine des faits la part prise par chacun dans l'acte dommageable, déterminer la proportion dans laquelle ils sont tenus solidairement de le réparer³. »

On s'explique, dès lors, que les solutions de la jurisprudence ne soient pas très harmoniques, car des

¹ Cass., 15 juillet 1895, D., 96, I, 31. — Dans le même sens voir Cass., 31 janvier 99, D., 99, I, 301. Dans ce dernier arrêt la Cour confirme une décision de la Cour de Grenoble qui avait prononcé une condamnation divisée, parce qu'elle avait constaté qu'un des défendeurs « n'était pas responsable de la totalité du préjudice. »

² Larombière, *Théorie et pratique des Obligations*, t. V, p. 686; Fromageot, *De la faute comme source de la Responsabilité en droit privé*, p. 50; Note dans D., 1870, I, 177.

³ Cass., 26 avril 1894, D., 94, I, 496. Voir dans le même sens Cass., 12 février 79, D., 79, I, 281; Cass., 10 novembre 97, D., 98, I, 310; Cpr., Cass. 31 janvier 1899, D., 99, I, 301.

appréciations de fait sont choses essentiellement variables. Voici, par exemple, un propriétaire qui se plaint du dommage causé à sa vigne ou à ses plantations par les exhalaisons de vapeurs délétères provenant de manufactures voisines. Est-il possible de déterminer la part revenant à chacune dans le préjudice ? La Cour d'Aix, en 1825¹ ne l'avait pas pensé : « il est évident, dit-elle, que s'il n'existait qu'un moindre nombre de fabriques ou une seule, le dommage serait moins important et peut-être nul ; que le dommage est augmenté ou même s'opère seulement par la réunion des vapeurs de différentes fabriques ». Au contraire, dans des espèces très analogues, le Tribunal d'Amiens en 1864² et la Cour de Nîmes en 1895³ ont donné des solutions opposées, estimant que « la responsabilité ayant été déclarée divisible par les experts² », et « le départ des causes de dommages et la quotité de ceux-ci ayant été fixés d'une manière distincte à l'égard de chacun des défendeurs, il n'y avait pas lieu de reconnaître entre ceux-ci une obligation collective et, par suite, de prononcer une condamnation *in solidum*³. »

Mais, si les Tribunaux ont toute liberté pour apprécier l'influence de la faute sur le dommage, cette appréciation une fois faite, ils sont liés par elle. Les deux conditions que nous avons indiquées comme

¹ Aix, 14 mai 1825, D., 1826, I, 424.

² Tribunal civil d'Amiens, 24 février 1864, rapporté par Sourdât, *Traité de la Responsabilité*, t. I, p. 711.

³ Nîmes, 30 avril 1895, D., 95, II, 335; *Cpr.* Toulouse, 20 juillet 1896, D., 97, I, 542; Limoges, 14 décembre 1900, D., 1901, II, 377.

nécessaires sont aussi suffisantes pour qu'il y ait solidarité, et leur réunion constatée par les juges du fond entraînera pour eux l'obligation de prononcer contre chaque coauteur du quasi-délit une condamnation pour le tout. La jurisprudence de la Cour de Cassation qui pouvait paraître autrefois hésitante, est aujourd'hui bien fixée sur ce point. Au lieu de ces expressions facultatives, « la solidarité *peut* être prononcée » qui se trouvent dans d'anciens arrêts¹, on ne rencontre plus dans les décisions de ces dix dernières années que ces termes impératifs : « la solidarité *doit* être prononcée » ; « elle résulte de la force des choses² ».

Ces conditions sont encore suffisantes en ce sens que, d'après la jurisprudence, il n'est pas nécessaire que les délinquants aient commis des fautes de même gravité et supportent des parts égales dans la réparation du préjudice. Il se peut très bien que les fautes de chacun aient suffi individuellement à causer l'entier dommage, tout en étant subjectivement très différentes. Rien ne s'oppose même à ce qu'une répartition inégale de la somme à payer soit opérée entre les divers délinquants ; « un semblable règlement n'affectant que les rapports des codébiteurs entre

¹ Voyez notamment Cass., 8 novembre 1836, D., 36, I, 411 ; Cass., 14 août 1867, D., *Supplément*, *Nº Responsabilité*, n. 36 ; Cass., 22 août 1865, D., 65, I, 358. Dans ce dernier arrêt la Cour décide même que le juge peut s'abstenir de prononcer la solidarité, lorsqu'elle ne présente plus d'intérêt pour la partie lésée, désintéressée par voie de compensation.

² Cass., 11 juillet 1892, D., 94, I, 561 ; Cass., 31 mars 96, D., 97, I, 21 ; *Cpr.* Cass., 29 novembre 1852, D., 53, I, 49 ; Aix, 11 janvier 1873, D., 74, II, 68 ; Caen, 23 mai 1873, D., 75, II, 41 ; Tribunal com. Seine, 5 octobre 1892, *Gaz.*, *Pal.*, 92, II, 455.

eux et ne fractionnant pas la dette au regard du créancier, n'a rien de contraire aux principes de la solidarité¹. »

Telle est dans son ensemble et envisagée au triple point de vue de son étendue, de son fondement et de ses conditions d'application, la jurisprudence relative à notre sujet. De cet exposé il résulte qu'elle a subi au cours du siècle une triple évolution.

Au point de vue de son étendue, nous avons constaté que cette jurisprudence a été sans cesse en élargissant son champ d'application. Après avoir admis tout d'abord, et non sans quelques hésitations, la solidarité en matière de véritables délits civils, accomplis avec l'intention commune de nuire, et l'avoir à l'origine limitée à ce seul cas, elle l'étendit sans trop de peine quelques années plus tard aux quasi-délits, tout au moins lorsqu'il lui parut possible de relever entre les délinquants, à défaut d'intention commune une certaine entente, une certaine communauté d'action. Enfin, malgré des résistances bien vives et qui ne sont pas encore éteintes aujourd'hui, elle semble avoir franchi définitivement la dernière étape et admettre en principe la possibilité pour les Tribunaux de prononcer une condamnation solidaire contre des délinquants

¹ Cass., 14 février 1898, D., 1900, I, 73. Voir dans le même sens, Cass., 11 juillet 1892, D., 94, I, 561; Orléans, 21 février 1896, D., 99, I, 109; Nancy, 7 mars 1874, D., 74, II, 184; Cass., 10 janvier 1849, S., 49, I, 190.

coupables, non plus d'un délit intentionnel, non plus même d'un simple quasi-délict commun, mais de fautes absolument indépendantes et personnelles à chacun d'eux, lorsqu'elles ont concouru à un même résultat dommageable. Après avoir exigé la communauté d'intention, puis la communauté d'action ou de volonté, elle se contente aujourd'hui de la simple communauté de résultat. A ce point de vue, l'évolution de la jurisprudence est donc complète.

Au point de vue de son fondement, la transformation qu'elle a subie n'a pas été beaucoup moins profonde. Partie d'une idée complètement subjective, procédant au début par voie d'extension de l'article 55 du Code pénal, elle semble aujourd'hui s'écarter de plus en plus de cette base originaire. Nous avons vu qu'elle admit vers le milieu du siècle, accessoirement d'abord, l'idée objective d'indivisibilité du dommage causé par la faute de chacun ; aujourd'hui cette idée lui paraît un fondement suffisant pour lui permettre, sans autres motifs, de prononcer une condamnation solidaire. Sur ce point toutefois l'évolution n'est pas complète, et beaucoup d'arrêts témoignent d'une secrète préférence pour le criterium primitif¹ ; mais il est vraisemblable de supposer que la jurisprudence fera bientôt le dernier pas, en rejetant franchement toutes les considérations sub-

¹ C'est si vrai que tout récemment M. l'avocat général Desjardins a pu, devant la Cour de Cassation, s'exprimer ainsi : « La jurisprudence étend la règle posée par l'article 55 du Code pénal, et l'on a pu faire observer, pour justifier cette extension, qu'il y avait lieu d'imposer aux différents débiteurs la responsabilité pour le tout, chacune des personnes qui ont participé à ce fait dommageable ayant causé le dommage pour le tout. » Voir D., 97, I, 19.

jectives, dont elle proclame déjà, ainsi que nous l'avons vu, l'insuffisance comme fondement¹.

Ce changement de base devait entraîner nécessairement une modification dans le rôle du juge. Au lieu de s'appliquer à découvrir l'intention des délinquants, le lien qui peut les unir, recherche souvent difficile, il lui suffit d'envisager chaque acte isolément, dans ses rapports avec le dommage. Si ce rapport existe et s'il apparaît au juge que chaque faute a été de nature à causer le préjudice entier, la condamnation au tout doit être prononcée. La solidarité devient ainsi la conséquence nécessaire et obligatoire d'une constatation de fait, au lieu d'être, comme sous l'empire de l'ancien fondement une sanction laissée à l'appréciation des juges ; et il y aurait violation de l'article 1382 du Code civil si, le dommage étant reconnu indivisible, elle n'était pas prononcée. Le rôle du juge se trouve simplifié et le contrôle de la Cour suprême rendu plus efficace et plus facile.

¹ Cass., 15 juillet 1895, D., 1896, I, 31.

CHAPITRE II

RECHERCHE D'UN FONDEMENT JURIDIQUE CONSÉQUENCES DE CE FONDEMENT

Que faut-il penser de cette jurisprudence ? Est-il possible d'étayer sur une base juridique le principe posé par elle de la responsabilité pour le tout de chacun des coauteurs d'un même délit ou quasi-délit civil ? Et si cette base existe, peut-elle permettre d'accepter cette jurisprudence dans toute son étendue ?

Cette dernière question paraît avoir été presque totalement négligée par les auteurs ; quant à la première, elle a été au contraire l'objet de nombreuses et vives discussions dont la jurisprudence elle-même s'est fait parfois l'écho.

Nous avons vu qu'au point de vue de l'équité, il est aisé de justifier le principe d'une condamnation au tout ; nous avons aussi constaté que le droit romain et notre ancien droit avaient admis ce principe et que la plupart des législations modernes l'avaient consacré dans leurs Codes. Mais quelques auteurs¹ ont prétendu qu'il n'en saurait être de même dans notre droit moderne, à

¹ Duranton, *Cours de Droit français suivant le Code civil*, 4^e édit., t. II, n^o 194. Toullier, *Droit civil français*, 6^e édit., t. VI, n^{os} 130 et s.

raison du texte formel de l'article 1202 du Code civil : « La solidarité ne se présume pas ; il faut qu'elle soit expressément stipulée. Cette règle ne cesse que dans le cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi. » Or, aucune stipulation ne pouvant se supposer de la part de la victime d'un délit ; aucune loi n'ayant statué pour cette hypothèse, il s'ensuit que la solidarité lui est inapplicable. C'est l'argument que nous avons déjà rencontré dans quelques arrêts.

Cependant, ni les auteurs, ni la jurisprudence ne se sont laissé arrêter par lui, et la discussion aujourd'hui paraît définitivement close. Nous nous bornerons à rappeler brièvement les raisons qui ont fait écarter cet argument de texte, la question n'offrant plus qu'un intérêt rétrospectif.

On a d'abord fait remarquer avec raison que cet article, par la place qu'il occupe au livre III, titre III du Code civil, sous la rubrique : Des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général, reste étranger à la matière des délits ; comme l'écrit Larombière, « il est bien évident que l'article 1202, en disant que la solidarité doit être expressément stipulée, indique suffisamment qu'il n'est applicable qu'à la solidarité conventionnelle et non aux engagements qui se forment sans convention¹ ». On doit être plus rigoureux pour le contractant qui a eu le tort de n'en pas faire une condition expresse du contrat que pour la victime d'un

¹ Larombière, *Théorie des Obligations*, t. II, art. 1202, n° 22 ; *Cpr.* Sourdat, *Traité de la Responsabilité*, t. I, n° 475 ; Aix, 14 mai 1825, D., 1826, I. 424 ; S., 27, I, 236 ; Cass., 29 février 1836, D., 36, I, 131.

délit qui aurait probablement, si elle l'avait pu, stipulé la solidarité et en faveur de qui on peut la sous-entendre.

L'article 1202, d'autre part, indique dans son deuxième paragraphe une exception à la règle formulée par le premier : « Cette règle cesse dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit en vertu d'une disposition de la loi. » Or, on peut soutenir et on a soutenu qu'il existe des textes établissant la solidarité en matière de délits ou de quasi-délits civils. S'il en est ainsi, l'argument tiré de l'article 1202 disparaît. Et même, pour certains auteurs¹, il ne serait pas besoin d'un texte formel, le deuxième alinéa admettant en effet la solidarité légale dans tous les cas où elle résulte d'une disposition de la loi, sans exiger que cette disposition soit expresse.

Enfin, en supposant que l'article 1202 ne soit pas spécial aux contrats et qu'aucun texte ne permette, en ce qui concerne les délits et les quasi-délits d'échapper à la prohibition qu'il édicte, il ne s'ensuivrait pas qu'il fasse obstacle au principe même de l'obligation au tout. Il ne vise que la véritable solidarité et nullement l'obligation *in solidum* ; comme le remarque M. Boistel, on comprend que le législateur soit sévère pour admettre la solidarité proprement dite emportant la représentation réciproque des codébiteurs ; mais il n'est pas légitime d'appliquer cette exigence de stipulation expresse à la simple obligation *in solidum*. Il ne faut

¹ Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, p. 22, note 13.

pas étendre l'article 1202 en dehors de la matière pour laquelle il a été écrit¹.

Il ne convient donc pas d'attacher trop d'importance à cet argument de texte. Quel que soit le point de vue auquel on se place, il n'y a pas là un obstacle sérieux, à condition, toutefois, que l'on puisse trouver dans notre droit actuel un fondement juridique à l'obligation au tout en matière de délits ou de quasi-délits civils. Si considérable, en effet, que soit l'autorité du droit romain et de notre ancien droit, ils ne sauraient constituer une base suffisante depuis que l'article 7 de la loi du 30 ventôse an XII leur a enlevé force de loi².

Ce fondement juridique, la jurisprudence l'a cherché, ainsi que nous l'avons vu, dans deux idées bien différentes :

1° Une idée subjective en raisonnant par analogie de l'article 55 du Code pénal ;

2° Une idée objective appuyée sur l'article 1382 du Code civil.

Nous allons examiner ces deux idées, puis l'une d'elles adoptée pour base, nous rechercherons les conséquences logiques qu'il en faut déduire en ce qui concerne son étendue et ses conditions d'application, comparées à celles du système édifié par la jurisprudence.

Nous ne parlerons que pour mémoire de deux autres arguments que l'on rencontre chez quelques auteurs ou dans les arrêts :

1° Un argument d'analogie tiré de l'article 1734 du

Note sous un arrêt de Cass. du 12 février 1879, D., 79, I, 281.

² Toullier, *op. cit.*, t. VI, n° 150; Laurent, *Principes de Droit civil*, t. XVII, n° 320.

Code civil ¹. Il est aujourd'hui sans intérêt, la loi du 5 janvier 1883 ayant supprimé la solidarité qu'édicte l'ancien texte entre les locataires d'un immeuble incendié ;

2° Un argument *a fortiori* tiré de l'article 2002 du Code civil : « Attendu, dit un arrêt, que cette solidarité (entre codélinquants) est conforme aux principes du droit ; car, puisqu'un mandataire qui a fait volontairement des avances dans l'intérêt de plusieurs mandants et pour une affaire commune à ceux-ci, peut les rapporter solidairement contre eux, à plus forte raison, celui qui, malgré lui, éprouve un dommage, doit-il pouvoir en demander solidairement la réparation contre les personnes qui l'ont conjointement occasionné ². » Mais, est-il possible, même en admettant l'identité de la responsabilité délictuelle et contractuelle, d'étendre à notre matière un texte qui n'est applicable ni aux mandataires conjoints à raison de l'article 1995 ³, ni, dans l'opinion dominante, aux déposants, aux dépositaires et aux gérants d'affaires conjoints ⁴, et alors que d'une manière générale la jurisprudence refuse d'admettre la solidarité en matière de quasi-contrats ⁵ ? Cet argument, d'ailleurs, n'a jamais, croyons-nous, été reproduit.

¹ Larombière, *op. cit.*, t. II, art. 1202, n° 22 ; Delvincourt, *Cours de Code civil*, t. III, p. 633.

² Aix, 14 mai 1825, D., 26, I, 424.

³ Tout au moins lorsqu'il s'agit de mandataires constitués par un même acte. Rodière, n°s 53 et 214-215 ; Demolombe, n° 253 ; Aubry et Rau, t. III, 413.

⁴ Rodière, n° 219 ; Demolombe, n° 254 et suiv. ; Duranton, t. XI, n°s 199, 204 et 205 ; Larombière, t. II, art. 1202, n° 12.

⁵ Cass., 22 juin 1824, Dalloz, *Répertoire*, V° *Effets de commerce*,

SECTION I

Point de vue subjectif.

A ce point de vue, ce n'est pas le rapport entre le fait de chacun et le dommage total que l'on envisage, c'est le lien subjectif unissant les délinquants dans une même intention ou dans une même action. C'est de la communauté de faute que découle la solidarité, et de même que l'article 55 du Code pénal s'applique non seulement au coauteur, mais encore au complice d'un crime ou d'un délit ¹, de même la solidarité s'étendra à tous ceux qui ont participé à l'acte dommageable envisagé en lui-même, abstraction faite de ses conséquences.

Pénétrée de cette conception subjective qui, comme nous l'avons vu, domine toute son œuvre, convaincue que c'est dans la « volonté commune des délinquants que prend sa source la solidarité prononcée contre eux ² », la jurisprudence n'a pas craint dès lors de s'appuyer sur un texte pénal qui, lui aussi, nécessite pour son application une recherche subjective de culpabilité.

Quelques auteurs ont partagé cette manière de voir. Pour Merlin, « il y a la même volonté de nuire, la

n° 265; Cass., 21 décembre 1853, D., 1854, I, 170; Dalloz, *Supplément*, V° *Obligations*, n° 598. — *Cpr.* Laurent, t. XVII, n° 320.

¹ Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. II, n° 39, b.

² Cass., 3 décembre 1836, D., *Répertoire*, V° *Responsabilité*, n° 72; Toullier, *op. cit.*, t. VI, n° 151.

même malignité dans les faits de dol et de fraude pour lesquels la loi n'accorde qu'une action civile, que dans les faits de dol et de fraude que la loi punit soit de peines afflictives ou infamantes, soit de peines correctionnelles. Donc, c'est par un principe commun aux uns et aux autres que l'article 55 du Code pénal déclare solidaires les dommages-intérêts qui sont dus à raison de ceux-ci ¹ ». Larombière, lui aussi, a prêté à cet argument l'appui de son autorité : « La solidarité, dit-il, n'existe pas seulement de plein droit en matière de crimes et de délits aux termes de l'article 55 du Code pénal ; elle existe aussi en matière de simples délits civils ou de quasi-délits ² ». Zacchariæ, enfin, ne semble pas très éloigné d'admettre l'extension de ce texte à la matière des délits civils proprement dits, quand il déclare que « le principe de l'article 55 du Code civil ne paraît pas devoir être étendu à toutes les obligations qui naissent d'un quasi-délit ³ ».

L'argument en définitive est celui-ci : L'article 55 du Code pénal peut être étendu de la matière des délits pénaux à celle des délits civils. Il n'y a la plupart du temps qu'une différence de noms entre ces deux catégories de délits, et il ne serait pas juste que la victime fût plus durement traitée, parce que la loi répressive n'a pas prévu le fait, alors que ce fait est commis avec la même intention de nuire ou la même communauté

¹ Merlin, *Questions de droit*, V^o Solidarité, § XI, *in fine*. Cpr. Marcadé, p. 471.

² Larombière, *op. cit.*, t. II, art. 1202, n^o 22.

³ Zacchariæ, *le Droit civil français* annoté et rétabli par Massé et Vergé, t. III, p. 348, § 526, note 5.

d'agissements. L'article 55 n'est que l'application d'un principe très général à un cas particulier ; il faut le sous-entendre dans les cas analogues.

Il est aisé dès le premier abord de voir que ce raisonnement pêche par la base : l'argument d'analogie n'est pas admissible quand il écarte du droit commun. Mieux vaudrait ici raisonner *a contrario*, ce qui nous ramènerait au droit commun de la divisibilité des obligations¹.

Ce texte d'autre part est un texte de droit pénal², basé sur des considérations d'ordre public³, et comme tel doit être interprété strictement⁴. Il se trouve en effet dans le livre premier de ce Code qui traite des peines en matière criminelle et correctionnelle, et dans le chapitre III de ce livre qui a spécialement pour rubrique : « Des peines ou autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits. » Il édicte en outre la solidarité pour le paiement des amendes. Comment, dans ces conditions étendre un texte aussi essentiellement pénal à des matières de droit civil, alors surtout que la plupart des auteurs⁵ refusent de l'appliquer à la

¹ Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, 6^e édition, t. I, n° 102, 1^o ; Aubry et Rau, 5^e édition, t. I, § 40, 2^o, p. 196.

² Laurent, t. XVII, n° 320 : « La disposition de l'article 55, dit cet auteur, a certainement un caractère pénal. »

³ Demolombe, *Traité des contrats*, t. III, p. 190, n° 248.

⁴ Aubry et Rau, *op. cit.*, t. I, § 40, 1^o, p. 196.

⁵ Demolombe, *op. cit.*, n° 265 ; Toullier, *op. cit.*, n° 151 ; Sourdat, *op. cit.* t. I, n° 145 ; Rauter, *Droit criminel*, t. I, n° 173 ; Chauveau, et Hélie, t. I, n° 263 ; Carnot, t. I, p. 192, n° 2 ; Garraud, *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*, t. II, n° 39, a. — Contra Duranton, t. II, n° 194 ; Blanche, *Etude sur le Code pénal*, t. I, n° 438. Ce dernier auteur cite à l'appui de son dire ces paroles de

matière des contraventions? C'est, déclarent-ils, un texte exclusivement spécial aux crimes et aux délits que le législateur vient de définir dans l'article premier du Code pénal. Ce n'est qu'au livre IV qu'il est traité des contraventions et des peines qu'elles entraînent; il s'y trouve des dispositions semblables à celles des articles 52, 53 et 54 en ce qui concerne la contrainte par corps: ce sont celles des articles 467, 468 et 469; aucune ne rappelle l'article 55 relativement à la solidarité. C'est une preuve que le législateur n'a pas voulu la prononcer en cas de contraventions.

La jurisprudence sur ce point est aujourd'hui dans le même sens¹.

Elle jugeait même autrefois que l'article 55 du Code pénal ne s'appliquait pas aux contraventions-délits².

L'argument nous paraît péremptoire et, nous ne croyons pas *a fortiori* que l'article 55 puisse s'étendre aux délits ou quasi-délits civils.

Et d'ailleurs à quelles contradictions la jurisprudence n'est-elle pas arrivée quand elle a voulu admettre cette extension? Qu'on lise ce texte: « Tous les indivi-

l'avocat général Mourre relativement à un arrêt de Cassation du 7 janvier 1830: « Le principe contenu dans l'article 55 du Code pénal est un principe de droit commun qui s'applique aux contraventions ainsi que la Cour l'a plusieurs fois décidé. »

¹ Cass., 12 mai 1849, D., 49, I, 177; 24 mai 1855, D., 55, I, 219; 17 janvier 1873, D., 74, I, 501; 11 juillet 1873, D., 73, I, 323; 10 juillet 1875, 9 mai 1885, 20 novembre 1885, D., *Supplément V^e Peine*, n^o 747.

² Cass., 3 avril 1869, D., 69, I, 529; Rouen, 12 décembre 1872, D., 73, I, 393. Aujourd'hui la jurisprudence décide au contraire qu'en ce cas il y a lieu à solidarité; Cass., 5 décembre 1872, D., 72, I, 432; 30 juillet 1887, D., 87, I, 509.

des condamnés pour un même crime ou pour un même délit seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais. » Il résulte de ces termes impératifs que non seulement la condamnation solidaire est obligatoire pour le juge, mais encore qu'elle a lieu de plein droit. Point n'est besoin que le juge la prononce, elle est prononcée d'avance par la loi¹. Voilà un caractère tout particulier de la solidarité édictée par l'article 55 du Code pénal, et que la jurisprudence n'a pas osé transporter en matière civile ; précisément en effet lorsqu'elle la fait découler de ce texte, elle autorise le juge à la prononcer ou non suivant les circonstances et lorsqu'il omet de le faire, cette solidarité ne saurait exister de plein droit². Et pourtant, n'aurait-il pas été logique, dès l'instant qu'elle appliquait le même article aux délits civils, d'en déduire les mêmes conséquences et de déclarer tout au moins que la condamnation solidaire dans ce cas est obligatoire pour le juge. Mais tout n'est que contradiction en cette matière dans la jurisprudence. Pareillement, elle n'admet pas de la part d'un condamné pour crime ou délit au sens pénal, soit un appel en garantie tendant à amener devant la juridiction répressive ou civile chargée de statuer sur son propre cas ceux qu'ils prétend être les coauteurs du délit, soit un recours formé contre eux par voie prin-

¹ Sourdat, *op. cit.*, t. I, n° 489 ; Garraud, *op. cit.*, t. II, n° 40 et Blanche t. I, n° 428 ; Cass., 7 juillet 1827, D., 27, I, 298 ; 1^{er} août 1866, S., 66, I, 396 ; 19 février 1867, S., 67, I, 172 ; 15 janvier 1878 : D., 78, I, 152.

² Blanche, t. I, n° 529.

cipale devant les juridictions civiles pour les faire condamner à supporter avec lui les dommages-intérêts alloués à la victime en réparation du préjudice qu'elle a subi¹. La Cour de Cassation, dans un arrêt du 31 juillet 1878, a déclaré d'ordre public ce principe basé sur la loi et la bonne justice². Et, par application de ce même principe, la Cour de Montpellier a jugé qu'un marchand condamné correctionnellement pour sophistication de vins, n'est pas fondé à exercer un recours en dommages-intérêts contre la personne qui lui a vendu les caramels colorants employés à la sophistication, en lui en garantissant l'innocuité³.

En matière de délits civils, au contraire, la jurisprudence admet, nous le verrons plus loin, la possibilité d'un recours de la part d'un des auteurs du délit seul poursuivi contre ceux qu'il prétend en être les coauteurs⁴. Cette solution peut, croyons-nous, se justifier, mais il faut pour cela admettre une autre base que l'article 55 du Code pénal à la solidarité en matière de délits civils, car si la même idée servait de fondement à la responsabilité collective en matière pénale et en

¹ Cass., 24 février 1854, D., 54, I, 103 ; Lyon, 25 mai 1859, D., 59, II, 161 et les arrêts cités en note ; Cass., 31 juillet 1878, D., 79, I, 374 ; Cass., 15 février 1882, D., 82, I, 153 ; 20 février 1882, D., 82, I, 232 ; Paris, 27 décembre 1883, D., 85, II, 222 ; Lyon, 14 août 1884, D., 86, II, 78.

² Cass., 31 juillet 1878, D., 79, I, 374.

³ Montpellier, 21 juillet 1877, D., 79, II, 71.

⁴ Orléans, 9 août 1850, D., 51, II, 146 ; Cass., 20 juillet 1852, D., 52, I, 248 ; 23 avril 1872, D., 72, I, 411 ; 8 novembre 1886, D., 87, I, 9 ; Dijon, 25 février 1898, D., 99, II, 127 et la note ; Cass., 14 novembre 1898, D., 99, I, 65 ; *Contra*, Poitiers, 22 février 1897, D., 99, I, 137.

matière civile, il faudrait logiquement appliquer les mêmes règles à ces deux classes de délits. Si tout le monde recule devant cette assimilation, si l'ordre public, intéressé à ce que le condamné pénalement ne puisse appeler en cause ses auxiliaires, ne s'oppose pas à ce que l'auteur d'un délit civil exerce un recours contre les coauteurs du même délit, est-ce que cela ne prouve pas à l'évidence qu'il y a incompatibilité entre des règles pénales et des questions de droit civil, et que la jurisprudence rejetant cette assimilation dans ses conséquences est injustifiable quand elle la consacre dans son fondement.

Il est donc pour nous absolument impossible d'étendre aux contraventions et *a fortiori* aux délits et quasi-délits, l'article 55 qui vise expressément, les crimes et délits pénaux.

Et si l'on s'élève au-dessus de l'argument de texte, pour envisager en elle-même l'idée subjective dont s'est inspirée la jurisprudence, et d'après laquelle la participation à une même faute suffit à engendrer l'obligation de réparer tout le préjudice, quand bien même les agissements imprudents ou répréhensibles en eux-mêmes de certains délinquants n'ont eu sur ce préjudice aucune influence directe et totale, convient-il davantage d'approuver la jurisprudence lorsqu'elle se place sur ce terrain? Il nous semble que l'on peut à bon droit hésiter à transporter cette conception pénale dans le domaine civil. Qu'en droit pénal, le point de vue subjectif l'emporte, rien de plus légitime. « La matérialité du fait s'atténue et disparaît presque. C'est l'agent dans sa nature morale que l'on juge et que

l'on apprécie ; c'est la volonté que l'on mesure, c'est la faute seule qui est en jeu, faute subjective au sens le plus complet du mot ¹ ». Mais en matière de délits et de quasi-délits civils, il ne s'agit nullement de prononcer une peine fondée sur une sorte de culpabilité volontaire, « il s'agit d'imputer les risques d'un événement plus ou moins aléatoire d'après la part de participation de chacun ² ».

C'est au droit romain de l'époque classique qu'il faut remonter pour découvrir l'origine de cette confusion. Comme Ihéring l'a magistralement démontré, les juristes de cette période ont dégagé ce principe que, sans culpabilité il n'y a point de responsabilité civile, sans faute point d'obligation de réparer le dommage. Pour eux, l'obligation de réparer le dommage ne passe point aux successeurs de l'auteur du dommage, car sans faute, point de peine ; le débiteur ne répond point des actes qui lui sont commandés par la nécessité, ni du *casus*, c'est-à-dire des événements qui surviennent sans qu'on puisse reprocher au débiteur une négligence ; enfin, il doit y avoir équilibre entre la culpabilité et la réparation : « la mesure de la faute détermine celle de la responsabilité ; le *dolus* oblige d'une manière absolue à tous les dommages-intérêts, la *culpa* n'y oblige que dans certaines limites ³ ».

Mais déjà dans le droit de Justinien il n'en était plus

¹ Saleilles, *les Accidents du travail et la responsabilité civile*, 1897, p. 3.

² Saleilles, *id.*, p. 60.

³ Ihéring, *De la faute en Droit privé*, traduction par de Meulenaère, p. 63 et 64.

ainsi ; sur le terrain du droit civil l'idée de la peine avait fait place à celle de la réparation du préjudice. « Tout ce qu'il y a de personnel, tout ce qui pourrait rappeler l'idée de peine est exclu dans la réparation du dommage. Elle n'a d'autre objectif que l'intérêt du patrimoine, et sa nature devient celle d'une action reipersécutoire ordinaire. Aussi se transmet-elle aux héritiers, tout comme ces dernières ¹. »

Et cette divergence du point de vue pénal et du point de vue civil est encore bien plus accusée dans les législations modernes. De plus en plus le droit civil s'écarte de l'idée de la faute subjective considérée comme source de la responsabilité ; si aucune obligation ne peut résulter à la charge de l'homme du dommage causé par la force majeure, c'est-à-dire par l'intervention d'une cause extérieure qu'il ne pouvait ni prévoir ni empêcher, déjà du moins la jurisprudence ² et la doctrine ³ admettent la responsabilité du cas fortuit provenant du

¹ Ihéring, *op. cit.*, p. 69

² Tribunal civil de Gien, 26 avril 1888, S., 90, II, 14; Grenoble, 10 février 1892, S., 93, II, 205; Conseil d'Etat, 21 juin 1895, D., 96, III, 65; Dijon, 26 décembre 1895, S., 96, II, 48; Cass., 16 juin 1896, S., 97, I, 17, et D., 1897, I, 433; Cour suprême de justice de Luxembourg, 24 novembre 1884, S., 85, IV, 30; Cass., 3 décembre 1890, D., 92, I, 127.

³ Saleilles, *op. cit.*; Le risque professionnel dans le Code civil (*Réforme sociale de 1898*, p. 634); Note dans Dalloz, 1897, I, 433. — Labbé, Note dans Sirey 1890, IV, 17; — Jossierand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*; Note dans Dalloz, 1900, II, 289; — Thaller, *Droit commercial*, 2^e édition, n^o 1198; — Hauriou, *Traité de droit administratif*, p. 175; — A. Martin, *Etudes des lois fédérales suisses sur la responsabilité civile*; — Willems, *Essai sur la responsabilité* (*Revue générale de droit*, 1895, p. 200); et tous les auteurs allemands cités dans Saleilles : *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 7.

seul fait des choses qu'il possède, du risque créé; déjà le législateur¹ a, par des lois récentes, consacré cette théorie, en ce qui concerne le risque administratif (loi du 29 décembre 1892), le risque judiciaire (loi du 8 juin 1895), le risque professionnel (loi du 9 avril 1898), et le risque universitaire (loi du 20 juillet 1899). L'idée de risque envahit ainsi le domaine de la responsabilité extra-contractuelle, et se substitue à l'idée de faute. Cette nouvelle conception « oppose à la vieille formule individualiste : pas de responsabilité sans faute, faite pour les hommes vivant isolés ou n'ayant que des relations peu fréquentes, une conception sociale répondant aux besoins de nos sociétés modernes si agissantes, écartant des recherches subjectives toujours délicates et traitant l'homme non plus comme une individualité abstraite mais comme une unité sociale ; c'est la notion du risque créé qui s'oppose à celle de la faute ; c'est la théorie objective qui menace et qui a déjà profondément entamé la théorie subjective traditionnelle². »

Et si l'on se refuse à admettre que, pour l'auteur du fait, il puisse y avoir de responsabilité sans faute, est-ce qu'au regard de la victime cette imputabilité est autre chose que la condition d'exercice de son action, qu'une difficulté de preuve dont il lui est chaque jour plus facile de triompher ? Le fondement de son droit à

¹ *Cpr.*, loi prussienne du 3 novembre 1838, art. 25 ; loi allemande du 7 juin 1871, art. 1 ; loi autrichienne du 5 mars 1867, art. 1 et 2 ; loi fédérale suisse du 1^{er} juillet 1875, art. 1 et 2 ; et loi belge du 25 août 1891, art. 5.

² Jossierand, Note dans Dalloz, 1900, II, 289.

une indemnité réside dans le dommage qu'elle a souffert. C'est ce dommage et non pas la gravité intrinsèque plus ou moins grande de la faute qui sert de mesure à la réparation. Les articles 1150 et 1151 du Code civil sont sans application en matière délictuelle¹ ; chacun, dit l'article 1383, est responsable du dommage qu'il cause non seulement par son fait, mais encore par son imprudence ou sa négligence, c'est-à-dire quelle que soit sa culpabilité subjective ; et telle négligence à peine reprochable entraînera une condamnation à des dommages-intérêts beaucoup plus élevés qu'une faute accomplie dans une intention méchante.

Appliquons ces principes au cas qui nous occupe : si l'on suppose un dommage causé par plusieurs, ce n'est pas la gravité respective de leurs fautes qui déterminera l'étendue de leur obligation envers la victime, c'est uniquement l'influence de ces fautes sur le préjudice qu'elle a subi. Peu importe qu'ils soient unis dans une même intention ou dans une action commune. Ces considérations peuvent avoir une importance en droit pénal où l'on se préoccupe surtout de la culpabilité subjective ; mais en droit civil ce n'est pas la gravité, la nature de la faute, le fait qu'elle a été commise par plusieurs ou par un seul qui doivent influencer sur l'étendue ou le mode de la réparation, c'est uniquement le caractère dommageable du fait envisagé objectivement ; en droit civil, il n'y a pas de complices, il n'y a que des auteurs de préjudice, et « pour déterminer leurs responsabilités encourues au regard des tiers, ce n'est pas au

¹ Aubry et Rau, t. IV, § 445, p. 750.

point de vue subjectif, c'est au point de vue objectif que l'on doit envisager les fautes relevées contre eux¹ ».

Nous rejetterons donc absolument toute idée subjective comme fondement de la solidarité des codélinquants en matière civile, même si leurs actes révèlent une intention commune de nuire ou s'ils ont été accomplis de concert, c'est-à-dire en ce qui concerne les deuxième et troisième groupes. A bien plus forte raison en sera-t-il ainsi lorsque tout élément commun fera défaut, lorsqu'il s'agira de fautes entièrement indépendantes et personnelles ; et l'on ne peut que s'étonner de voir la jurisprudence chercher encore pour des espèces du quatrième groupe un point d'appui dans des considérations de cette nature et dans l'article 55 du Code pénal². Nous avons cependant constaté que de tels arrêts sont exceptionnels et que la jurisprudence, si attachée à l'idée subjective, a dû l'abandonner pour chercher une autre base dans des considérations d'une nature toute objective, découlant de l'article 1382 du Code civil.

SECTION II

„Point de vue objectif.

D'après ce que nous venons de dire, ce point de vue, rationnellement, semble préférable. Examinons donc s'il ne peut nous fournir le fondement juridique cherché et s'il n'existe pas des textes qui, procédant de

¹ Levillain, Note dans Dalloz, 1894, I, 513.

² Voir notamment Caen, 5 mars 1894, D., 95, II, 329.

l'idée objective, permettent d'en déduire le principe de l'obligation au tout de chaque coauteur d'un même délit ou quasi-délict civil. Nous disons obligation au tout, car nous ne voulons pas pour l'instant préjuger de la nature de cette obligation, nous proposant d'examiner plus tard s'il y a là une indivisibilité, une solidarité parfaite ou une simple obligation *in solidum*.

Nous croyons que cette responsabilité pour le tout découle directement et nécessairement des articles 1382 et 1383 du Code civil qui, d'une part, imposent à chaque auteur d'un dommage l'obligation de le réparer et de le réparer complètement et, d'autre part, assurent à la victime, autant qu'il est possible, la réparation intégrale du préjudice qu'elle a subi.

Tout auteur d'un délict est tenu de réparer tout le dommage causé par son fait, et cela très évidemment qu'il ait agi seul ou de concert avec d'autres : on ne comprendrait pas, en effet, que le concours de plusieurs pût rendre la situation de chacun d'eux plus avantageuse ¹.

Inversement, on ne peut admettre que la victime soit plus mal traitée, parce que le préjudice qu'elle a souffert n'a pas été l'œuvre d'un seul. Si l'équité ne lui permet pas d'exiger plus que le dommage éprouvé, en y comprenant la perte et le gain manqué, et parfois le tort moral ², il est bien certain qu'elle a droit à la répa-

¹ *Cpr.* Rodière, De la Solidarité et de l'Indivisibilité n° 50. Il en serait ainsi *a fortiori* dans un système subjectif, puisque la complicité tend à être considérée comme une circonstance aggravante de la culpabilité. *Cpr.* Garraud, *Traité de Droit pénal*, 2^e édit., t. III, p. 603.

² Aubry et Rau, t. IV, p. 748.

ration intégrale du préjudice. Et, en cas de délit collectif, l'obligation au tout est le seul moyen d'assurer à la partie lésée cette complète satisfaction.

Supposons, en effet, que parmi les coauteurs du délit il s'en trouve d'insolvables, ce qui arrivera fréquemment ; si l'on donne à la victime une action divisée, elle ne pourra obtenir réparation que du tiers, du quart, du cinquième du préjudice, suivant le nombre de coauteurs, mais jamais de la totalité. « Supposé que trois personnes aient causé à Paul un dommage de 1200 francs ; deux sont insolvables. Si la créance n'est pas solidaire, le troisième ne doit que 400 francs. Par suite, la partie lésée se trouvera incomplètement satisfaite et sa condition sera pire que si le dommage eût été causé par ce dernier seul ¹. »

D'ailleurs, dans le cas de responsabilité civile, n'a-t-elle pas le droit d'agir pour le tout à son choix contre l'auteur du fait ou contre la personne civilement responsable (article 1384). Pourquoi en serait-il autrement dans le cas qui nous occupe ? La victime peut réclamer l'intégralité du préjudice à telle personne dont le préposé a commis un délit ; pourquoi ne le pourrait-elle pas si cette même personne, au lieu d'être civilement responsable, se trouvait personnellement responsable pour avoir concouru à l'acte délictueux ? « Un homme, écrit Rodière, a des enfants mineurs qui commettent un délit ou un quasi-délit. Il est responsable pour tout le préjudice causé. Ce même homme commet un quasi-délit ; il est alors certainement beaucoup plus répréhen-

¹ Sourdat, *op. cit.*, n° 473 ; *Cpr.* Rauter, *op. cit.*, t. I, n° 181.

sible et l'on voudrait que sa responsabilité soit moindre que dans le cas précédent ! C'est à quoi notre esprit refuse son assentiment, parce qu'un pareil résultat est évidemment contraire à la raison et à la justice ¹. »

Cette solution qui nous paraît résulter de l'article 1382 se trouve confirmée par les travaux préparatoires. Les rédacteurs du Code civil, non contents d'avoir posé dans ce texte le principe de la réparation totale, avaient songé à en tirer quelques applications et, dans ce but, avaient présenté à la discussion devant le Conseil d'Etat un article 16 placé après l'article 1382 et ainsi conçu :

« Si d'une maison habitée par plusieurs personnes, il est jeté sur un passant de l'eau ou quelque chose qui cause un dommage, ceux qui habitent l'appartement d'où on l'a jeté sont tous solidairement responsables, à moins que celui qui a jeté ne soit connu, auquel cas il doit seul la réparation du dommage. »

Ce texte fut supprimé sur cette observation du citoyen Miot : « que l'énonciation du principe suffit ; les exemples doivent en être retranchés ² » ; mais il conserve néanmoins une valeur d'interprétation et prouve que, dans l'esprit du législateur, l'article 1382 contenait le principe de la responsabilité solidaire ³.

¹ Rodière, *op. cit.*, n° 50.

² Fenet, *Travaux préparatoires du Code civil.*, t. XIII, p. 453 et 455 ; Loaré, *la Législation de la France*, t. XIII, p. 16 et 19.

³ *Cpr.* Sourdat, *op. cit.*, n° 477 ; *contra*, Toullier, *op. cit.*, n° 149, p. 117. Pour cet auteur, les articles 16 et 17 abandonnés ne peuvent être une règle obligatoire qu'en ce qui, dans leurs dispositions se trouve n'être qu'une conséquence du principe consacré par les articles 1382 et 1383. Or, ces articles ne parlent point de la solidarité ; et certes

La même idée, nous semble-t-il, se dégage de deux textes bien postérieurs au Code civil : l'article 44 de la loi des 24-29 juillet 1867 sur les Sociétés, et l'article 3 de la loi du 4 avril 1889 sur le Code rural.

L'article 44 de la loi de 1867 dispose : « Les administrateurs sont responsables, conformément au droit commun, individuellement ou solidairement suivant les cas... » Il existe donc des cas où le droit commun entraîne une responsabilité solidaire. Quels sont-ils ? A quels principes ce texte peut-il se référer en ce qui concerne la solidarité ? Ce n'est pas aux principes du mandat, à raison de l'article 1995 ; nécessairement « cet article 44 renvoie aux principes sur les obligations délictuelles¹ ». C'est ainsi d'ailleurs qu'on l'interprète très généralement².

Quant à l'article 3 de la loi du 4 avril 1889 qui édicte la solidarité entre propriétaires de chèvres conduites en commun pour la réparation de dommage qu'elles causent, il se réfère lui aussi au droit commun des articles 1382 et suivants, en ce qui concerne le principe même d'une obligation pour le tout. On l'a déclaré formellement dans la discussion de ce texte : « Aucun principe, a dit le Ministre de l'Agriculture, n'est engagé par la disposition de l'article 3³. » Dans la pensée du légis-

cette solidarité n'est point une conséquence du principe que chacun est responsable du dommage qu'il a causé par sa faute. Ces articles ne parlent que du cas où le dommage a été causé par une seule personne et gardent le silence sur le cas où il a été causé par plusieurs. »

¹ M. Pic, Note dans Dalloz, 1893, II, 249.

² Lyon-Caen et Renault, 2^e édit., t. II, n° 825 ; *Cpr.*, n° 841 ; Houpin, *Traité des Sociétés civiles et commerciales*, t. I, n° 720.

³ Dalloz, 1889, 4^e partie, p. 35.

lateur ce principe existait donc antérieurement ¹.

C'est d'ailleurs l'opinion de la plupart des auteurs. C'est l'opinion des criminalistes tels que Rauter ², Garraud ³, Blanche qui écrit notamment : « Il y aura lieu à cette obligation (pour le tout), lorsque le juge reconnaîtra que les parties auxquelles le crime ou le délit était imputé ont pris une même part au quasi-délit, et que chacune d'elles y est associée en tout et pour le tout. Les condamnés auront tous exécuté pour le tout le quasi-délit ; il est juste que tous ils puissent être contraints pour le tout à le réparer. Il serait inique que la partie qui a souffert un dommage causé collectivement ne pût en poursuivre la réparation que par fraction. Si elle était contrainte à diviser ses poursuites, l'indemnité ne serait plus égale au préjudice et, à vrai dire, la responsabilité des auteurs du fait dommageable n'aurait pas l'étendue que lui donne l'article 1383 du Code Napoléon ⁴. »

¹ Il ne convient pas cependant d'attacher une importance trop grande à cet argument, et de ne voir en ce texte qu'une application pure et simple du droit commun. Quoi qu'en ait dit M. Faye, ministre de l'agriculture, il nous paraît douteux qu'en cette matière spéciale les seuls principes généraux doivent conduire dans la plupart des cas les Tribunaux à prononcer une condamnation solidaire. Il faudrait pour cela supposer que les chèvres de chaque propriétaire aient pu à elles seules causer tout le dommage, chose invraisemblable le plus souvent. Hormis cette hypothèse, condamner solidairement tous les propriétaires, c'est rendre chacun d'eux responsable de la faute d'autrui. Ce texte, à ce point de vue, devra donc s'appliquer strictement, et nous admettrons *a contrario* qu'il ne peut s'étendre aux moutons par exemple. Voir *infra* [p. 122, 137 et 195. *Cpr.* Note dans Dalloz, 95, II, 329.

² Rauter, *Droit Criminel*, t. I, n° 181.

³ Garraud, *Droit pénal*, t. II, n° 39.

⁴ Blanche, *Code pénal*, t. I, n° 422, p. 566.

C'est aussi l'opinion de beaucoup de civilistes ; c'est celle de Zacchariæ¹, en matière de quasi-délits ; c'est celle de Demolombe², de Colmet de Santerre³, de Rodière⁴. Pour ce dernier « le pouvoir du juge de prononcer la solidarité dans le cas qui nous occupe, résulte fort clairement de l'article 1382 du Code civil, suivant lequel chacun est responsable du dommage, c'est-à-dire évidemment de l'entier dommage qu'il a causé à autrui par son fait. » Dans le même sens, on peut citer encore Sourdat⁵, Huc⁶, Baudry⁷, Planiol⁸, etc.

Aubry et Rau, enfin, admettent ce raisonnement, au moins en ce qui concerne les délits : « En pareil cas, écrivent-ils, chacune des personnes qui a participé au délit est à considérer comme étant individuellement l'auteur du dommage qu'il a causé et en doit, par conséquent, la réparation intégrale⁹. »

Malgré ces raisons et l'autorité de ces auteurs, on a pourtant contesté le principe d'une obligation au tout. Laurent dans ses *Principes de droit civil* a consacré quelques pages à l'examen de cette question et s'est efforcé de démontrer que l'obligation des coauteurs d'un délit se divise comme toutes les obligations : « Le

¹ Zacchariæ, *le Droit civil français*, annoté et rétabli par Massé et Vergé, t. III, § 348, p. 526, note 5.

² Demolombe, *Traité des Contrats*, t. III, n° 280.

³ Colmet de Santerre, t. V, n° 135 bis III.

⁴ Rodière, *op. cit.*, n° 50.

⁵ Sourdat, *op. cit.*, n° 473 et suiv.

⁶ Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VII, n° 313.

⁷ Baudry, *Précis de Droit civil*, 6^e édit., t. II, n° 219.

⁸ Planiol, *op. cit.*, t. II, p. 280.

⁹ Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, § 298 *ter*, p. 23, note 14.

droit commun, dit-il, est que la dette se divise, où est la preuve qu'ici il doit en être autrement ? Nous demandons si la force des choses et la nécessité des situations sont des arguments juridiques qui justifient la dérogation à un principe fondamental de droit¹. »

Certainement, faudrait-il répondre, dès l'instant que ces arguments sont basés sur un texte formel comme l'article 1382 du Code civil. Mais, à vrai dire, Laurent part d'une idée inexacte. Il n'y a pas ici de dérogation au principe de la divisibilité des dettes, car il n'y a pas en réalité une seule dette à partager entre tous les coauteurs, mais bien une dette personnelle à la charge de chacun d'eux. Chacun d'eux, s'il a commis tout le dommage, s'est rendu débiteur de toute la réparation. Autant il y a de coauteurs, autant il y a d'obligations semblables, car si elles ont toutes un objet identique, elles ont toutes aussi une cause différente : le fait personnel de chaque délinquant. Voici, par exemple, trois personnes qui allument dans la campagne un feu qui se communique aux habitations voisines². Qu'une seule eût allumé ce feu, le dommage eût été le même. L'objet de l'obligation ne change pas par suite de la multiplicité des délinquants ; mais, néanmoins, chacun d'eux a encouru une responsabilité propre, indépendante de celle des autres, en ce sens que par ses seuls agissements il a commis l'entier délit. Il y a, dans le cas que nous avons supposé, trois obligations distinctes à la charge des trois auteurs du dommage et, dans un sys-

¹ Laurent, *Principes de Droit civil*, t. XVII, n° 320.

² Paris, 10 juin 1882, D., 83, II, 21.

tème subjectif, on pourrait soutenir que chacun d'eux devra payer la réparation intégrale et que la victime cumulera ces indemnités¹. Mais l'équité s'oppose à un enrichissement aussi injuste pour la partie lésée, dont le droit trouve sa limite dans le préjudice qu'elle a subi².

Dès lors, puisque chaque auteur doit payer tout le dommage et que la victime n'en doit recevoir la réparation qu'une fois, il faut nécessairement ou bien que les coauteurs dans leurs rapports entre eux se partagent la dette, ou bien que l'un d'eux, celui que la victime choisira, la paie seule, libérant ainsi les autres de leur obligation. C'est ce dernier système qui a les préférences de M. Huc³. Mais quand bien même on admettrait par une raison d'équité, de moralité, la division de la dette dans les rapports des coauteurs du délit, c'est-à-dire le recours de celui qui a seul payé contre ceux qui se sont trouvés libérés et par conséquent enrichis par son paiement, il ne s'ensuivrait certainement pas que la victime pût être contrainte à recevoir un paiement divisé.

Il y a là deux points de vue complètement différents : vis-à-vis de la victime, c'est objectivement que l'on doit considérer les fautes de chacun ; au contraire, dans les rapports entre délinquants on peut soutenir qu'il convient de les envisager en elles-mêmes, d'apprécier leur gravité, abstraction faite de leurs consé-

¹ *Cpr.* Mondet, *le Recours des personnes responsables du fait d'autrui*, thèse 1897, p. 29.

² Demolombe, *op. cit.*, n° 302 ; Huc, *op. cit.*, t. VII, n° 313.

³ Huc, *op. cit.*, t. VII, n° 313.

quences, et que rien ne s'oppose à ce que les juges répartissent inégalement la contribution à l'indemnité, tout en condamnant solidairement les auteurs du dommage. Dans un cas d'abordage que nous connaissons déjà, la Cour de Bordeaux et après elle la Cour de Cassation ont très nettement distingué ces deux faces de la question et décidé que vis-à-vis de la victime il importait peu que les quatre cinquièmes du dommage aient été mis à la charge d'un des capitaines et le cinquième seulement à la charge de l'autre, « que cette répartition n'affectait que les rapports des deux codébiteurs entre eux, ne changeait pas la nature de leur obligation et n'en modifiait pas la quotité au regard des parties lésées par l'abordage, l'inégalité des fautes commises ne faisant pas que chacune d'elles prise séparément n'ait pu produire tout le dommage¹. »

Il nous semble donc que Laurent commet une double erreur lorsqu'il argumente de la divisibilité du recours pour établir la divisibilité de l'obligation, lorsqu'il s'étonne que la force des choses qui, dit-on, ne permet pas la division de l'action, n'empêche pas la division du recours. « Puisque le recours se divise, pourquoi l'action ne se diviserait-elle pas ? » D'une part, en effet, la prétendue contradiction qu'il signale n'existe pas et, d'autre part, fût-elle réelle, le principe seul du recours en recevrait une atteinte, car la question d'obligation au tout de chaque auteur du délit envers la victime est primordiale ; la question de contribution, de répartition

¹ Cass., 11 juillet 1892, D., 94, I, 561 et note sous l'arrêt; *Cpr.* Thaller, 2^e édit., n^o 667.

entre les codébiteurs ne se pose qu'ensuite et accessoirement.

Mais si le principe de l'obligation au tout est une conséquence nécessaire des articles 1382 et suivants, c'est aussi dans ces mêmes textes qu'il trouve sa limitation. Chacun est bien responsable de son fait, mais nul n'est responsable du fait d'autrui ¹. Si donc la faute d'un des délinquants n'a contribué que pour partie au préjudice total, celui-là ne saurait être tenu de l'intégralité de la réparation, car ce serait lui faire supporter les conséquences de la faute d'un autre. Comme le dit très justement Rodière : « Pour qu'il y ait lieu à la responsabilité intégrale du préjudice causé, il faut pourtant que ce préjudice résulte d'un fait auquel tous les condamnés ont concouru. Si le dommage réclamé n'est que la somme de dommages partiels et successifs auxquels les personnes actionnées comme responsables n'ont pas également participé, chacune de ces personnes ne peut être passible que du dommage qu'elle a causé par son propre fait, parce qu'il est de principe qu'on ne peut être obligé par le fait d'autrui ². »

Il n'y aura donc lieu à condamnation solidaire que lorsque chaque faute, considérée isolément, apparaîtra comme ayant pu causer à elle seule tout le dommage. Quand en sera-t-il ainsi ? C'est là une question de fait abandonnée à l'appréciation souveraine des juges du fond et échappant au contrôle de la Cour suprême. Mais cette appréciation faite ils seront liés par elle : s'ils

¹ Demolombe, *op. cit.*, n° 280 ; Fromageot, *op. cit.*, p. 33

² Rodière, *op. cit.*, n° 51.

affirment le rapport de chaque faute avec l'entier préjudice, ils devront obligatoirement condamner pour le tout chaque délinquant ; au contraire, une telle condamnation leur sera interdite s'ils se sont déclarés capables de déterminer la part d'influence de chacune d'elles sur le dommage subi.

SECTION III

Applications.

Il nous reste à examiner les conséquences pratiques qui résultent de l'adoption de ce fondement tel que nous venons de le délimiter, et du rejet de toute considération subjective.

Première conséquence. — La solidarité est indépendante de l'existence ou de l'absence d'un concert frauduleux, en ce sens qu'il n'est pas nécessaire pour les juges de se livrer à ces recherches délicates d'intention, puisqu'il leur suffit de constater l'influence dommageable des actes de chaque délinquant. Cet examen cependant ne sera pas dépourvu de toute utilité ; et lorsqu'il sera établi que chaque auteur du délit commun a agi intentionnellement, la condamnation devra être prononcée solidairement contre tous, non pas à vrai dire à cause du lien subjectif qui les unit, mais parce que cette constatation implique nécessairement le rapport de chaque faute avec la totalité du préjudice. Dans ce cas, en effet, chacun d'eux a certainement adapté ses actes à la fin qu'il se proposait d'atteindre, c'est-à-dire

au but dommageable que tous poursuivaient de concert, même par des moyens différents.

Voici deux époux, par exemple, qui se livrent à des actes de fraude pour obtenir d'un tiers un testament favorable ; évidemment, ces actes étaient accomplis en vue du délit total et l'on ne pourrait imaginer que l'un ait concouru au dommage pour trois quarts, l'autre pour un quart seulement. De même, supposons deux individus qui, illégalement et de mauvaise foi, retiennent les biens appartenant à la succession d'un tiers dont à la mort connue ils ne sont restés détenteurs qu'en qualité de fidéicommissaires ; il est bien certain que chacun s'étant proposé de conserver la fortune du défunt, les actes accomplis par l'un et l'autre étaient adéquats au but poursuivi et de nature à causer l'entier préjudice et que, comme le déclare l'arrêt intervenu dans cette espèce, « chacun devait être considéré comme étant individuellement la cause du dommage ¹ ». Donc la condamnation pour le tout devait logiquement être prononcée contre chaque auteur du délit.

Il en sera ainsi toutes les fois qu'on se trouvera en présence d'un véritable délit. L'intention de chaque délinquant étant précisément de causer le dommage, et ses actes n'étant que la réalisation de cette intention, il y a entre ceux-ci et le préjudice total rapport direct et nécessaire.

Il faut donc approuver la jurisprudence lorsqu'elle décide que le concert frauduleux est à lui seul un motif suffisant pour justifier une condamnation solidaire.

¹ Cass., 29 décembre 1852, D., 1853. I, 49.

Nous dirons même qu'il constitue une raison nécessaire de la prononcer. « Puisque chaque délinquant est tenu du dommage causé par sa faute et que la faute est le délit, il est évident que tous les délinquants sont tenus solidairement de la réparation du dommage¹. » C'est aussi la conclusion à laquelle arrive Sourdat, tout en se plaçant à un point de vue plus subjectif : « Quand plusieurs personnes, dit-il, ont concouru à un même acte illicite, commis avec intention de nuire, intention qui s'est réalisée, chacune d'elles est réellement coupable du délit dans son entier. La responsabilité d'un pareil fait ne se partage pas. Comment l'un ou l'autre s'isolerait-il pour rejeter sur son complice une portion du fardeau ? En prêtant son concours à l'action coupable, il en a accepté toute la moralité et toutes les conséquences. Il a commis la faute, le délit, autant que le concours de tous les auteurs a pu le permettre². »

Deuxième conséquence. — La solidarité est indépendante de l'existence ou de l'absence d'une communauté d'action entre les auteurs d'un quasi-délit. Mais tandis que le concert frauduleux implique l'influence totale de chaque faute sur le dommage, cette constatation d'une simple entente est dépourvue de tout intérêt et absolument insuffisante pour motiver une condamnation solidaire. L'auteur d'un quasi-délit, en effet, n'agit plus dans le but de causer un dommage, il se borne à commettre un acte fautif ou imprudent

¹ Rauter, *op. cit.*, t. I, n° 181.

² Sourdat, *op. cit.*, t. I, n° 473, p. 519.

dont résulte un préjudice involontaire. Et quand plusieurs personnes ont ainsi concouru à un même résultat dommageable, elles n'ont pu, l'intention étant absente de leurs actes, adapter ceux-ci à un but qu'elles ne prévoyaient même pas. Il ne résulte pas de ce concert indépendant de toute intention de nuire, que le fait de chacun ait causé l'entier préjudice ; cela peut être, mais cela n'est pas forcément. Tantôt ce fait sera de nature à causer l'intégralité, tantôt une fraction seulement du dommage ; tantôt même il n'aura exercé sur lui aucune influence.

La jurisprudence selon nous est donc tombée dans l'erreur lorsqu'elle a fait résulter la condamnation au tout de la seule constatation d'un concert entre les divers auteurs d'un quasi-délit, et nous rejeterons pour insuffisance de motifs, la plupart des arrêts du troisième groupe, tous ceux du moins où le rapport de chaque faute avec le dommage total n'est pas constaté.

Et pourtant, parmi les espèces sur lesquelles ces arrêts ont statué, une distinction s'impose. Il en est où la solidarité aurait pu se concevoir ; par exemple dans le cas d'un notaire et d'un tiers qui, tout en étant de bonne foi, ont, par leurs assertions imprudentes sur la solvabilité d'une personne, été la cause d'un prêt dommageable pour le prêteur ¹ ; il est fort possible que les conseils d'un seul aient pu suffire à déterminer ce dernier. De même entre exploitants d'une usine à gaz dont les émanations corrompaient un puits voisin ² ; il

¹ Caen, 6 août 1829, sous Req., 25 août 1831, D., *Répertoire*, V^o *Responsabilité*, n^o 317.

² Cass., 14 mars 1882, D., 83, I, 403.

est vraisemblable que la négligence de chacun ait eu une relation directe avec la totalité du préjudice. On en pourrait dire tout autant des espèces au sujet desquelles intervinrent les arrêts de la Cour de Cassation déjà rapportés du 13 juillet 1857¹ et du 28 mai 1889². Dans tous ces cas, les juges du fond auraient pu trouver dans les circonstances du procès des raisons suffisantes pour déclarer chaque délinquant responsable de tout le dommage, mais encore fallait-il qu'ils eussent constaté l'influence totale de chaque faute sur ce dommage.

Mais il est d'autres espèces où la condamnation solidaire paraît absolument injustifiable. Tel est notamment le cas sur lequel la Cour de Riom a eu à statuer le 12 janvier 1885³. Nous connaissons déjà les circonstances dans lesquelles cet arrêt est intervenu : il s'agissait d'un accident survenu au cours d'une fête par suite de l'imprudence de quelques jeunes gens qui, montés sur une voiture, lançaient sur la foule des pétards et des fusées. Une de ces fusées atteignit à l'œil une petite fille. L'auteur direct de l'accident était connu de la Cour : logiquement lui seul devait être condamné. Qu'importaient en effet les agissements des autres, dès l'instant qu'ils n'avaient eu sur le dommage aucune influence ! Devaient-ils être rendus responsables de la maladresse ou de l'imprudence plus grande de leur compagnon ? S'il en était ainsi, n'aurait-il pas fallu

¹ D., 1858, I, 348.

² D., 1890, I, 415.

³ D., 1886, II, 133.

condamner en même temps tous les habitants de la ville qui, au dire de l'arrêt lui-même, excités par l'exemple lançaient, eux aussi, des fusées de tous côtés. L'arrêt, en prononçant une condamnation solidaire, a méconnu ce principe que l'on n'est responsable que de son fait et non du fait d'autrui ; il a méconnu les articles 1382 et 1383 du Code Civil qui n'imposent la réparation du préjudice qu'à l'auteur même de ce préjudice.

Nous en dirons tout autant d'un arrêt du 12 août 1859 très habilement motivé, par lequel la Cour de Bordeaux ¹ condamna solidairement deux cochers, dont l'un, à la suite d'une lutte de vitesse engagée avec l'autre, renversa un passant et le blessa.

La solution que nous proposons est d'ailleurs conforme à celle que donnait le jurisconsulte Ulpien ². Prévoyant le cas où plusieurs personnes ont frappé l'esclave d'autrui et causé sa mort, il décide que, si celui qui a donné le coup mortel est connu, celui-là seul doit être condamné. Cette hypothèse présente beaucoup d'analogie avec les deux espèces dont nous venons de parler ; la solidarité s'y concevrait même plus facilement. En effet, dans tous ces cas, on connaît l'unique auteur du dommage, mais dans celui prévu par Ulpien, chacun a concouru à ce dommage en frappant l'esclave, tandis que dans nos espèces il n'y a aucune relation directe entre l'imprudence des défendeurs et le préjudice subi.

Bien qu'intervenu dans des circonstances plus favo-

¹ D., 1859, II, 217.

² Loi 11, § 2, D., *Ad legem Aquiliam*, IX, 2.

rables, l'arrêt de la Cour de Besançon du 19 mai 1882¹ nous paraît tout aussi difficile à justifier. Trois enfants embusqués près de la voie ferrée lançaient, sur un train qui passait, des pierres dont l'une atteignit un voyageur et le blessa. Une seule pierre avait causé la blessure, un seul enfant était responsable. Mais, à la différence des cas soumis à la Cour de Riom et à celle de Bordeaux, on ignorait lequel, et il n'existait aucun moyen de le déterminer. Qu'importe ! Les juges ne pouvaient pas condamner à réparer le préjudice des personnes qui y étaient restées étrangères, alors tout au moins qu'ils basaient cette condamnation sur le seul motif de la communauté d'action. Cette solution n'est nullement contraire à celle d'Ulpien, car dans le cas prévu par ce jurisconsulte, et en supposant inconnu l'auteur du coup mortel, chacun des délinquants s'était livré à des voies de fait et on était en droit de supposer que tous avaient également contribué à causer la mort ; tandis que dans notre espèce il était bien certain qu'un seul des enfants avait commis l'acte préjudiciable. Si, cependant, la Cour avait trouvé cette solution trop rigoureuse, elle aurait au moins dû chercher d'autres motifs et peut-être aurait-elle pu les découvrir dans ce fait que les deux enfants non coupables avaient, par leur présence fautive, empêché la victime de déterminer l'auteur responsable de l'accident et, par suite, de diriger son action avec certitude contre lui, et avaient ainsi causé au blessé un préjudice précisément égal à celui dont il avait à demander réparation. Cet expé-

¹ Dalloz, 1882, II, 245.

dient un peu subtil a été proposé¹ pour concilier les rigueurs de la logique avec l'équité qui commandait d'indemniser la personne lésée.

Troisième conséquence. — Si la constatation d'une communauté d'action entre les délinquants ne suffit pas pour qu'il y ait lieu nécessairement à solidarité, inversement celle-ci peut exister lorsque tout élément commun fait défaut, et que le dommage provient de faits indépendants et personnels à chacun d'eux. Il se peut en effet fort bien que ces faits considérés isolément soient en relation directe avec le préjudice total. Nous ne pouvons donc approuver les arrêts qui rejettent *a priori* toute idée de solidarité pour ce seul motif, qu'on ne relève aucun lien entre les délinquants.

Ainsi en est-il de l'arrêt de la Cour d'Alger du 19 septembre 1871², qui refuse de prononcer une condamnation solidaire contre l'entrepreneur de nettoiement d'une ville et la Compagnie de chemins de fer chargée du transport des immondices dont les négligences à enlever ces immondices et à éloigner les wagons qui en étaient remplis ont contribué à répandre l'infection et la maladie dans un quartier de la ville, « parce motif que c'est à raison de faits personnels à chacun d'eux qu'ils ont été déclarés responsables ». Il n'était pas invraisemblable de supposer pourtant que chacune de ces fautes avait pu suffire à causer tout le préjudice. Pareillement, voici un accident mortel sur-

¹ Voir note sous l'arrêt.

² Dalloz, *Supplément*, V^o *Responsabilité*, n^o 67.

venu par suite de la chute d'une échelle imprudemment appuyée et renversée par une voiture mal conduite : il semble bien que l'imprudence de l'entrepreneur et la faute du voiturier soient l'une et l'autre en relation directe avec l'entier dommage — et néanmoins la Cour de Paris¹ écarta toute idée de solidarité parce qu'elle ne put établir de concert entre les délinquants. Nous n'admettrons pas davantage un jugement du Tribunal de Clermont du 23 novembre 1894² refusant de condamner solidairement l'organisateur d'une battue dangereuse et le tireur maladroit qui blesse un rabatteur, pour cette raison « qu'il s'agit de deux faits distincts n'ayant pas de connexité ; que la garantie en matière de délit ne peut se produire que lorsqu'il y a complicité ou que les délinquants sont coauteurs, tandis qu'en la cause les deux faits sont indépendants et personnels ». Ici encore la faute de chacun paraissait bien de nature à causer tout le préjudice.

Que l'on nous comprenne bien : nous ne voulons pas ici critiquer des appréciations de fait ; nous admettrions à la rigueur que, dans ces espèces, les Tribunaux se soient déclarés capables de répartir le dommage entre les délinquants, mais nous leur reprochons d'avoir de prime abord, sans examen, écarté le principe de la solidarité, parce qu'ils se trouvaient en présence de faits « indépendants et personnels ». A ce point de vue nous rejetterons tous les arrêts dissidents

¹ Paris, 27 août 1872, D., 73, V, 402.

² D., 96, II, 451, sous Amiens, 13 juillet 1895.

du quatrième groupe. C'est encore la conséquence de l'application de l'article 1382 du Code civil et du rejet de toute idée subjective.

Nous approuverons au contraire en principe les nombreux arrêts qui, sans s'arrêter à ces considérations subjectives, prononcent une condamnation solidaire, même en l'absence de tout concert entre les délinquants, dès l'instant qu'ils ont concouru à un fait unique et « y sont rattachés par les liens de cause à effet¹ », ou « que chacune des fautes a été la cause directe et nécessaire de l'entier préjudice² », et en particulier un arrêt récent de la Cour de Douai intervenu dans des circonstances intéressantes. Le sieur Paulin Bruneau, propriétaire au Paraclet, avait remis en 1874 à M^e Lauthier, alors notaire, des fonds pour en opérer le placement hypothécaire ; dans ce but, une procuration en brevet avait été donnée à un nommé Lemaire qui prêta, au nom de son mandant, une somme de cent mille francs à un tiers par l'entremise du notaire Millot, puis céda cette créance à une autre personne. Le cessionnaire, impayé à l'échéance, se retourna contre Bruneau. Celui-ci appela en garantie son mandataire qui lui-même à son tour mit en cause le notaire Millot. La Cour, estimant que Lemaire avait outrepassé les limites de son mandat, et que le notaire était coupable de n'avoir pas vérifié ses pouvoirs, condamna chacun d'eux à désintéresser pour le tout le cessionnaire lésé, comme « responsables l'un et l'autre

¹ Bordeaux, 30 juillet 1888, D., 94, I, 561.

² Cass., 8 juillet 1895, D., 96, I, 85.

de tout le préjudice, » comme étant tous les deux « la cause et l'origine du dommage » qui ne peut « être scindé pour être attribué, partie à la faute du mandataire qui a outrepassé son mandat, partie à la faute du notaire¹ ». Nous ne pouvons qu'adhérer pleinement à cette solution quant au fond et quant aux motifs.

Nous admettrons aussi un arrêt de la Cour d'Aix du 14 août 1861 qui prononça une condamnation solidaire contre plusieurs tenanciers de maisons de tolérance en déclarant « qu'il n'était pas possible de considérer l'un plutôt que l'autre comme auteur du dommage² ». C'est bien là le vrai critérium, mais nous avons quelques doutes sur l'application qui en fut faite dans l'espèce. Lorsqu'un dommage est produit par la réunion de plusieurs maisons de tolérance juxtaposées, peut-on dire avec raison que chacune d'elles est la source de tout ce dommage ? Une seule maison ne causera qu'un préjudice relativement faible, appréciable seulement pour les voisins immédiats, et non susceptible de s'étendre, comme dans la présente espèce, à six propriétaires, à tout un quartier ; il faut pour cela supposer toute une réunion de maisons publiques avec leur cortège inséparable de tapage et de désordres.

Quatrième conséquence. — Tout se réduit donc à une question de fait. Les Tribunaux jouissent d'une complète liberté d'appréciation en ce qui concerne

¹ Douai, 25 janvier 1897, D., 97, II, 319.

² Aix, 14 août 1861, D., 62, II, 156.

l'influence dommageable de la faute. Mais encore faut-il qu'ils constatent que cette influence s'est exercée sur la totalité du dommage. Il convient donc de faire quelques réserves sur deux formules fréquemment employées en jurisprudence : l'indivisibilité du dommage et l'impossibilité de faire la part de chacun. Le plus souvent, sans doute, les Tribunaux ne veulent exprimer par là que le rapport entre chaque fait et l'entier préjudice ; ainsi en est-il pour l'arrêt de la Cour de Cassation du 11 juillet 1892 relatif à un cas d'abordage entre deux transatlantiques, lorsque la Cour parle « de l'impossibilité de déterminer la proportion dans laquelle chaque faute a concouru à produire le dommage subi par la partie lésée ¹ ». Il est difficile d'en douter quand on voit la même Cour, le même jour, dans un cas identique, prononcer une condamnation solidaire parce qu'il existait « entre chaque faute et la totalité du dommage une relation directe et nécessaire ² ». C'était la même idée exprimée différemment. Il en est encore ainsi dans un arrêt de la Cour suprême du 10 novembre 1897 ³, admettant la responsabilité totale de la Banque de France qui, trompée par des manœuvres frauduleuses, avait imprudemment consenti au transfert de valeurs appartenant à un mineur sur la seule réquisition du père administrateur légal pourvu d'un Conseil judiciaire et non assisté de ce Conseil, à raison de l'impossibilité de déterminer la part exacte lui revenant

¹ Cass., 11 juillet 1892, D., 94, I, 513.

² Cass., 11 juillet 1892, D., 94, I, 561.

³ Cass., 10 novembre 1897, D., 98, I, 310.

dans le dommage éprouvé par ce mineur. En réalité, la Banque était bien responsable pour le tout, car sa négligence avait rendu possible le préjudice total. Les expressions employées par la Cour n'ont ici encore pas d'autre signification.

Cependant, si le plus souvent il y a corrélation entre ces diverses formules, il n'en est pas toujours ainsi ; quand chaque délinquant a causé tout le dommage, on peut dire à juste titre que ce dommage est indivisible ou qu'il est impossible de le répartir entre les coauteurs du délit, mais l'inverse n'est pas également vrai, et Laurent peut prétendre avec quelque raison que cette indivisibilité ou cette impossibilité ne rendent pas l'obligation des délinquants solidaire, car elles n'impliquent pas forcément que chacun d'eux soit l'auteur du préjudice entier. De telles formules sont dangereuses, parce qu'à raison de leur élasticité, de leur imprécision, elles facilitent une extension excessive de la solidarité, et servent aux Tribunaux pour pronocer des condamnations au tout dans des circonstances où il est difficile, impossible même de les justifier.

Le danger de l'idée d'indivisibilité se manifeste clairement dans deux arrêts de la Cour d'Aix du 14 mai 1825 ¹ et du 1^{er} mars 1826 ² prononçant l'un et l'autre une condamnation solidaire contre les propriétaires de diverses manufactures voisines en réparation du dommage causé par les exhalaisons insalubres qu'elles dégageaient. « Considérant, dit la Cour dans le pre-

¹ D., 1826, I, 424.

² D., 1827, I, 230.

mier de ces arrêts, que si, par la manière indivisible dont le dommage s'effectue et par le résultat d'une faute particulière et commune, le fait de chacun des fabricants devenant le fait de tous et le fait de tous étant le fait de chacun, la réparation est due par tous et par chacun, *per totum et totaliter*, cette solidarité est conforme aux principes du droit. » Il semble évident pourtant que dans ce cas, le dommage n'était que la somme des préjudices particuliers causés par chaque usine et que la réparation pouvait et devait se diviser entre les fabricants. L'erreur est encore plus sensible dans l'arrêt du 1^{er} mars 1826 où la Cour reconnaît elle-même l'absence de corrélation entre le fait de chacun et l'ensemble du dommage : « Attendu, dit-elle, que, quoi qu'il fût facile de reconnaître et de faire constater la quotité et la quantité des dommages que chaque fabricant occasionne, par le plus ou moins de sels qu'il met en décomposition, les dommages n'en sont pas moins simultanément occasionnés par la réunion de toutes les vapeurs ; que cette agglomération de gaz est la cause immédiate du dommage occasionné ; qu'il est juste de considérer les défendeurs comme solidaires, parce qu'il s'agit d'un fait indivisible. »

La deuxième formule a conduit la jurisprudence à des résultats analogues et non moins regrettables. Nous en citerons comme preuve un arrêt de la Cour de Caen du 23 mai 1873 ¹ intervenu dans les circonstances suivantes : le 10 mai 1872, dix-huit individus se livrèrent

¹ Caen, 23 mai 1873, D., 75, II, 41. *Cpr.* Aix, 11 janvier 1873, D., 74, II, 68.

en même temps et sans accord préalable à la pêche du maquereau dans un parc à huîtres ; en poursuivant dans tous les sens les poissons qui s'y trouvaient, ils détruisirent une quantité considérable de jeunes huîtres écrasées par les engins de pêche et sous les pieds des pêcheurs. Assignés en réparation du dommage, ils furent tous condamnés solidairement, pour ce motif « qu'il est matériellement impossible de déterminer la part imputable à chacun dans la destruction de ces huîtres, puisque tous les pêcheurs agissaient ensemble sur le même emplacement... ; qu'alors la solidarité naît de la force même des choses, lorsqu'il n'est pas possible d'assigner à chacun des auteurs de quasi-délits sa part d'action et de responsabilité ». Voilà un exemple frappant de la non-identité de cette formule avec notre critérium. Un seul pêcheur certainement n'aurait pu causer tout le dommage ; celui-ci n'a dû son importance qu'au nombre élevé des délinquants. Il pouvait être difficile de calculer exactement la part de responsabilité incombant à chacun, mais comme le dit Laurent, lorsqu'il n'y a pas de raison de diviser l'obligation inégalement, elle se divise par parts égales. C'était le cas d'appliquer cette règle, si les circonstances de la cause ne permettaient pas aux juges d'opérer une plus équitable répartition.

Dans tous ces arrêts il n'y a pas seulement des appréciations de fait inexactes, mais encore la violation de ce principe de droit que nul n'est responsable du fait d'autrui, puisque chaque délinquant est condamné à réparer intégralement un préjudice auquel il n'avait manifestement contribué que pour partie. Aux termes

de l'article 1382 du Code civil, la réparation se mesure aux conséquences dommageables de la faute ; pour justifier une condamnation *in solidum*, il ne suffit donc pas que les juges se déclarent incapables de répartir l'indemnité entre les délinquants, il faut encore que chacun de ces derniers puisse être considéré comme étant l'auteur de tout le préjudice.

Malgré ces réserves, et bien que la jurisprudence dans la plupart de ses décisions s'inspire d'idées toutes différentes de celles que nous avons adoptées, les résultats auxquels elle arrive ne sont pas extrêmement différents de ceux auxquels nous conduit l'application de notre fondement objectif. L'étendue des deux systèmes est comparable ; en ce qui concerne les délits proprement dits, il y a identité de solutions, et, si nous avons dû rejeter certains arrêts du troisième groupe, parce que, pour nous, la communauté d'action est un motif sans valeur, cette même raison nous a conduit à admettre franchement et même à étendre le quatrième groupe sur lequel la jurisprudence est encore parfois hésitante. Enfin, les arrêts de ce dernier groupe que nous avons repoussés comme violant l'article 1382 sont relativement peu nombreux, et la jurisprudence la plus récente ne paraît pas disposée à persévérer dans cette voie ; elle tend bien plutôt à n'admettre la solidarité que dans la limite où chaque

délinquant a causé le dommage¹. La Cour d'Orléans le 21 février 1896², notamment, ayant à statuer sur la réparation d'un préjudice imputé à deux personnes et estimant que l'une d'elles n'en était que partiellement l'auteur, a limité la solidarité à la fraction d'indemnité représentative du dommage commun aux deux délinquants, laissant le surplus à la charge de l'autre seul.

¹ Cass., 31 janvier 1899, D., 99, I, 301.

² D., 1899, I, 109.

CHAPITRE III

NATURE ET EFFETS DE L'OBLIGATION DES CODÉLINQUANTS

Chaque coauteur d'un même délit ou quasi-délict civil sera donc tenu pour le tout à la réparation du dommage. Il nous reste à rechercher la nature et les effets de cette obligation. Ces deux questions sont intimement liées et la solution de la seconde dépend, on le comprend bien, du parti que l'on adopte sur la première. A ce point de vue, la jurisprudence et la doctrine sont très divisées, et les opinions les plus diverses se sont fait jour. Systèmes de l'indivisibilité, de la solidarité parfaite, de la solidarité imparfaite, de l'obligation *in solidum*, système intermédiaire de MM. Aubry et Rau admettant la solidarité imparfaite avant, la solidarité parfaite après le jugement de condamnation, système intermédiaire ébauché par la jurisprudence tendant à réserver la qualification d' « *in solidum* » à l'obligation résultant d'un quasi-délict accompli sans communauté d'action, tous ont été tour à tour soutenus. Mais les cinq derniers se rattachent en définitive à une idée de solidarité *lato sensu* et pour plus de commodité, pour ne pas séparer des systèmes parfois très voisins les uns des autres, nous les réunirons dans une

même section et nous étudierons : 1° le système de l'indivisibilité, et 2° les systèmes se rattachant à la solidarité au sens large du mot.

SECTION I

Système de l'indivisibilité.

Ce système est tout entier l'œuvre de quelques arrêts, et, loin de trouver un appui quelconque parmi les auteurs, il a été de leur part l'objet de critiques à peu près unanimes.

En cherchant une base plus large que l'article 55 du Code pénal, et pouvant lui permettre de prononcer une condamnation au tout contre des délinquants que n'unissait aucune entente frauduleuse, aucune communauté d'agissements, la jurisprudence par une confusion regrettable de mots est arrivée à l'idée de véritable indivisibilité. Une des premières applications qui fut faite de ce système est relative à une espèce que nous connaissons déjà ; il s'agissait d'un dommage causé à des récoltes par la combinaison des vapeurs de plusieurs usines, qui, en se mélangeant dans l'atmosphère, rendaient toute culture impossible dans les propriétés voisines. La jurisprudence, à laquelle jusqu'alors le dol ou la fraude avaient paru des conditions nécessaires à l'existence de la solidarité, devait hésiter à la prononcer dans ce cas où les faits dommageables restaient personnels à chaque fabricant et avaient été accomplis sans intention commune de nuire. Et le rapporteur à la Cour de Cassation déclarait précisément

que, dans ce cas particulier, la possibilité d'une condamnation solidaire lui paraissait chose fort douteuse. La Cour pensa échapper à la difficulté en se rattachant à l'idée d'obligation indivisible. « Attendu, avait dit la Cour d'Aix ¹, que l'agglomération de gaz est la cause immédiate du dommage occasionné ; qu'il est juste de considérer des défenseurs comme solidaires, puisqu'il s'agit d'un fait indivisible qui engendre nécessairement une obligation indivisible ». « Attendu, répéta après elle la Cour suprême ², que chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement ; que la dette est indivisible lorsqu'à raison des rapports entre les créanciers et les débiteurs, elle n'est point susceptible d'une répartition proportionnelle et d'une prestation particulière. Et attendu qu'il a été reconnu en fait par l'arrêt attaqué que les dommages formant la dette en question avaient pour cause immédiate l'agglomération simultanée et indivisible de toutes les vapeurs sorties des différentes manufactures des demandeurs en Cassation, et que leur fait était indivisible ; que, dans ces circonstances, les juges ont pu, sans violer aucune loi, regarder comme indivisible la dette des demandeurs en Cassation, et les condamner, en conséquence, solidairement ... Rejette ».

La Cour procédait sans doute d'une intention louable quand elle cherchait à élargir sa jurisprudence et à

¹ Aix, 1^{er} mars 1826, D., 1827, I, 228.

² Req., 3 mai 1827, D., 1827, I, 230.

prononcer une condamnation solidaire dans cette espèce qui se rattache au quatrième groupe. Mais il est impossible d'approuver les moyens employés par elle. Tous les motifs de cet arrêt reposent sur une série de confusions ; confusion de l'indivisibilité avec la solidarité ; confusion de l'indivisibilité du fait dommageable avec l'indivisibilité de l'obligation. Pour la Cour, c'est la cause d'une obligation qui rend cette obligation indivisible ; le rapporteur avait d'ailleurs pris soin d'insister sur cette idée en déclarant que, si le fait individuel de chaque fabricant pouvait à lui seul ne pas être nuisible, la simultanéité de ces faits individuels devenait la cause du dommage ; la cause du dommage était donc indivisible. Or, ajoutait-il, ce ne sont pas des faits isolés et individuels de chaque obligé, mais la cause elle-même qui rend indivisible l'obligation. Et il invoquait à l'appui de son argumentation l'article 1218 du Code civil et l'autorité de Pothier ¹.

La confusion que l'on remarque dans cet arrêt entre l'indivisibilité et la solidarité n'est pas nouvelle. La Cour de Cassation avait déjà deux ans auparavant déclaré en termes fort nets qu'une obligation indivisible de sa nature est toujours solidaire, lors même que la solidarité n'aurait pas été stipulée ². La même erreur devait se répéter plus tard à diverses reprises et notamment dans un arrêt du 29 janvier 1840, qui vise à la fois les textes du Code civil relatifs à la solidarité et ceux qui traitent de l'indivisibilité, en se fondant,

¹ Voir la note sous l'arrêt précité.

² Cass., 11 janvier 1825, S., 1825, I, 285,

pour motiver une condamnation au tout, sur le « rapprochement des articles 1202, 1217, 1218 et 1222 du Code civil et des articles 126 et 1036 du Code de procédure civile ¹ ».

On trouve, jusqu'à une date relativement récente, des décisions se rattachant à ce même système. Le 19 septembre 1878 la Cour d'Aix ² prononça une condamnation au tout contre les propriétaires et les locataires de diverses maisons de tolérance, dont la réunion causait un préjudice aux immeubles voisins : « Attendu, déclara la Cour, que chacun des propriétaires et locataires doit être tenu envers les demandeurs de la totalité du préjudice éprouvé, et ce, par application des principes sur les obligations indivisibles qui veulent que, lorsque la cause du dommage est indivisible, chacun des auteurs de ce dommage soit condamné *in solidum*. » L'année suivante, la Cour de Cassation elle-même, semble avoir voulu redonner une nouvelle vie à cette théorie. Cet arrêt, dont nous avons déjà eu l'occasion de dire quelques mots, est relatif à la responsabilité des commissaires de surveillance d'une Société en commandite par actions. Aucun texte n'établissait la solidarité entre eux ; si cette solidarité existe, ce ne peut être que dans les termes du droit commun, c'est-à-dire lorsqu'ils se sont rendus coupables d'un délit ou d'un quasi-délit ; ce n'est donc qu'un cas particulier du sujet qui nous occupe. Eh bien, la Cour suprême écarta toute idée de solidarité pour rattacher

¹ Cass., 29 janvier 1840, D., 1840, I, 123.

² D., 79, II, 219 ; voir aussi Cass., 18 août 1862, S., 63, I, 265.

la condamnation pour le tout qu'elle prononçait aux principes de l'indivisibilité : « Attendu que la solidarité ne peut résulter que de la convention ou d'une disposition de la loi ; attendu que, si, en raison de son indivisibilité, la faute commune peut rendre chacun de ceux qui l'ont commise responsable de la totalité du préjudice¹.... ». C'est bien là encore, semble-t-il, rajeunie et exprimée sous une autre forme, l'idée que nous avons déjà rencontrée et d'après laquelle l'indivisibilité de l'obligation découlerait de l'indivisibilité de ses causes.

En résumé, tous ces arrêts reposent :

1^o Sur une confusion de l'indivisibilité avec la solidarité ou l'obligation *in solidum* ;

2^o Sur cette idée particulièrement développée dans l'arrêt du 3 mai 1827, que l'indivisibilité de la cause d'une obligation rend cette obligation indivisible.

Que faut-il en penser ?

Que la solidarité et l'indivisibilité soient choses distinctes, produisant des effets différents, c'est là un principe élémentaire, et l'on peut s'étonner à bon droit de l'erreur commise par la jurisprudence, alors surtout qu'il existe dans notre Code civil un texte formel sur ce point : l'article 1219. Si réellement l'obligation des délinquants avait présenté les caractères de l'indivisibilité, ce n'est pas solidairement que les Tribunaux devaient les déclarer tenus, mais bien d'une manière indivisible. La jurisprudence sur ce premier point nous paraît donc sans excuse².

¹ Cass., 12 février 1879, D., 79, I, 281.

² *Cpr.* Marcadé sur 1225, p. 499 : « On doit s'étonner, dit-il, d'une

Mais — et cette deuxième question est plus importante — est-il possible d'admettre qu'il s'agisse ici d'obligation indivisible? Est-ce réellement la cause d'une obligation qui détermine sa nature?

Pour y répondre, il convient d'examiner successivement les diverses espèces d'indivisibilité prévues par la loi. On sait que notre Code civil, suivant en cela la doctrine de Pothier, inspiré lui-même par Dumoulin, reconnaît trois espèces d'indivisibilité : l'indivisibilité *natura*, prévue par l'article 1217; l'indivisibilité *obligatione*, établie par l'article 1218, et l'indivisibilité *solutione* de l'article 1221, 5°¹.

Il ne peut évidemment être question ici de l'indivisibilité *natura* que définit l'article 1217 : « L'obligation est divisible ou indivisible selon qu'elle a *pour objet* ou une chose qui dans sa livraison, ou un fait qui dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division, soit matérielle, soit intellectuelle ». C'est donc de son objet, et non pas de sa cause, que dépend la nature divisible ou indivisible de l'obligation. Les auteurs citent ordinairement, comme exemples de cette indivisibilité, la servitude de passage, l'obligation de constituer une hypothèque, de faire ou de ne pas faire tel

semblable hérésie. » *Cpr.* aussi Demolombe, *op. cit.*, t. III, n° 339; Aubry et Rau, p. 50, note 14, § 301.

¹ Nous conservons ce terme d'indivisibilité *solutione*, très généralement adopté, bien qu'à vrai dire il ne s'agisse pas dans ce cas d'une véritable indivisibilité, l'obligation en elle-même restant divisible, et que notre Code la présente avec raison comme une simple exception aux effets des obligations divisibles. *Cpr.* Baudry-Lacantinerie et Barde, n° 1317; Demolombe, t. III, n° 530; Aubry et Rau, t. IV, § 301, p. 57, note 37.

voyage, etc. Voilà des objets qui assurément ne sont, à aucun point de vue, divisibles. Mais dans le cas de délit ou de quasi-délit, l'objet de l'obligation, qui est de réparer le dommage, consiste toujours en une somme d'argent. Or, c'est là chose essentiellement divisible, si divisible que, lorsqu'une obligation indivisible *natura* est convertie en une obligation de dommages-intérêts, elle perd son caractère d'indivisibilité. La jurisprudence, qui proclame elle-même ce principe¹, est donc singulièrement contradictoire et critiquable quand elle déclare que la réparation du dommage causé par les coauteurs du quasi-délit constitue « un objet indivisible² ». La Cour a sans doute voulu exprimer par ces mots l'indivisibilité du dommage, l'impossibilité de faire la part de chacun. Cela prouve une fois de plus le danger de ces formules, qui peuvent couvrir une idée juste, mais qui conduisent à des erreurs de terminologie regrettables. On ne saurait parler d'objet indivisible quand il s'agit, comme dans ce cas, de somme d'argent.

Nous ne croyons pas davantage qu'il soit possible de voir dans l'obligation des coauteurs d'un délit une indivisibilité *obligatione*. Cette indivisibilité, comme la précédente, résulte du caractère indivisible de l'objet

¹ Voir notamment Cass., 14 juin 1887, D., 88, I, 19. « Attendu, dit cet arrêt, qu'aux termes de l'article 1220 C. C. les héritiers d'une obligation susceptible de division ne sont obligés de la payer que pour la part dont ils sont tenus comme représentants du débiteur; qu'il en est ainsi, lors même que la dette se rapporte à une obligation indivisible dans son objet, si son inexécution a donné lieu à des dommages-intérêts essentiellement divisibles. »

² Cass., 8 novembre 1836, D., 36, I, 411.

de l'obligation et non pas de l'indivisibilité de sa cause, ainsi que le prétendait à tort M. de Vatimesnil en invoquant l'autorité de Pothier et l'article 1218 du Code civil. Il est facile de se convaincre que Pothier n'a jamais émis une telle opinion. Tout au contraire, il intitule le chapitre VI de son *Traité des obligations* : « De quelques espèces d'obligations considérées par rapport aux choses *qui en sont l'objet* » ; et c'est dans ce chapitre qu'il traite de l'indivisibilité *obligatione*, au sujet de laquelle il écrit notamment : « Il y a certaines choses qui, quoiqu'elles eussent pu être stipulées pour partie, ont néanmoins quelque chose d'indivisible dans la manière dont elles sont considérées ¹ », et plus loin : « Dans l'indivisibilité d'obligation, ce qui fait que chacun est débiteur du total vient de la qualité de la chose due, qui n'est pas susceptible de parties ². » La même idée ressort non moins nettement de l'article 1218 du Code civil, aux termes duquel « l'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait *qui en est l'objet* soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel elle est considérée dans l'obligation ne la rend pas susceptible d'exécution partielle ». C'est donc ici encore l'objet qui détermine la nature de l'obligation ; seulement cet objet n'est pas, en lui-même, nécessairement insusceptible de prestation pour partie, il ne le devient qu'à raison du rapport sous lequel les parties l'ont naturellement envisagé. On en cite habituellement pour exemples le cas, indiqué par Dumoulin, d'un architecte

¹ Pothier, *Traité des Obligations*, n° 292.

² Pothier, *id.*, n° 323.

qui s'engage à construire une maison, un peintre à faire un tableau, un sculpteur une statue. Le stipulant a eu certainement en vue une maison complète, habitable, un tableau ou une statue achevée ; l'indivisibilité n'est pas nécessaire, mais elle est naturelle, et, comme le dit Demolombe, sa cause efficiente est double : d'une part la forme caractéristique de la chose et, d'autre part, l'intention vraisemblable des parties ¹.

Or, dans le cas qui nous occupe, ces deux causes font également défaut. Lorsqu'en effet l'objet d'une obligation est une somme d'argent, il ne saurait être question d'indivisibilité naturelle, pas plus que d'indivisibilité nécessaire. C'est là une chose essentiellement divisible, insusceptible de forme caractéristique, quel que soit le rapport sous lequel on la considère. On comprend qu'une maison, bien que divisible matériellement, puisse devenir, dans l'intention des parties, un tout indivisible ayant une forme et une destination déterminées ². Une telle supposition n'est pas possible quand il s'agit de choses fongibles. Et jamais les auteurs ne l'ont pensé, car aucun ne cite un tel exemple à propos d'indivisibilité *obligatione* ³. Il faudrait dès lors, l'intention tacite des parties n'étant pas vraisemblable, qu'elles l'aient formellement exprimée en s'obligeant, chose impossible en matière

¹ Demolombe, *op. cit.*, t. III, n° 516.

² *Cpr.* Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, t. II, 2^e édition, p. 407.

³ Pothier, *Obligations*, n° 292 ; Marcadé, t. IV, art. 1218, n° 634 ; Colmet de Santerre, n° 157 bis, VIII, 50 ; Demolombe, t. III, n° 516 ; Aubry et Rau, t. IV, § 301, p. 48-49, texte et notes 8 et 9 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, p. 420.

de délits ou de quasi-délits, car il n'y a entre les délinquants et la victime aucun accord de volonté. Au fond, cette indivisibilité ne peut résulter que d'un contrat.

Il en est de même de l'indivisibilité *solutione*, en admettant qu'elle ne se confonde pas avec la précédente, comme l'ont soutenu quelques auteurs¹. Pour la majorité, cependant, cette indivisibilité existe aux termes de l'article 1221-5° : « lorsqu'il résulte, soit de la nature de l'engagement, soit de la chose qui en fait l'objet, soit de la fin qu'on s'est proposée dans le contrat, que l'intention des contractants a été que la dette ne pût s'acquitter partiellement ». Toutes ces expressions supposent une convention préalable, un accord de volonté qui ne peut se concevoir en matière délictuelle. D'ailleurs, auquel des cas indiqués par ce texte faudrait-il rattacher l'indivisibilité du paiement réclamé par la victime ? A aucun point de vue l'*objet* n'est indivisible ; et l'on ne peut pas supposer qu'en exigeant l'indemnité à laquelle elle a droit, celle-ci se propose une *fin* qui, comme l'exercice d'un réméré, rende l'intégralité du versement nécessaire. Serait-ce alors le cas d'application vainement cherché par les auteurs auquel se réfèrent ces mots du texte : *nature de l'engagement* ? Ce n'est pas vraisemblable, à raison des termes employés par le législateur qui parle for-

¹ Notamment : Toullier, VI, n° 702 ; Rodière, n° 333. — *Cpr.* Duranton, t. II, n°s 256 et suiv. ; Boistel, De l'indivisibilité *solutione* (*Revue historique de Droit fr. et étr.*, 1868, p. 146 ; Demolombe, t. III, n° 531 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, n° 1317, p. 412 texte et note 1 ; Aubry et Rau, t. IV, § 301, p. 57 et 58, notes 37 à 42.

mellement d'intention des *contractants*. En réalité, comme la précédente ; cette indivisibilité ne peut résulter que d'un contrat.

Enfin, quelle que soit l'indivisibilité dont il s'agisse, ses effets ne se produisent que dans la mesure où ils sont inévitables, à raison de la nature de l'objet ou de sa destination. Or, en matière de délits, cette nécessité absolue ne peut se rencontrer ; si le juge n'a pas le moyen de faire la proportion de ce que doit chaque coauteur, il lui restera toujours la ressource de les condamner à des parts égales.

Le système de l'indivisibilité repose donc sur une erreur juridique.

D'ailleurs, les conséquences auxquelles il conduit suffiraient à le faire rejeter. Supposons qu'un des délinquants vienne à mourir ; si son obligation était indivisible, chacun de ses héritiers en resterait tenu pour le tout. Un tel résultat ne paraît pas admissible. On comprend que chaque auteur du dommage soit condamné à le réparer intégralement lorsque sa faute l'a causé tout entier. Mais pour quelle raison chacun de ses héritiers serait-il tenu de la totalité de l'indemnité ? N'ayant commis personnellement aucune faute, ils ne sont obligés qu'en qualité d'héritiers, et en proportion de leurs droits héréditaires. Si leur auteur s'était rendu coupable d'un crime, l'obligation se diviserait entre eux, car, aux termes de l'article 55 du Code pénal, elle n'est que solidaire, et chacun ne paierait qu'une partie des dommages-intérêts, un cinquième, un dixième peut-être ; admettra-t-on que leur situation devienne plus dure et qu'ils soient obligés,

chacun pour le tout, parce que leur auteur n'a commis qu'un délit trop léger pour être frappé par la loi pénale ? Ne serait-ce pas un véritable défi à l'équité ?

Une autre conséquence non moins inadmissible de ce système résulterait de l'application de l'article 1225 du Code civil. Cet article accorde à tout débiteur d'une dette indivisible¹ le droit de demander un délai pour appeler en cause ses codébiteurs, lorsque la dette n'est pas de nature à ne pouvoir être acquittée que par le débiteur assigné ; ce droit, dans l'opinion dominante, n'est pas simplement d'opposer l'exception dilatoire de l'article 174 du Code de procédure, c'est le droit beaucoup plus étendu d'obtenir que ses codébiteurs et lui soient condamnés conjointement². Conjointement et non pas solidairement, c'est-à-dire que, lorsque l'obligation par suite d'inexécution se transformera en dommages-intérêts, « y étant tous condamnés, ils n'en seront tenus que pour leur part, parce que cette obligation de dommages-intérêts est divisible³ ». Supposons alors que la victime assigne l'un

¹ L'article 1225, pour la plupart des auteurs, ne s'applique qu'aux deux premières espèces d'indivisibilité, et non à l'indivisibilité *solutione* (contra Duranton, t. XI, nos 297 et 311). Mais, quelle que soit l'opinion admise, notre argument conserve sa portée en ce qui concerne l'indivisibilité *obligatione*, celle précisément que les arrêts visent plus particulièrement. *Cpr.* Colmet de Santerre, t. V, n° 161 *bis*, III ; Aubry et Rau, 4^e édition, § 301, note 43.

² Pothier, nos 331, 332 et suiv. ; Marcadé sur 1245, nos 645 et suiv. ; Duranton, t. XI, nos 303 et suiv. ; Larombière, t. II, art. 1225 ; Demolombe, t. III, nos 601 et 602 ; Colmet de Santerre, t. V, n° 160 *bis* ; Aubry et Rau, 4^e éd., t. IV, § 301, p. 52 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Obligations*, t. II, n° 1336.

³ Pothier, n° 333.

des auteurs du délit seulement, et lui demande la totalité de la réparation comme constituant une chose indivisible. Il ne s'agit évidemment pas d'une dette de nature à ne pouvoir être acquittée que par l'assigné : l'article 1225 s'appliquera donc et le délinquant jouira du délai prévu par ce texte pour mettre en cause ses codélinquants, afin que la condamnation ne soit pas prononcée contre lui seul, mais aussi contre les autres ; « et comme la dette par hypothèse n'est pas solidaire, cette condamnation ne sera prononcée que divisément ¹ ». Est-il possible d'accorder une faveur aussi exorbitante aux coauteurs d'un délit ? Ce serait la ruine du principe posé par l'article 1382 du Code civil, en vertu duquel chacun est tenu pour le tout du dommage causé par sa faute.

Ces conséquences insoutenables condamnent donc absolument la doctrine de l'indivisibilité entre coauteurs d'un même délit ou quasi-délit civil.

SECTION II

Systèmes se rattachant à la solidarité « lato sensu ».

Aussi la doctrine a-t-elle toujours vu dans l'obligation des codélinquants, les caractères d'une obligation solidaire au sens large du mot. Mais l'accord cesse dès qu'il s'agit de préciser la nature de cette obligation solidaire et d'en déterminer les effets.

Pour les uns ², c'est une solidarité parfaite, telle que

¹ Duranton, n° 304.

Merlin, *Questions de Droit*, V° *Solidarité*, § 2 ; Delvincourt, t. III p. 683 ; Laroombière, t. III, art. 1202, n° 22 ; Boncenne, t. II, p. 545 ; Rauter, n° 181 ; Sourdat, nos 143, 476 et s.

l'a réglementée le Code Civil et produisant toutes les conséquences qu'il indique dans ses articles 1200 et suivants.

Pour d'autres, on ne peut songer à admettre des effets aussi étendus ; il n'y a là qu'une solidarité restreinte à laquelle ne s'appliquent pas les articles 1205, 1206, 1207 du Code Civil, à raison de laquelle les co-obligés doivent bien *totum* mais non *totaliter*, et ne peuvent pas être considérés comme mandataires réciproques *ad perpetuandam obligationem* ¹. Et encore les auteurs partisans de ce système ne s'entendent-ils pas sur l'appellation qu'il convient de donner à cette solidarité. Marcadé ², Colmet de Santerre ³ parlent de solidarité imparfaite ; Demolombe ⁴, Rodière ⁵, Baudry-Lacantinerie et Barde ⁶ s'élèvent contre cette expression et préfèrent celle d'obligation *in solidum*. Tout en reconnaissant les avantages de cette terminologie qui permettrait d'éviter toute confusion avec l'ancienne théorie ⁷, aujourd'hui presque abandonnée, d'après laquelle le législateur du Code civil aurait employé le même mot de solidarité dans deux sens

¹ Nous conservons cette formule ingénieuse et commode pour expliquer les effets de la solidarité parfaite, adoptée d'ailleurs par la jurisprudence (Cass., 16 décembre 1891, D., 92, I, 177), bien que plusieurs auteurs modernes l'aient vivement critiquée. Voir notamment Huc.

² Marcadé, t. IV, 1202, n° 604.

³ Colmet de Santerre, t. V, n° 135 bis, III; *Cpr.* Cohendy, note dans D., 1892, I, 179.

⁴ Demolombe, t. III, n° 292.

⁵ Rodière, n° 320.

⁶ Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, n° 1301.

⁷ Mourlon, II, n° 1260.

bien distincts, et de mieux marquer l'écart qui sépare quant à leur origine la solidarité véritable de l'obligation au tout, nous croyons qu'il n'y a guère entre ces deux systèmes qu'une différence de mots car, en définitive, les partisans de l'un comme de l'autre reconnaissent le même fondement et les mêmes effets à l'obligation des codélinquants ¹.

MM. Aubry et Rau enfin admettent un système intermédiaire : en principe, il s'agit d'obligation *in solidum* ², mais le jugement de condamnation la transforme en solidarité parfaite. « Aucun texte de loi, disent-ils pour justifier cette étrange opinion, ne permet de supposer que le législateur ait voulu établir, du moins en général, des différences quelconques entre les effets d'un engagement contracté d'une manière solidaire et ceux d'une condamnation prononcée solidairement. »

La jurisprudence n'est pas moins divisée que la doctrine. Jusqu'à ces dernières années cependant, elle paraissait se rallier d'une manière à peu près unanime au système de la solidarité parfaite. Le langage même des arrêts en fournit témoignage : tantôt ils se réfèrent aux articles du Code civil qui la réglementent ³, tantôt

¹ Voir dans le même sens Blanche, t. I, n° 411 ; Garraud, t. II, n° 39 ; Huc, t. VII, n° 313 ; Boistel, note dans D., 92, II, 33 ; Cohendy, note dans D., 92, I, 177 ; Levillain, notes dans D., 90, II, 321 et 94, I, 513.

² Tout en posant ce principe dans le texte (§ 298 *ter*, p. 22), ils raisonnent en note (notes 13 et 14) comme s'il s'agissait d'un cas de solidarité légale.

³ Cass., 29 février 1836, S., 36, I, 293 ; *id.*, 15 janvier 1878, D., 78, I, 252.

ils argumentent par analogie de l'article 2002, laissant par là supposer que c'est bien la solidarité véritable, contractuelle qu'ils ont en vue¹ ; tantôt même ils établissent un rapprochement formel avec cette dernière ; « Attendu, dit notamment la Cour de Cassation, que si la solidarité doit être expressément stipulée dans les contrats, il ne peut en être de même dans les cas où elle dérive, soit de la nature de l'obligation, soit du délit ou quasi-délit de l'obligé². » Enfin, dès l'instant que pour la jurisprudence l'article 55 du Code pénal édicte une solidarité parfaite³, il est bien certain que, pour elle, il s'agit aussi de cette solidarité en matière de délits civils, lorsqu'elle se base sur le même texte pour la prononcer. Cette conséquence a été très nettement mise en relief par la Cour de Caen dans un arrêt du 5 mars 1894⁴ : « Attendu, dit-elle, qu'il n'y a pas lieu de distinguer où la loi ne distingue pas ; que la solidarité dont le Code civil a réglé les conséquences est la même et doit produire les mêmes effets, soit qu'elle ait lieu en vertu d'une convention, soit qu'elle ait lieu en vertu d'une disposition de loi. Attendu qu'aux termes de l'article 55 du Code pénal, tous les individus condamnés pour un même crime ou un même délit sont tenus solidairement des dommages-intérêts ; que le rôle de chacun d'eux dans l'exécution d'un crime ou d'un délit peut avoir été très distinct et résulter d'actes

¹ Aix, 14 mai 1825, D., 26, I, 424.

² Cass., 29 janvier 1840, D., 40, I, 123.

³ Caen, 5 mars 1894, D., 95, II, 329 ; Cass., 41 novembre 1898, D., 99, I, 65.

⁴ D., 95, II, 329.

séparés ; qu'il suffit pour qu'ils soient tenus solidairement qu'ils aient tous concouru plus ou moins à l'exécution d'un même crime ou d'un même délit ; que par analogie la même règle doit être appliquée en matière de quasi-délits pour la réparation du dommage causé ». Et la Cour en conclut logiquement que l'appel interjeté par un des débiteurs profite à l'autre.

La même doctrine ressort d'un arrêt de la Cour suprême du 16 décembre 1891 ¹. La Cour, il est vrai, déclare que l'appel formé contre quelques délinquants ne conserve pas le droit de l'appelant contre les autres, mais il faudrait se garder d'en conclure que, pour la jurisprudence, il n'existe pas entrê eux dans ce cas de mandat réciproque. Les termes de l'arrêt sont en effet particulièrement significatifs à cet égard : « Attendu, dit-il, que pour déclarer valable, quoique tardivement signifié, l'appel formé contre Cotté, l'arrêt dénoncé se fonde sur les effets de la solidarité existant selon lui entre les divers intimés, à raison de la faute commune qui sert de base à l'action de Gillet. Attendu que de la régularité des appels formés contre Delannoy et consorts, il ne saurait résulter que Gillet soit relevé de la déchéance qu'il a encourue vis-à-vis de Cotté isolément. Qu'en effet, en règle générale, et sauf les exceptions pouvant résulter d'une disposition expresse ou virtuelle de la loi, le mandat que les débiteurs solidaires sont réputés se donner entre eux, s'il leur permet d'améliorer la condition de tous, n'a pas pour effet de pouvoir nuire à la condition d'aucun d'eux. » C'est donc encore

¹ D., 92, I, 177.

aux règles de la solidarité parfaite que l'arrêt se réfère dans ce cas particulier.

Enfin tout récemment la Cour de Paris, dans une décision très remarquable, vient de se prononcer dans le même sens, en s'élevant jusqu'à la question de principe et en affirmant pour la première fois en termes formels l'existence d'une seule et unique solidarité. Le Tribunal civil de la Seine dans son jugement du 6 avril 1897 avait déclaré que « les obligations qui prennent naissance dans des faits quasi-délictueux revêtent un caractère de solidarité parfaite ». La Cour, saisie de l'appel, confirma cette décision, en considérant au surplus que la distinction de deux sortes d'obligations solidaires « est contraire aux articles du Code civil qui traitent de la solidarité ; que l'article 1202 indique qu'elle doit résulter soit d'une stipulation, soit d'une disposition de la loi, et que les articles suivants tracent les règles de la matière, sans distinguer entre la solidarité légale et la solidarité conventionnelle ; qu'elles doivent donc s'appliquer à l'une comme à l'autre ; considérant que la thèse juridique soutenue par les appelants repose sur une base si arbitraire que les partisans de la doctrine de la solidarité imparfaite ne parviennent pas à s'entendre sur le principe qui permettrait de la définir et sur les conditions de son applicabilité ¹ ».

Mais à côté de ces arrêts qui se rattachent au système de la solidarité véritable et forment encore aujourd'hui la majorité, il est depuis quelques années question dans plusieurs autres d'obligation *in solidum*.

¹ Paris, 28 mai 1900, *Gazette du Palais*, août-septembre 1900, II,

Dans une décision de la Cour suprême du 28 mai 1889, on rencontre déjà l'idée à défaut du terme qui avait paru, sans doute, trop doctrinal sous sa forme latine. « Attendu, dit cet arrêt, que, en admettant qu'il n'y avait pas lieu de prononcer contre les membres du Conseil de surveillance une condamnation solidaire, l'indivisibilité de la faute commune devait en tous cas faire déclarer chacun d'eux responsable pour le tout, et que par conséquent dans l'espèce ils n'ont point d'intérêt à critiquer la solidarité prononcée ¹. » Comme le remarque M. Boistel ², cette responsabilité pour le tout, pour laquelle on n'a pas d'intérêt à repousser la qualification de solidaire, se rapproche beaucoup de celle qui résulte des termes employés par la doctrine d'obligation *in solidum* ou de solidarité imparfaite, si même elle ne se confond pas entièrement avec elle.

Certaines Cours d'appel n'ont pas eu de semblables scrupules, et n'ont pas hésité à se servir du mot d'obligation *in solidum* en l'opposant à la solidarité véritable. « Attendu, déclare notamment la Cour d'Alger ³, que la solidarité invoquée par l'intimé ne saurait sans doute se fonder sur les dispositions de l'article 1202 du Code civil qui ne prévoient et ne visent que la solidarité conventionnelle, mais qu'elle résulte d'autres principes qui sont applicables à l'espèce ; que l'impossibilité de déterminer dans le fait dommageable la part qui incombe à chacun des codélinquants, ce qui est le cas

¹ Cass., 28 mai 1889, D., 90, I, 414.

² Boistel, note dans D., 92, II, 33.

³ Alger, 15 mars 1890, D., 94, I, 513.

dans cette espèce, justifie en pareille matière la condamnation de chacun des codélinquants pour le tout à la réparation du dommage; que leur obligation au regard des parties lésées n'est pas à proprement parler une obligation solidaire, mais une obligation *in solidum*. » On rencontre les mêmes expressions dans des arrêts récents de la Cour de Nîmes ¹ et de la cour de Douai ².

Il convient toutefois de remarquer que la plupart de ces décisions se rattachent au quatrième groupe : il s'agit en effet de préjudice causé, tantôt par un abordage ³, tantôt par des émanations délétères que dégagent des manufactures voisines ⁴, tantôt par la faute d'un mandataire qui a excédé ses pouvoirs et par la négligence du notaire qui ne les a pas vérifiés ⁵, c'est-à-dire dans tous ces cas, de faits indépendants et personnels accomplis sans concert entre les délinquants. Faut-il en conclure que, dans l'esprit de la jurisprudence, la qualification d'obligation *in solidum* serait réservée aux espèces de ce groupe, et qu'au contraire il y aurait lieu à solidarité véritable s'il existait entre les auteurs du dommage un lien quelconque, concert frauduleux ou communauté d'action, permettant de les considérer comme mandataires réciproques les uns des autres, c'est-à-dire dans les cas se rattachant aux deuxième et troisième groupes? Un arrêt de la Cour de Douai le laisse bien supposer lorsqu'il s'exprime ainsi : « At-

¹ Nîmes, 30 avril 1895, D., 95, II, 335.

² Douai, 31 juillet 1897, D., 99, II, 211.

³ Alger, 15 mars 1890, D., 94, I, 513.

⁴ Nîmes, 30 avril 1895, D., 95, II, 335.

⁵ Douai, 25 janvier 1897, D., 97, II, 319.

tendu qu'il n'existe aucun lien entre les deux parties ; que le principe de la responsabilité qui vient d'être reconnu contre eux procède au contraire de deux causes absolument différentes ;... qu'il n'existe aucune solidarité entre eux, puisque chacun d'eux a commis une faute distincte et personnelle ; mais attendu qu'ils sont l'un et l'autre responsables de tout le préjudice ; qu'il convient en conséquence de dire qu'ils sont tenus chacun pour le tout ; ... Condamne sans solidarité entre eux, mais chacun pour le tout¹... »

Au milieu de ces opinions si diverses, il est assez difficile de prendre un parti. Cependant, bien que les systèmes se rattachant à l'idée d'obligation *in solidum* semblent séduisants au premier abord, bien qu'ils comptent en leur faveur d'éminents partisans, ils nous paraissent se heurter à une objection très grave : ils sont arbitraires et sans fondement juridique.

Le droit romain avait bien admis cette obligation à côté de la corréalité, mais notre ancienne jurisprudence l'avait répudiée et rien ne permet de supposer que le législateur du Code civil ait voulu la rétablir. Dans aucun article il n'en est question. Elle naît, dit-on, de la force des choses et il n'est pas besoin de texte pour l'édicter. Soit, mais il devait tout au moins paraître utile d'en réglementer les effets. Les auteurs ne s'entendent pas sur ce point ; certains se refusent à admettre l'existence d'un recours entre les débiteurs² ;

¹ Douai, 25 janvier 1897, D., 97, II, 319.

² Voir notamment Huc., t. VII, n° 313.

la plupart se contentent d'écarter l'application des articles 1205, 1206, 1207, et parfois 1285 et 1365 ¹, sans s'expliquer sur le maintien des autres règles relatives à la solidarité parfaite, et notamment de l'article 1208 et de l'article 1294 concernant la compensation. Que décider dans toutes ces hypothèses? C'est la porte ouverte à l'arbitraire et l'on peut dire de cette obligation ce que MM. Baudry et Barde écrivent au sujet de la prétendue solidarité imparfaite défendue par Mourlon : « Est-il admissible que, sur un point aussi important, les auteurs du Code auraient gardé le silence ²? » En définitive, historiquement et quant à ses effets, cette obligation *in solidum* n'est qu'une solidarité restreinte qui se rapproche beaucoup de la solidarité imparfaite si même elle ne se confond pas entièrement avec elle ; et plusieurs auteurs emploient ce dernier terme pour désigner l'obligation des codélinquants³ ; d'autres même se servent indifféremment des deux expressions ⁴. Aussi, ne comprenons nous guère ceux qui, après avoir combattu l'existence d'une solidarité imparfaite, admettent une obligation *in solidum* ayant précisément les mêmes effets; c'est là nous semble-t-il une contradiction ⁵ qu'ils rendent encore plus sensible en citant, à l'appui de leur opi-

¹ Demolombe, n° 298; Rodière, n° 172; Baudry-Lacantinerie et Barde, n° 1302.

² Baudry-Lacantinerie et Barde, *Obligations*, t. II, n° 1296.

³ Marcadé, n° 604; Cohendy, note dans D., 92, I, 179.

⁴ Colmet de Santerre, t. V, n° 135 bis III; Boistel, Note dans D., 92, II, 33; Dalloz, *Supplément*, V° *Responsabilité*, n° 338.

⁵ *Cpr.* Laurent, t. XVII, n° 321.

nion¹, l'arrêt de la Cour de Paris du 28 mai 1900, qui justement s'applique à l'obligation « naissant de faits quasi-délictueux », et qui, proclamant dans ce cas, l'unité de solidarité, indique clairement qu'il entend répudier, non seulement la solidarité imparfaite, mais encore l'obligation *in solidum*.

Et, d'autre part, si l'on admettait l'existence de cette dernière, dans quels cas y aurait-il lieu de l'appliquer ? Les auteurs ne s'entendent pas davantage sur cette question. Rodière² et Blanche³ estiment que l'article 55 du Code pénal édicte une obligation de ce genre ; Demolombe⁴, Colmet de Santerre⁵, une véritable solidarité. — C'est encore à ce point de vue l'arbitraire ; comme l'a dit très bien la Cour de Paris dans l'arrêt dont nous venons de parler, ce système repose sur une base si peu juridique que ses partisans ne parviennent pas à s'entendre sur les conditions de son applicabilité.

En réalité, notre Code n'a prévu qu'une seule espèce de solidarité, celle que définit l'article 1200, en termes d'ailleurs assez larges pour comprendre l'obligation des codélinquants : chacun d'eux est obligé à une même chose, de manière qu'il puisse être contraint pour la totalité et que le paiement fait par un libère les autres envers le créancier. Cela suffit pour que,

¹ Baudry-Lacantinerie et Barde, n° 1296, *in fine*.

² Rodière, n° 312, 313 et 320.

³ Blanche, t. I, n° 414.

⁴ Demolombe, t. I, n° 288.

⁵ Colmet de Santerre, t. V, n° 135 bis II et III ; *Cpr.* Garraud, *op. cit.*, t. II, 1^{re} édit, n° 39, p. 57.

d'après ce texte, il y ait solidarité et précisément la même solidarité que réglementent les articles suivants dont aucune raison ne permet d'écarter l'application, le législateur n'ayant pas distingué.

S'il est vrai que « l'unité et la simplicité, ainsi que l'écrit M. Gérardin, sont en droit comme en toutes matières choses désirables¹ », on doit préférer un tel système qui supprime toute difficulté et ne laisse aucune place à l'arbitraire, d'autant plus que ni les principes ni l'équité ne s'opposent à l'admission d'une solidarité parfaite en matière de responsabilité délictuelle.

Les principes, disons-nous. On a prétendu cependant le contraire et affirmé que l'obligation *in solidum* différerait essentiellement de la solidarité ; que cette dernière, supposant nécessairement l'unité d'obligation, et étant, comme le dit Demolombe², la conjonction même cimentée d'une manière particulièrement énergique, devenait inapplicable dans le cas de délit qui donne naissance à des obligations distinctes à la charge de chaque auteur ; qu'au contraire, l'obligation *in solidum*, caractérisée par la pluralité d'obligations, s'adaptait à merveille à cette hypothèse. Mais cette théorie est très contestable, et Saleilles³ constate qu'elle n'est pas admise par tous : « Windscheid⁴, dit-il, indique une dizaine de systèmes épilquant

¹ Gérardin, *Etude sur la solidarité* (*Nouvelle Revue Historique de Droit français*, 1885, p. 404).

² Demolombe, t. III, n° 296.

³ Saleilles, *Etude sur la théorie générale de l'Obligation d'après le premier projet de Code civil pour l'empire allemand*, 2^e édit., p. 110.

⁴ Windscheid, § 293, note 1 et § 292, note 3.

sur cette question d'unité et de pluralité ; les uns cherchant à les combiner, d'autres repoussant l'idée d'unité même en matière de corréalité¹, d'autres l'acceptant, comme Brinz², même pour la simple solidarité. » Dans notre droit, en particulier, il ne nous paraît pas exact de dire que la solidarité suppose nécessairement l'unité d'obligation : il n'en est pas ainsi dans le cas de l'article 395 du Code civil, de l'article 1734 ancien, et surtout de l'article 55 du Code pénal. Et pourtant, la majorité des auteurs reconnaît aujourd'hui qu'il s'agit, dans ces hypothèses, de solidarité parfaite³. Comment dès lors admettre que cette dernière devienne incompatible avec l'obligation née d'un délit parce que ce délit n'a pas été réprimé par la loi pénale ? Est-ce que cette circonstance, au point de vue qui nous occupe d'unité ou de pluralité, modifie en quelque chose la nature de l'obligation de ceux qui ont concouru à le commettre ?

On objecte encore que la solidarité suppose un lien subjectif unissant les codébiteurs, un mandat tacite qu'ils se seraient respectivement donné, éléments qui seraient incompatibles avec l'obligation des codélinquants. « Il n'est pas possible, dit Colmet de Santerre, de donner à leur obligation les caractères que la solidarité parfaite tient de la convention de société dont elle est ordinairement le résultat⁴. »

¹ Dernburg, *Pandectes*, t. II, § 72.

² Brinz, *Pandectes*, § 235, § 253, t. II.

³ Laurent, t. XVII, n° 313 ; Demolombe, t. III, n° 288 ; Colmet de Santerre, t. V, n° 135 bis II et III ; Huc, t. VII, p. 244 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, t. II, n° 1296 ; Garraud, *op. cit.*, t. II, n° 38.

⁴ Colmet de Santerre, t. V, n° 135 bis, III.

Mais c'est là, nous semble-t-il, une erreur. L'article 1200 se place au contraire sur un terrain tout objectif ; et n'implique nullement une idée d'association entre les débiteurs. Le mandat réciproque peut être une formule heureuse qui permet d'expliquer plus facilement les dispositions des articles 1205, 1206 et 1207, mais il n'est pas le fondement de la solidarité¹. D'ailleurs, « ce n'est point d'un mandat à l'effet de contracter la dette que résultent ces effets secondaires, mais bien d'une sorte de communauté d'intérêts qu'établit entre les débiteurs la solidarité une fois créée ; or, cette espèce d'association peut exister quelle que soit la source de la dette² ». Elle pourra donc exister entre codélinquants ; la communauté des résultats produits par leurs actes suffit de l'aveu de tous à établir entre eux certains rapports, ceux résultant par exemple de la répartition de l'indemnité, du recours qu'ils pourront exercer les uns contre les autres : pourquoi ne suffirait-elle pas à justifier les autres effets de la solidarité ? Et quand bien même on admettrait que l'idée de mandat est inhérente à cette dernière, rien n'empêcherait de supposer ce mandat imposé par la loi aux codébiteurs, comme dans le cas de l'article 55 du Code pénal, à raison de l'acte répréhensible qu'ils ont commis.

¹ *Cpr.* Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, t. II, n° 1296. Et même pour certains auteurs, tous les effets de la solidarité peuvent s'expliquer sans le secours de l'idée de représentation. Ils dérivent, suivant les uns, de l'unité d'objet (Voir notamment Huc, t. VII, n° 316 et s.); suivant d'autres, de l'alternative portant sur le sujet au lieu de s'appliquer à l'objet (Fitting, *De la nature des Obligations corréales*).

² Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n° 813, p. 241.

Enfin, pour quelques-uns, l'article 1202, tout en ne mettant pas obstacle au principe même d'une obligation au tout dans l'hypothèse de délit collectif, s'oppose absolument à l'admission, dans ce cas, d'une véritable solidarité qui ne peut, d'après ce texte, « résulter que de la convention ou de la loi ¹ ». Nous n'insisterons pas sur cet argument que nous avons écarté déjà d'une manière très générale, en nous basant notamment sur deux considérations qui trouvent ici en particulier leur application : 1° la place qu'occupe cet article et les termes qu'il emploie démontrent clairement qu'il ne concerne que les obligations conventionnelles, et non les engagements qui se forment sans convention ; 2° nous avons vu qu'il existe un texte, l'article 1382 du Code civil, d'où découle nécessairement cette solidarité ; il ne prononce pas, il est vrai, ce mot, mais on a déclaré formellement dans la discussion, qu'il en renfermait le principe, et c'est pour ce motif que l'article 16 du projet qui l'édicteait dans un cas spécial a été supprimé comme inutile ; il n'est pas besoin d'exemples, a-t-on dit, « l'énonciation du principe suffit ² ».

Il existe d'ailleurs d'autres textes qui fournissent à la théorie que nous soutenons un appui précieux : tel est l'article 44 de la loi de 67 sur les Sociétés. Si l'on admet que le législateur, lorsqu'il emploie le mot solidarité, a toujours en vue une solidarité parfaite, — et cela, croyons-nous, est reconnu en principe par les auteurs qui défendent le système de l'obligation *in soli-*

¹ Garraud, t. II, n° 39 ; *Cpr.* Colmet de Santerre, t. V, n° 135 *bis*, III.

² *Cpr.*, Sourdat, t. I, n° 476.

dum, — il faut conclure logiquement que l'obligation qui pèse sur les coauteurs d'un délit est, elle aussi, une obligation solidaire, car ce texte, en déclarant les administrateurs responsables conformément aux règles du droit commun, individuellement ou *solidairement* suivant les cas, s'en réfère à n'en pas douter « aux principes sur les obligations délictuelles¹ ». Inversement, si l'on admettait que du délit collectif découle une obligation non plus solidaire, mais *in solidum*, il faudrait décider que c'est une obligation de ce genre qu'édicte notre article 44. C'est la conclusion à laquelle arrivent quelques auteurs². Mais on retombe alors dans tous les errements de l'ancienne théorie d'après laquelle la solidarité légale serait tantôt parfaite, tantôt imparfaite, théorie arbitraire s'il en fût et dont un auteur récent a pu écrire qu'elle avait définitivement succombé³. Nous ne pensons pas que les partisans du système de l'obligation *in solidum* en matière de quasi-délits, qui tous posent en principe l'unité de solidarité légale, admettent volontiers une pareille conséquence.

On pourrait argumenter dans le même sens de l'article 3 de la loi du 4 avril 1886, car s'il n'est pas écrit dans le texte qu'il se réfère au droit commun, cela a été proclamé formellement dans la discussion. « Si l'article 3 n'existait pas, déclara le Ministre, je ne l'aurais pas inventé, parce que je considère que les règles du

¹ M. Pic, note dans D., 93, II, 249 et les références qu'il cite

² Lyon-Caen et Renault, 2^e édit, t. II, n° 825; Boistel, note dans D., 92, II, 34; M. Cohendy, note dans D., 92, I, 179

³ Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 813.

droit commun pouvaient suffire... Aucun principe n'est engagé par la disposition de l'article 3 ». « Il était très bon de le dire, ajouta M. de Laferrière pour qu'on n'en fît pas un argument *a contrario*¹ ». En présence de ces explications, il paraît difficile en tous cas d'approuver M. Huc, lorsqu'il écrit que cet article serait inutile si la doctrine de la Cour de Cassation sur les effets d'une faute commune avait paru fondée, et voit en lui la condamnation du système de la solidarité légale.

Pour toutes ces raisons de principes, nous nous rallierons donc à l'opinion qui voit dans l'obligation des coauteurs d'un même délit ou quasi-délict civil une solidarité parfaite, et nous rejeterons tous les autres systèmes, celui de la solidarité imparfaite, celui de l'obligation *in solidum* et le système intermédiaire ébauché par la jurisprudence. Nous n'admettons pas davantage la théorie mixte d'Aubry et Rau, que Sourdat² semble adopter dans une certaine mesure, et d'après laquelle l'obligation, en principe *in solidum*, deviendrait solidaire par l'effet du jugement de condamnation. On peut d'ailleurs lui reprocher de méconnaître un principe essentiel : « Les jugements ne sont que déclaratifs des droits préexistants et ne peuvent point changer le caractère des obligations qu'ils constatent³. »

Ce n'est pas à dire que le rôle des jugements soit sans importance : ils sont même nécessaires pour dé

¹ Dalloz, 1889, 4^e partie, p. 35.

² Sourdat, *op. cit.*, t. I, n^o 476.

³ Rodière, *op. cit.*, n^o 312; *Gpr.*, Demolombe, *op. cit.* t. III, n^o 289; Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, t. II, n^o 1296.

terminer si le fait dommageable est dans les conditions requises pour donner naissance à la solidarité ; mais ils ne la créent pas, ils se bornent à constater son existence ; c'est dans le délit qu'elle a pris sa source et, dès l'origine, elle a possédé tous les caractères qu'indique le Code civil dans ses articles 1200 et suivants. Notamment l'action dirigée contre un seul des auteurs du dommage aura pour effet d'interrompre la prescription à l'égard des autres ¹. De même, en principe, la chose jugée à l'égard de l'un produira effet à l'égard de tous lorsque le jugement portera sur un moyen commun à tous les coobligés ² ; mais cette dernière règle est sans application possible en matière délictuelle : le jugement de condamnation ayant statué sur la question toute personnelle de savoir si chaque délinquant a concouru au dommage total, il ne peut s'agir de moyen commun.

Ces solutions commandées, croyons nous, par les principes paraissent cependant bien rigoureuses à quelques auteurs qui invoquent, en faveur du système de l'obligation *in solidum*, des considérations d'équité. Il en est ainsi de M. Gérardin dont le langage, très modéré d'ailleurs, exprime moins l'affirmation de l'existence d'un tel système dans notre droit que le désir de l'y voir transporter : « N'est-il pas très dur, dit-il, que des personnes responsables d'une faute commune, soient atteintes pour des faits auxquels elles sont demeurées complètement étrangères, que la demande en justice

¹ *Contra* Sourdat, n° 476.

² *Cpr.* Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, II, n° 1232.

dirigée contre l'une fasse courir les intérêts et interrompe la prescription contre toutes ? Et, comme l'utilité veut qu'on conserve ces effets à la vraie solidarité, la solution du problème ne peut se trouver que dans le maintien à côté de la solidarité proprement dite, de l'obligation *in solidum*, au tout, de la responsabilité collective ¹. »

Nous ne partageons pas cette manière de voir ; il nous semble qu'entre la victime complètement innocente et les délinquants qui ont tout au moins quelque négligence à se reprocher, on doit préférer la première et ne pas hésiter à lui fournir le maximum de garanties. Elle peut, au début de l'instance, ne connaître et n'assigner que l'un des auteurs du dommage, et celui-là précisément dont la solvabilité est douteuse ; pourquoi sa demande ne conserverait-elle pas son droit contre les autres ? L'équité n'a rien de contraire à cela. D'ailleurs, ces effets dont on parle le plus souvent, ceux qu'édicte les articles 1205, 1206 et 1207 du Code civil sont précisément sans aucun intérêt pratique, et la jurisprudence n'offre pas, à notre connaissance, une seule décision qui s'y rapporte ². Pour ceux, au contraire, sur lesquels elle a eu fréquemment à statuer, c'est — nous pourrions bientôt nous en convaincre — le système de la solidarité parfaite et non celui de l'obligation *in solidum* qui conduit aux résultats les plus conformes aux principes de la justice et de l'équité.

¹ Gérardin, *op. cit.*, 1885, p. 404.

² En particulier, l'article 1205, qui prévoit la perte de la chose due et suppose par cela même que cette chose est un corps cer-

SECTION III

Effets

Dès l'instant qu'il s'agit de solidarité parfaite, il suffit de se reporter au Code civil pour en déterminer les effets ; aussi n'avons-nous pas l'intention d'en présenter ici une étude complète. Il nous paraît toutefois indispensable d'examiner brièvement ceux de ces effets qui ont été l'objet de contestations dans la pratique, et sur lesquels la jurisprudence a été appelée à statuer : c'est-à-dire ceux relatifs à certaines exceptions que peut opposer un codébiteur, à l'appel interjeté par ou contre l'un d'eux seulement, enfin au recours de celui qui a payé contre les autres. Cela nous permettra d'apprécier les avantages ou les inconvénients respectifs des deux systèmes de la solidarité parfaite ou de l'obligation *in solidum* et de voir s'il est vrai que le premier conduise à des résultats trop favorables pour la victime trop rigoureux pour les délinquants.

1^o DE L'APPEL INTERJETÉ PAR OU CONTRE UN SEUL CODÉBITEUR

A ce point de vue, y a-t-il intérêt à distinguer les deux systèmes ?

Cela dépend du fondement juridique que l'on adopte

tain, est sans application possible à l'obligation des coauteurs d'un délit, laquelle a toujours pour objet une somme d'argent. *Cpr.*, Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, II, n^o 1302, note 2.

pour expliquer cet effet. La jurisprudence et quelques auteurs le rattachent à une idée de mandat. « C'est là, dit la Cour de Lyon, l'application des principes de la solidarité qui font que les coobligés sont les mandataires les uns des autres pour la défense de leurs intérêts communs, et pour améliorer leur situation seulement, mais qu'ils ne pourraient l'aggraver ¹. »

Si l'on partage cette manière de voir, une distinction s'impose. Les délais d'appel sont-ils encore en cours à l'égard de tous les codébiteurs ? Dans ce cas, l'appel produit effet à l'égard de tous, s'il y a solidarité véritable ². S'il s'agit au contraire d'obligation *insolidum* où l'idée de mandat ne joue aucun rôle, il n'engendre que des effets relatifs ³. Un tel résultat n'est pas désirable. Supposons en effet deux délinquants condamnés solidairement envers la victime, mais pour des parts égales dans leurs rapports entre eux. Il s'ensuivrait que la partie qui n'a pas fait appel et qui est en droit de croire sa situation réglée d'une manière définitive « pourrait être passible d'une condamnation double de celle prononcée ; qu'en effet elle n'a été condamnée qu'avec recours pour moitié contre l'autre et que, contrairement au jugement elle se trouverait condamnée à la totalité sans recours aucun si celle-ci réussissait dans son appel ⁴ ». Le système de la solidarité parfaite paraît donc, sur ce point, plus conforme à l'équité

¹ Lyon, 19 mai 1881, D., 82, II, 193; *Cpr.*, Cass., 15 janvier 1873, D., 73, I, 249.

² Rodière, n° 122; Baudry-Lacantinerie et Barde, n° 1235.

³ Rodière, n° 172.

⁴ Caen., 5 mars 1894, D., 95, II, 239. Cet arrêt déclare que l'appel interjeté par un des délinquants profite à tous. Nous préférons

Il semblerait, au premier abord, que ce système dût conserver la même supériorité et conduire aux mêmes résultats lorsque l'appel est interjeté après l'expiration des délais par rapport à quelques-uns des codébiteurs. Mais cette solution qu'adoptait la majorité des arrêts ¹, il y a quelques années, nous paraît difficile à concilier avec l'idée de mandat dont s'inspire, comme nous l'avons vu, la jurisprudence. Mieux vaut, croyons nous, décider que, même dans le cas de solidarité véritable, le débiteur forclos ne sera pas relevé de sa déchéance par l'appel de son codébiteur ² et, inversement, que celui à l'égard duquel les délais sont expirés ne pourra être atteint par l'appel que le créancier dirige en temps utile contre les autres ³. Le mandat réciproque ne saurait,

cette solution à celle donnée antérieurement par la Cour de Paris (Paris 10 juin 1882, D., 83, II, 21), qui, tout en adoptant le système de la solidarité parfaite, décide que : « si le coobligé solidaire peut profiter de l'appel formé par son consort pour intervenir et conclure devant la Cour, ce n'est que dans le cas où ses exceptions et défenses lui sont communes avec l'appelant et résultent de la nature même de l'obligation, mais qu'il en est autrement lorsque la condamnation pour réparation du dommage causé par le délit ou quasi-délit dont ils répondent civilement se fonde sur des faits distinctement imputables à chacun d'eux et auxquels se rattachent des exceptions et moyens de défense purement personnels. »

¹ Cass., 30 août 1852, D., 52, I, 276; 25 mars 1861, D., 61, I, 158; 15 janvier 1873, D., 73, I, 249; 23 juillet 1889, D., 91, I, 342; 10 novembre 1890, D., 92, I, 8.

² Comme le remarquent MM. Baudry-Lacantinerie et Barde (n° 1235), il ne serait pas admis à interjeter appel lui-même. « Or, les mandataires ne peuvent certainement pas faire au nom des mandants ce que ces derniers ne pourraient pas faire eux-mêmes. »

³ « Pourquoi, en effet, celui des débiteurs qui a veillé à ses intérêts souffrirait-il de la négligence de ses coobligés? » *Idem*, n° 1236.

en effet, se supposer dans cette hypothèse¹ et, d'ailleurs, il ne peut préjudicier ni au créancier² ni aux débiteurs eux-mêmes³. « Le mandat que les débiteurs solidaires sont réputés se donner entre eux, a déclaré la Cour de Cassation, s'il leur permet d'améliorer la situation de tous n'a pas pour effet de leur permettre de nuire à la condition d'aucun d'eux⁴. » Dès lors, l'appel ne produisant que des effets relatifs aussi bien dans le système de la solidarité parfaite que dans celui de l'obligation *in solidum*, il devient sans intérêt de les distinguer.

A fortiori en sera-t-il de même si l'on rattache ces effets collectifs de l'acte d'appel non plus à une idée de mandat, mais à l'idée d'unité d'objet⁵, l'obligation solidaire et l'obligation *in solidum* ne différant pas à ce point de vue. L'adoption de ce fondement conduirait à décider que, pour l'une comme pour l'autre, l'appel interjeté par l'un des codébiteurs produit effet à l'égard de tous.

Si, enfin, l'on se rallie à l'opinion de la jurisprudence la plus récente, d'après laquelle, lorsque tous les codébiteurs ont été compris dans le même jugement de condamnation, « chacun d'eux doit user par lui-même

¹ Tissier, note dans S., 93, I, 81; Baudry-Lacantinerie et Barde, n° 1236.

² *Cpr.* Rodière, n° 123.

³ *Cpr.* Cohendy, note dans D., 92, I, 177.

⁴ Cass., 16 décembre 1891, D., 92, I, 177; S., 93, I, 81.

⁵ *Cpr.* Baudry-Lacantinerie et Barde, n° 1235. Ce système, à la différence de celui basé sur l'idée de mandat, permet de justifier l'effet général de l'appel même à l'égard des débiteurs qui ne sont plus dans les délais pour l'interjeter eux-mêmes.

des voies de recours ouvertes par la loi, ou, tout au moins, se joindre au recours exercé en temps utile par son codébiteur, faute de quoi celui qui n'agit pas est présumé acquiescer, et le jugement qui le condamne acquiert contre lui l'autorité de la chose jugée, tandis que ce jugement peut être infirmé au profit d'un autre codébiteur plus diligent¹», il est bien évident que la distinction entre les deux systèmes de la solidarité parfaite et de l'obligation *in solidum* ne présente pas d'intérêt, car, si l'appel ne produit que des effets relatifs dans le premier, il en sera ainsi à plus forte raison dans le deuxième.

En définitive cet intérêt, au point de vue de l'appel, n'apparaît que dans une seule hypothèse, celle que nous avons envisagée en premier lieu et, précisément dans ce cas il ne paraît pas douteux que le système de la solidarité parfaite conduise à des résultats plus équitables.

2^o DE QUELQUES EXCEPTIONS QUE LES DÉBITEURS
PEUVENT OPPOSER AU CRÉANCIER.

C'est au point de vue de la remise de dette que la distinction des deux espèces de solidarité présente son principal intérêt pratique en matière de délits. Avec le système de la solidarité parfaite, il suffit d'appliquer l'article 1285 du Code civil : la décharge conventionnelle au profit de l'un des délinquants libérera tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément

¹ Cass., 1^{er} mai 1901, D., 1902, I, 443. Voir dans le même sens, Cass., 27 novembre 1893, D., 94, I, 378.

réserve ses droits contre ces derniers. Au contraire, dans le système de l'obligation *in solidum*, la remise faite à l'un, même sans réserves expresses, ne libère que celui-là seul ¹. Mais les partisans de cette opinion, pour ne pas aggraver outre mesure la situation des autres débiteurs, décident que le créancier ne pourra répéter contre eux la dette que déduction faite de la part de celui qui a été déchargé ² ; c'est-à-dire qu'après avoir écarté en principe l'application de l'article 1285, ils conservent le deuxième alinéa de ce texte.

Malgré ce tempérament arbitraire, c'est encore notre système que l'on accuse pourtant de trop de rigueur, qui engendre les conséquences les plus favorables pour les délinquants. Si favorables même, que la Cour de Paris, tout en les consacrant dans son arrêt du 28 mai 1900, éprouva le besoin de se justifier en ces termes : « Considérant que, sans doute, on a pu dire, au point de vue de l'équité, que c'était Christmann qu'Hayem avait voulu favoriser, en lui faisant une remise de dette; qu'il ignorait que l'article 1285 lui imposât la nécessité de faire des réserves expresses pour conserver ses droits contre Nico, et qu'il n'avait pas eu l'intention d'exonérer son ancien caissier, infidèle à ses obligations envers lui. Mais considérant que l'article 1285 déclare que la remise au profit de l'un des débiteurs solidaires libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers ; que les prescriptions de cet arti-

¹ Demolombe, n° 299; Rodière, n° 172; Dalloz, *Répertoire*, V° *Obligations*, n° 1467; Aubry et Rau, t. IV, § 298, p. 21.

² Demolombe, n° 299; Baudry-Lacantinerie et Barde, n° 1302.

cle sont formelles, et que, pour ne les avoir point observées, Hayem et ceux qui le représentent aujourd'hui doivent en subir les conséquences, quelque rigoureuses qu'elles puissent être à leur égard¹. »

Quelques années auparavant, la Cour de Bordeaux² avait eu à statuer sur une question analogue, relative à un cas d'abordage que nous connaissons déjà. Les chargeurs du bateau abordé, *le Durley* avaient actionné solidairement les armateurs de celui-ci et le capitaine de l'abordeur *Sirius*. Mais, en présence d'une clause insérée dans le connaissement et exonérant les armateurs de toute responsabilité, les demandeurs se désistèrent de leur action contre eux et continuèrent les poursuites contre le capitaine du *Sirius* seul, auquel ils réclamèrent, néanmoins, la totalité du dommage. Celui-ci invoqua l'article 1285 du Code civil et se prétendit libéré par la remise faite à ses codébiteurs. La Cour n'admit pas ce moyen de défense : « en droit, parce que, en vertu de l'article 1165 du Code civil, la stipulation n'ayant été faite que pour régler les rapports des chargeurs et des armateurs, ne peut être invoquée par un tiers resté étranger au contrat, pas plus qu'elle ne pourrait lui être opposée ; en fait, parce que cette clause, sainement interprétée ne contient pas, même implicitement, la renonciation prétendue. » — et condamna le capitaine pour le tout en lui réservant son recours contre les armateurs du *Durley*. C'était décider que la clause de non-garantie était nulle ; mais en sup-

¹ Paris, 28 mai 1900. *Gazette du Palais*, 1900, II, 221.

² Bordeaux, 30 juillet 1888, D., 94, I, 561.

posant, conformément à l'opinion très générale¹, qu'elle fût valable, la Cour avait raison de ne pas s'arrêter à l'argument tiré de l'article 1285, car en réalité il n'y avait pas de remise ; la stipulation de non-responsabilité, au lieu d'éteindre la dette, l'ayant simplement empêchée de naître.

Il s'agissait plutôt pour le capitaine du *Sirius* d'opposer une exception purement personnelle à ses codébiteurs ; et cela lui était interdit aussi bien en matière de solidarité parfaite que d'obligation *in solidum*². Mais, — et c'est à ce point de vue que la distinction offre un intérêt, — avait-il le droit, l'exception ayant été opposée par ceux auxquels elle appartenait, de demander la déduction de la part de ces derniers, en se basant sur ce qu'il n'avait plus contre eux de recours ? Non, à coup sûr, s'il s'agit d'obligation *in solidum*³. Au contraire, dans le système de l'obligation solidaire, la question est discutée et beaucoup estiment qu'il aurait été fondé à le faire⁴. Cette dernière solution, plus favorable aux délinquants, nous paraît aussi plus conforme à la justice. N'aurait-il pas été bien dur

¹ Voir sous cet arrêt la note de M. Levillain (D., 94, I, 562, colonne 1) et les nombreuses références qu'il cite.

² Si l'on admet avec M. Levillain qu'il s'agissait dans ce cas d'appliquer l'article 2037, il en serait de même. Cet article est en effet sans application en matière, non seulement d'obligation *in solidum* mais encore de solidarité véritable, du moins dans l'opinion très généralement admise aujourd'hui.

³ *Cpr.*, Larombière, t. II, article 1208, n° 10.

⁴ Rodière, n° 77 ; Demolombe, n° 387-388 (car évidemment, dans le cas qui nous occupe, le codébiteur poursuivi ne connaissait pas l'exception appartenant à son codébiteur). *Contra* Laurent, t. XVII, n° 300 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, n° 1244.

de faire supporter au capitaine du *Sirius* l'intégralité de la réparation, alors que surtout que sa faute était la moins grave et, que les juges en déterminant la part contributoire de chacun des débiteurs dans leurs rapports entre eux, avaient évalué la sienne au cinquième seulement du dommage total ?

La jurisprudence a eu encore à faire application des principes posés par l'article 1208 du Code civil, en ce qui concerne l'exception tirée de l'article 216-2° du Code de Commerce : « Tout propriétaire de navire dit ce texte, est civilement responsable des faits du capitaine et tenu des engagements contractés par ce dernier pour ce qui est relatif au navire et à l'expédition. Il peut, dans tous les cas, s'affranchir des obligations ci-dessus par l'abandon du navire et du fret. » La question s'est présentée dans un cas d'abordage dû à la double faute d'un transatlantique et d'un remorqueur et d'où résulta la mort d'un mécanicien de ce dernier bâtiment. La Compagnie qui était propriétaire de celui-ci déclara, pour s'exonérer de toute responsabilité, faire l'abandon de son navire et de son fret. Il s'agissait de savoir si les autres délinquants étaient libérés, au moins partiellement, par cet abandon, « si le prix du navire et du fret, ne constituait pas une partie de l'indemnité allouée à la veuve du mécanicien décédé et n'aurait pas dû, d'après les règles de la solidarité et du paiement, venir en déduction de la dette restée à la charge des autres¹ ». La Cour maintint la condamnation totale prononcée contre ces derniers par les juges

¹ Cass., 21 octobre 1896, D., 1900, I, 41.

du fond¹, en se basant toutefois sur de simples considérations de fait. D'ailleurs cette solution s'imposait quel que soit le système que l'on adopte relativement à la nature de l'obligation des codélinquants et, à ce point de vue, la question n'offre pas d'intérêt. Car, en admettant avec la Cour que cette exception fût purement personnelle² à la Compagnie des remorqueurs, il était bien certain que les autres débiteurs ne pouvaient demander la déduction de la part incombant à celle-ci, qu'autant que cette part, précisément égale à la valeur du navire et du fret abandonnés eût été préalablement déterminée. Pour cela il fallait que la vente en eût été faite et que le produit en eut été attribué à la victime. Mais alors il y aurait eu paiement et l'exception, à l'origine purement personnelle, se serait transformée en exception *rei coherens*, et tous les débiteurs auraient pu l'opposer, aussi bien dans le système de l'obligation *in solidum* que dans celui de solidarité parfaite.

3° DU RECOURS

Le délinquant qui a payé peut-il exercer un recours contre ses codélinquants? Cette question, on le conçoit

¹ Rouen, 16 janvier 1895, rapporté avec l'arrêt précité.

² La question est discutée. Plusieurs auteurs admettent que cette exception opère à l'instar d'une dation en paiement et présente un caractère de réalité. (Voir les références indiquées en note sous l'arrêt). Elle serait alors opposable jusqu'à concurrence de la valeur du navire et du fret, par les autres débiteurs, et cela évidemment qu'il s'agisse d'obligation solidaire ou *in solidum*. La distinction serait donc sans intérêt même dans cette hypothèse.

aisément, présente un intérêt pratique considérable ; elle a d'ailleurs été en jurisprudence l'objet de nombreuses décisions.

Les partisans du système de l'obligation *in solidum* ne s'entendent pas sur la solution qu'il convient d'adopter sur ce point. Les jurisconsultes romains admettaient la négative¹, et c'est bien là, semble-t-il, la solution la plus juridique. En effet, comme l'a écrit très justement M. Huc qui partage cette opinion, « celui qui a payé n'a pas payé une dette commune, il a payé comme sienne une dette qui a toujours été sienne pour le tout et qui ne s'est jamais composée de la dette d'un autre. Donc, il n'y a aucune base juridique au recours qu'il pourrait vouloir exercer² ». Nos anciens auteurs, tout en reconnaissant s'écarter de la rigueur du droit, et mûs par un sentiment d'indulgence, « accordèrent, en ce cas, une action à celui qui a payé le total, contre chacun de ses codébiteurs pour répéter de lui sa part³ ». La plupart des auteurs modernes ont, pour les mêmes raisons, suivi ce système. L'équité, disent-ils, commande cette solution. « Est-ce qu'il ne serait pas tout à fait inique qu'il dépendît du créancier, de sa partialité, de sa fantaisie, de faire porter le poids entier de la dette sur l'un, plutôt que sur l'autre⁴? » « Il n'est pas admissible que la partie lésée fasse une sorte de justice distributive de sa propre autorité en ne poursuivant

¹ Ulpien, *Loi* 2, § 14, Digeste, *De tutelae et rationibus distrahendis*, 27, III; Gaius, *Loi* 35, II, D., *De contrahenda emptione*, 18, I.

² Huc. t. VII, n° 314.

³ Pothier, n° 282.

⁴ Demolombe, t. III, n° 304; *Cpr.*, Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, II, n° 1305.

que l'un ou quelques-uns des coauteurs à son choix¹. » Nous l'admettons volontiers, mais cette considération ne démontre-t-elle pas une fois de plus que la théorie intégralement appliquée de l'obligation *in solidum* conduit parfois à des conséquences très dures, et que le système de la solidarité parfaite ne mérite pas le reproche d'injustice qu'on lui a adressé ?

Dans ce dernier système, l'équité se trouve d'accord avec les principes et la difficulté ne peut pas naître. Nous avons, en effet, deux textes, les articles 1213 et 1214 du Code civil qui résolvent la question. Que l'on n'objecte pas la maxime *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* : « Cette règle n'a point passé dans notre droit². » Elle conduirait, d'ailleurs, à écarter le recours dans le cas seulement de véritable délit civil, mais non dans celui de quasi-délit³. Cette distinction entre le dommage intentionnel et le dommage involontaire, consacrée en principe par le Code Mon-ténégrien (art 573), a été tentée par notre jurisprudence, et l'on peut relever un arrêt tout récent de la Cour de Poitiers qui décide « que les organisateurs d'une fraude ne peuvent avoir de recours les uns contre les autres lorsque, leurs combinaisons ayant échoué, l'un d'eux supporte des pertes par suite de l'insuccès de leurs entreprises communes⁴ ». Mais la grande majorité des arrêts se prononce en sens contraire, et cette solution est la seule admissible dans

¹ M. Sarrut, note dans D., 99, I, 65.

² Baudry-Lacantinerie et Barde, t. II, n° 1365.

³ Cpr. rapport de M. Cotelle dans D., 95, I, 175, 2^e moyen.

⁴ Poitiers, 22 février 1897, D., 99, I, 137.

notre droit qui ne refuse pas le recours même dans le cas beaucoup moins favorable de délit pénal ; comme l'a fort bien exprimé la Cour de Cassation, « l'article 1213 du Code civil ne fait aucune distinction entre les différentes espèces de solidarité et le recours qu'il a établi a pour cause, non l'infraction commise en commun, mais bien le paiement fait par un condamné d'une dette qui était aussi celle d'un autre condamné¹ ».

En droit pénal, il est vrai, le recours est refusé contre un coauteur ou complice prétendu de l'infraction qui n'a pas été condamné dans l'instance ou dans les diverses instances engagées par le ministère public ou la partie civile, et cela pour des raisons d'ordre public² », parce qu'au fond les réparations civiles en matière pénale ont, elles aussi, un caractère pénal³, et qu'il est immoral de permettre à l'auteur d'un délit de cette nature de s'adresser aux Tribunaux pour établir que le délit dont il s'est rendu coupable a été commis conjointement avec lui par d'autres personnes⁴. Mais, en matière civile, on ne peut faire

¹ Cass., 14 novembre 1898, D., 99, I, 65. *Cpr.*, Orléans, 9 août 1850, D., 51, II, 146; Cass., 20 juillet 1852, D., 52, I, 247; Aix, 14 août 1861, D., 62, II, 156; Tribunal de Rocroy, 16 janvier 1873, D., 73, III, 46; Nancy, 7 mars 1874, D., 74, II, 184; Cass., 8 novembre 1886, D., 87, I, 9. — *Cpr.*, Delvincourt, *Cours de Code civil*, t. II, p. 503; *Cpr.* Mondet *op. cit.*, p. 31.

² Cass., 31 juillet 1878, D., 79, I, 374.

³ M. Sarrut, note dans D., 99, I, 65.

⁴ *Cpr.* Note dans D., 87, I, 9; *Cpr.* Colmar, 22 avril 1846, D., 47, II, 179; Cass., 21 février 1870, D., 70, I, 111; Cass., 5 mars 1872, D., 72, I, 318; Cass., 23 avril 1872, D., 72, I, 412; Cass., 1^{er} juin 1874, D., 74, I, 388; Montpellier, 21 juillet 1877, D., 79, II, 71; Cass., 31 juillet 1878, D., 79, I, 374; Cass., 22 décembre 1880, D., 81, I,

intervenir de semblables considérations ; aussi admettons-nous sans difficultés ce recours contre les co-auteurs même dans le cas où ils n'ont pas été poursuivis par la personne lésée¹.

Puisque l'action en recours appartient à chaque délinquant, il faut bien lui permettre de l'exercer, et il n'est pas admissible que le créancier puisse le lui interdire selon son caprice ou sa fantaisie. Il ne peut, en consentant à l'un d'eux une remise expresse de la dette, la mettre toute entière à la charge des autres (art. 1585, 2^o), « il ne doit pas pouvoir le faire tacitement, d'une manière détournée, en ne les poursuivant pas ou en abandonnant les poursuites commencées contre eux² ».

Le débiteur seul poursuivi aura donc à sa disposition deux moyens d'exercer son recours contre ses codébiteurs : il pourra les appeler en cause dans l'instance engagée contre lui, ou bien les actionner ultérieurement par voie principale. Dans ce dernier cas, sa demande sera soumise au préliminaire de conciliation et aux règles ordinaires de la compétence *ratione personæ*³. Dans le premier au contraire, elle échappera à ces prescriptions du Code de procédure : elle sera dispensée de la formalité édictée par l'article 48 de ce

63 ; Cass., 11 juillet 1882, D., 83, I, 158 ; Cass., 20 février 1882, D., 82, I, 232.

¹ *Cpr.*, Rapport de M. le conseiller Cotelle et arrêt du 23 janvier 1895, D., 95, I, 174-175.

² Demolombe, *op. cit.*, t. III, n^o 307 ; *Cpr.* Baudry-Lacantinerie et Barde, t. II, n^o 1305.

³ *Cpr.* Mondet, *op. cit.*, p. 80.

Code, en vertu du troisième alinéa de l'article suivant, et le Tribunal compétent sera le Tribunal déjà saisi du litige (article 59, dernier alinéa)¹ ; le débiteur poursuivi jouira en outre du délai prévu par l'article 175 pour mettre en cause ses codébiteurs. Cette dernière conséquence, — équitable, « car ce délai très court qui ne saurait être préjudiciable au créancier demandeur peut être très avantageux au débiteur poursuivi, en lui permettant de faire rendre le jugement commun avec les autres débiteurs, et de n'être pas exposé à ce qu'ils contestent son action en recours, en soutenant le mal fondé d'un jugement qui n'aurait été rendu que contre lui seul² », — n'est pas douteuse si l'on admet le système de la solidarité parfaite³ ; elle est au contraire contestée par certains partisans de l'obligation *in solidum*, M. Rodière notamment, pour lequel, le recours étant « tout autre chose qu'une garantie qui ne peut découler que d'un contrat, ne peut par conséquent produire l'exception

¹ *Cpr. ibid.*, p. 88, 89 et 95.

² Demolombe, *op. cit.*, t. III, n° 301.

³ Durantou, t. XI, n° 215 ; Rodière, nos 132 et 174 ; Colmet de Santerre, t. V, n° 136 *bis*, II ; Aubry et Rau, t. IV, § 298 *ter*, p. 28, texte et note 24 ; Larombière, art. 1203, n° 4 ; Demolombe, t. III, n° 316. Iluc, t. VII, n° 316 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, t. II, n° 1204. — *Contra* Laurent, t. XVII, n° 297. — *Cpr.* Cass., 23 janvier 1895, D., 95, I, 176. « Attendu, dit cet arrêt, que par un autre effet légal de la solidarité, ceux des administrateurs qui sont poursuivis pourront rejeter contre les autres, la part incombant à ces derniers dans la dette commune ; qu'en exerçant leur recours en garantie incidemment à l'instance principale dirigée contre eux par le syndic, les défendeurs n'ont fait qu'user d'un droit basé sur les articles 1214 C. C. et 175 C. Pr. »

de garantie¹ ». C'est encore un exemple de la rigueur de ce dernier système et de l'incertitude qui règne sur ses effets parmi ses partisans.

La jurisprudence admet sans difficultés l'un et l'autre de ces modes d'exercice de l'action en recours. Elle a jugé notamment, en ce qui concerne l'appel en garantie, que le légataire universel condamné à des dommages-intérêts à raison de manœuvres employées pour dissimuler l'existence d'un testament au détriment de légataires à titre particulier et en retarder le dépôt, est en droit de demander à un autre légataire universel qui a connu ces manœuvres et y a participé « qu'il le garantisse de partie des dommages-intérêts » mis à sa charge². Elle a pareillement décidé que le recours par voie principale est toujours possible, et que lorsque l'auteur d'un délit a payé en totalité les dommages-intérêts alloués à la victime, il a le droit d'exercer contre les personnes qui sont tenues solidairement avec lui à raison de ce fait une action en répétition jusqu'à concurrence de la part leur revenant dans la dette commune, et qu'il peut diriger cette action même contre les responsables que le tiers lésé n'a pas mis en cause³. On rencontre enfin des décisions qui consacrent à la fois la légitimité de ces deux moyens : « Attendu, dit entre autres la Cour de Nancy, que pour assurer

¹ Rodière, n° 174; *Cpr.* Demolombe, n° 301, 4^e, 7^e et 8^e alinéas.

² Dijon, 25 février 1898, D., 99, II, 127; *Cpr.* Cass., 23 janvier 1895, D., 95, I, 173 et le rapport de M. Cotelle

³ Cass., 8 novembre 1886, D., 87, I, 9; *Cpr.*, Cass., 20 juillet 1852, D., 52, I, 248; Orléans, 9 août 1850, D., 51, II, 146; Cass., 23 avril 1872, D., 72, I, 411; Cass., 21 mars 1870, D., 71, I, 111 et 5 mars 1872, D., 72, I, 318.

la réparation du préjudice, il n'y a pas lieu d'ordonner la mise en cause de tous les habitants de Vaux-Villaine qui se trouvaient le 28 octobre 1870 enfermés dans l'église ; qu'il n'apparaît pas que cette mise en cause ait été devant le Tribunal régulièrement demandée, de telle sorte que devant la Cour elle constitue une demande nouvelle interdite par l'article 464 du Code de procédure civile ; que si elle leur paraissait nécessaire, Eugène Petit et consorts avaient le droit et le temps de l'opérer, ce qu'ils n'ont pas fait ; que d'ailleurs ils resteront toujours les maîtres, dans le cas où l'is le jugeraient utile, d'appeler en part de la condamnation prononcée contre eux, les habitants de la commune, qui seraient au regard de la veuve Georges dans la même situation qu'eux¹ ».

Nous venons d'étudier le recours quant à son existence et à ses modes d'exercice. Il nous reste à examiner son étendue. Dans quelle mesure le coauteur qui a payé toute la dette a-t-il action contre ses coobligés ? Pour sa portion virile, conformément aux articles 1213 et 1214 du Code civil, qu'il est tout naturel d'appliquer si l'on admet le système de la solidarité parfaite. Mais les partisans de l'obligation *in solidum* n'acceptent pas cette solution. Pour eux, ces articles ne concernent pas le cas qui nous occupe, « et les juges ne sont pas tenus de s'y conformer, soit parce que le texte lui-même fait défaut, puisqu'il ne statue que sur l'obligation solidaire, soit parce que les motifs sur lesquels il

¹ Nancy, 7 mars 1874, D., 74, II, 184.

est fondé manquent dans l'obligation *in solidum*¹. »

La jurisprudence, sans pour cela partager l'opinion de ces auteurs sur la nature de l'obligation des codélinquants, semble assez portée à reconnaître avec eux le pouvoir pour les Tribunaux de répartir inégalement les responsabilités. Si quelques arrêts appliquent le principe de la division par portions viriles², la plupart mettent des parts différentes à la charge de chaque coauteur du délit. Nous connaissons un cas d'abordage où l'un des capitaines a été condamné à supporter définitivement les quatre cinquièmes du dommage et l'autre le cinquième seulement³. On peut citer dans le même sens un arrêt de la Cour d'Aix⁴ qui, ayant à statuer sur la réparation du préjudice causé par une maison de tolérance, en mit les deux tiers à la charge du locataire et le tiers restant à la charge du propriétaire, — et un autre arrêt de la même Cour⁵ répartissant l'indemnité allouée à la victime d'un accident de chemin de fer, dans les proportions suivantes : cinq dixièmes pour l'un des auteurs du fait, trois dixièmes pour un autre et un dixième pour chacun des deux derniers délinquants. La Cour de Cassation elle-même a affirmé ce pouvoir des juges et décidé, dans un cas

¹ Demolombe, *op. cit.*, t. III, n° 309. *Cpr.* Rodière, nos 175, 315 et 321.

² Voir notamment : Aix, 14 août 1861, D., 62, II, 156; Caen, 5 mars 1894, D., 95, II, 329.

³ Bordeaux, 30 juillet 1888, D., 94, I, 561.

⁴ Aix, 19 novembre 1878, D., 79, II, 219.

⁵ Aix, 24 juillet 1888, rapporté avec Cassation 22 juillet 1890, D., 91, I, 176.

de responsabilité incombant aux membres d'un Conseil de surveillance, « que l'arrêt attaqué, après avoir statué sur la responsabilité commune au respect des actionnaires, a pu, dans la répartition entre les coauteurs, en tenant compte des circonstances de la cause, diminuer la part de l'un d'eux ¹ ».

Bref, « pour opérer une répartition qui s'impose, les Tribunaux se guident d'après la gravité respective des torts, abstraction faite de leurs conséquences ² ». Il n'y a là, dit-on, rien d'incompatible avec les principes de la solidarité ; c'est à deux points de vue très différents que l'on se place, objectif au regard de la victime, subjectif en ce qui concerne les rapports des coauteurs. Sans doute ; et il est bien certain, comme nous l'avons vu, que la division inégale de la dette entre les débiteurs, ne fera pas obstacle à ce que chacun doive le tout au créancier. Mais la question qui se pose actuellement est précisément de savoir s'il convient de s'inspirer de considérations subjectives, même pour régler les rapports des coauteurs du délit. Nous ne le croyons pas. « Lorsque c'est par appréciation de la gravité relative des fautes qu'ils répartissent inégalement la responsabilité, les juges frappent d'une peine l'individu qu'ils condamnent à supporter dans l'indemnité une part supérieure à sa portion virile, et ils sortent ainsi du rôle qui leur est assigné par le

¹ Cass., 28 mai 1889, D., 90, I, 413.

² M. Levillain, Note dans D., 1894, I, 561 ; *Cpr.* Bioché, *Dictionnaire de Procédure*, 5^e édit, t. III, V^o *Dommages-intérêts*, n^o 131 et suiv.

législateur¹. » En droit civil, ce n'est pas à la faute, mais au dommage que se mesure la réparation; dès lors, pour déterminer la part de chaque délinquant, il faudrait se baser, non sur la gravité de ses torts, mais sur leur influence préjudiciable. Or, par hypothèse, cette influence est égale pour chacun, puis qu'elle s'est exercée sur tout le dommage. Si, subjectivement, leurs fautes peuvent être différentes, objectivement elles sont identiques et, en matière civile, c'est à ce seul point de vue qu'il convient de se placer.

C'est donc encore le système de l'obligation *in solidum* qui conduit aux résultats les plus rigoureux, en ce qui concerne les rapports des coauteurs du délit, puisqu'il va jusqu'à permettre au juge de frapper certains d'entre eux d'une véritable pénalité.

De tout ce qui précède n'est-il pas permis de conclure que l'équité, loin de contredire les principes, milite avec eux en faveur du système de la solidarité parfaite intégralement appliqué? Il présente le très grand avantage de ne laisser aucune place à l'arbitraire, et tout en assurant à la victime le maximum de garanties grâce à l'admission des articles 1206 et 1207, il offre aux codélinquants les adoucissements très appréciables et d'un grand intérêt pratique dont les articles 1208, 1285 et surtout 1213 et 1214 font bénéficier tout codébiteur solidaire. Nous ne croyons donc pas,

¹ Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, t. II, n° 1306.

comme le prétend M. Gérardin, « qu'il soit juste, qu'il soit utile de transporter dans les lois modernes la distinction qu'avait faite la jurisprudence romaine » de deux espèces de solidarité¹.

¹ D'ailleurs, comme le remarque très justement M. Demangeat, « les caractères distinctifs des véritables *correi* n'existent point chez nous, et nos débiteurs solidaires ressemblent bien moins aux *correi promittendi* qu'aux personnes tenues *in solidum* (*Des obligations solidaires*, p. 13).

CONCLUSION

Nous avons ainsi examiné, comme nous nous le proposons au début de cette étude, l'obligation collective des coauteurs d'un même délit ou quasi-délict civil au triple point de vue de son fondement, de son étendue d'application et de sa nature. Sur tous ces points nous avons essayé de dégager les principes que notre Code civil renferme implicitement, mais que dans aucun article il n'a nettement formulés et de démontrer qu'ils se rattachent à une théorie purement objective.

Si l'on admet les résultats auxquels nous sommes parvenus, ne doit-il pas sembler douteux que le besoin d'un texte spécial se fasse bien vivement sentir, et que cette lacune de notre Code constitue une infériorité au regard des législations étrangères, dont la plupart ont formellement prévu la question ?

On conçoit aisément « que le silence du législateur puisse paraître regrettable » aux partisans du système de l'obligation *in solidum*, lorsqu'il s'agit pour eux de déterminer « quels rapports peut créer cette obligation identique, quoique indépendante, qui pèse en entier

distinctement sur chaque délinquant.¹ » Mais toute difficulté disparaît lorsqu'on adopte le système de la solidarité parfaite et, sur ce premier point, relatif à la nature et aux effets de la responsabilité des coauteurs du délit, l'inutilité d'un texte spécial se manifeste clairement, d'autant plus que le législateur, s'il avait jugé bon de statuer par une disposition expresse, aurait vraisemblablement, pour caractériser leur obligation, employé le terme de « solidaire », comme il l'a fait dans l'article 55 du Code pénal, dans l'article 16 du projet sur les engagements qui se forment sans convention, dans les articles 42 et 44 de la loi du 24 juillet 1867 et 3 de la loi du 4 avril 1889 ; comme d'ailleurs l'ont fait toutes les législations étrangères qui ne distinguent pas la solidarité dérivant d'un délit de celle découlant d'un contrat².

Mais la question est plus délicate en ce qui concerne l'étendue d'application de cette solidarité. Si l'on compare les résultats auxquels nous conduit la théorie dégagée de notre Code et ceux qu'entraînent les textes formels dont sont pourvues la plupart des législations étrangères, on constate qu'ils sont assez loin d'être identiques. Sauf peut-être le Code fédéral des Obligations³ qui semble se rapprocher, à certains égards, de notre base objective, les autres Codes s'inspirent de

¹ Demolombe, n° 291.

² Il convient toutefois de remarquer que plusieurs d'entre elles (le *Code civil allemand* et le *Code fédéral des Obligations* notamment), en augmentant le nombre des cas de solidarité relâchent singulièrement le lien qui unit les débiteurs solidaires. Il semble que la solidarité perde en énergie ce qu'elle gagne en étendue.

³ Art. 60.

principes tout différents. En Italie¹, il y a lieu à condamnation solidaire toutes les fois que le fait dommageable est unique et a pour cause une délibération prise en commun ou le concours matériel de plusieurs auteurs², c'est-à-dire même à l'égard des délinquants qui n'ont eu sur le dommage aucune influence directe et nécessaire. En Allemagne³, au Japon⁴, dans la principauté du Monténégro⁵, il existe des dispositions analogues, que le législateur a même déclarées en termes formels applicables à l'instigateur et au complice. C'est l'admission sans réserves de la solidarité, dès qu'il y a participation quelconque à un même acte délictueux, par conséquent dans toutes les hypothèses se rattachant à nos deuxième et troisième groupes. Mais, à la différence du Code italien, les législateurs de ces trois dernières puissances étendent le principe de la responsabilité collective à tous les cas où, indépendamment d'une action commune, il est impossible de reconnaître lequel des délinquants a causé le préjudice « et alors même qu'il résulterait de la nature du fait que le délit n'a pu être l'œuvre en réalité que d'un seul. » Elles établissent ainsi contre tous « une présomption de responsabilité⁶ ».

¹ Code civil italien, traduction Orsier, art. 1156.

² *Cpr.* Giorgi, *Teoria delle Obbligazioni*, 4^e édit., I, n^o 132 ; *Cpr.* Baudry-Lacantinerie et Barde, t. II, n^o 1311.

³ *Code civil allemand*, traduction de Meulenaère, art. 830, p. 220 et art. 840, p. 224.

⁴ *Code de l'Empire du Japon*, traduction Motono et Tomij, art. 719, p. 170.

⁵ *Code général des Biens pour la principauté de Monténégro*, trad. Dareste et Rivière, art. 572, p. 152.

⁶ *Cpr.* Saleilles, *Étude sur la Théorie générale de l'Obligation*

C'est, en définitive, un système analogue à celui que semble consacrer la jurisprudence française et que nous avons refusé d'admettre dans toute son étendue : parce que, d'une part, nous ne croyons pas que les seuls textes du Code civil permettent de condamner un coauteur à l'intégralité de la réparation, pour cette unique raison qu'il a concouru à l'acte délictueux, et alors que les juges ne relèvent dans ses actes aucune influence totale sur le dommage ; d'autre part, parce que, dans notre législation, les présomptions sont de droit étroit et que l'on ne peut déclarer quelqu'un responsable d'un préjudice sous ce prétexte qu'il est impossible de déterminer la part qu'il y a prise.

Un texte seul pourrait donc établir cette double extension, et c'est à ce point de vue qu'il est intéressant d'examiner si le silence de notre Code est regrettable et s'il y a lieu de souhaiter que nos législateurs, à l'exemple de ceux des autres nations, viennent combler cette lacune. A vrai dire, nous ne le pensons pas. Si considérable en effet que soit l'intérêt qui s'attache à la victime, et si légitime que soit le désir de lui procurer la satisfaction à laquelle elle a droit, il ne faut pas que celle-ci s'obtienne aux dépens de l'équité et de la morale juridique. Au fond, cette extension exagérée de l'obligation solidaire n'est qu'une survivance de l'antique idée pénale qui dominait tout le droit civil dans les législations primitives et qui, en particulier dans le droit romain, a jeté des racines si

profondes que vingt siècles n'ont pas suffi à la cantonner d'une manière absolue dans son véritable domaine. Le Code allemand lui-même n'a pas su échapper à son influence, et malgré la lutte très vive qui fut soutenue lors de la discussion en faveur d'une responsabilité objective, indépendante de toute recherche personnelle, « la Commission du deuxième projet n'osa pas rompre en visière avec toutes les traditions romaines »¹. Idée subjective, idée pénale, que celle de frapper l'instigateur et le complice, sans même qu'ils aient reçu une part du gain ou causé un préjudice par le fait de leur coopération — réserve qu'introduit seul et très sagement le Code fédéral des obligations¹ en ce qui concerne le fauteur du délit perpétré ; idée pénale que celle de condamner une personne à réparer entièrement un dommage qu'elle n'a causé que pour partie, même s'il est impossible de déterminer cette part qui lui incombe !

Dès lors, s'il est exact, comme l'affirme Ihéring, que « le principe de la peine en droit privé indique une phase inférieure de la civilisation ; que les progrès de la conscience juridique, le développement du droit la font disparaître pour mettre à sa place le principe de la réparation du dommage », convient-il d'envier les législations plus récentes que la nôtre, lorsque, loin de consacrer un progrès, elles paraissent marquer un retour vers les anciens errements ? Notre Code, plus

¹ Saleilles, *les Accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 7 et 8.

² Art. 60. al. 3.

vieux d'un siècle, se trouve en réalité plus conforme aux idées modernes. Il semblait présenter une lacune rendue plus sensible par le nombre toujours croissant des accidents provoqués par le concours fortuit d'éléments jusque-là étrangers l'un à l'autre, agglomérations d'usines, abordages, rencontres de voitures ou de trains, etc., et dus au progrès de l'activité humaine, au développement du machinisme et des moyens de transport. Les nations étrangères veulent alors faire mieux que le Code qui leur a servi de modèle. Mais voilà que, sur ce point encore, et « grâce à une lecture plus attentive et à une interprétation plus large, l'œuvre imparfaite surpasse les perfectionnements dont elle avait été l'objet ; l'esquisse se trouve d'éclipser le tableau et l'expérience montre que le Code civil peut suffire à donner satisfaction aux besoins nouveaux de notre Société transformée ¹. »

¹ M. Josserand, *De la Responsabilité du fait des choses inanimées*, p. 127.

Vu :

Lyon, le 16 mars 1902,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

FLURER.

Vu :

Lyon, le 19 mars 1902,

LE DOYEN DE LA FACULTÉ,

E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 21 mars 1901,

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ

G. COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — EVOLUTION ET ÉTENDUE DE LA JURISPRUDENCE. — CLASSIFICATION DES ARRÊTS . . .	
SECTION I. — Premier groupe. — Arrêts rejetant le principe même d'une condamnation solidaire . . .	27 30
SECTION II. — Deuxième groupe. — Arrêts admettant la solidarité dans le cas de délits civils proprement dits	35
SECTION III. — Troisième groupe. — Arrêts admettant la solidarité en matière de quasi-délits, lorsqu'il y a eu « communauté d'action » entre les délin- quants	53
SECTION IV. — Quatrième groupe. — Arrêts admet- tant la solidarité dans le cas de simple « commu- nauté de résultat » et même en l'absence de tout lien subjectif entre les délinquants	72
CHAPITRE II. — RECHERCHE D'UN FONDEMENT JURIDIQUE. — CONSÉQUENCES DE CE FONDEMENT.	
SECTION I. — Point de vue subjectif	96 101
SECTION II. — Point de vue objectif	112
SECTION III. — Applications.	123
CHAPITRE III. — NATURE ET EFFETS DE L'OBLIGATION DES CODÉLINQUANTS	
SECTION I. — Système de l'indivisibilité	140 141

SECTION II. — Systèmes se rattachant à la solidarité « lato sensu »	153
SECTION III. — Effets	172
1° De l'appel interjeté par ou contre un seul codébiteur.	172
2° De quelques exceptions que les débiteurs peuvent opposer au créancier	176
3° Du recours	181
CONCLUSION	193

